Pour l'unité des Socialistes
Congrès national Épinay-sur-Seine
11 juin 1971

Vendredi 11 juin 1971
(matinée)

Sommaire

Le président Bonnemaison 2
Le président Debarge 2
Nicole Questiaux 3
Francis Le Blé 7
Le président Jean Baboulène 9
Nicole Questiaux 11
André Labarrère 12
Alain Savary 13
Garnier-Thénon 22
André Chandernagor 23
Louis Mermaz 28
Albert Gazier 30
Charles Hernu 31
André Grizet (Yvelines) 34
Chazot (Haute Loire) 35
Merien 36
Marc Wolf 39
Christian Pierret 43
Heutte 45
Jeannette Brutelle 45
Jean-Pierre Cot 49
Gérard Jaquet 52
Thieffry 57
André Labarrère 58
Louis Mexandeau 60
Barthe 62
Banton (Isère) 63
Noé 66
Perochain 67
Denis Cépède 71
Blanc 75
Batut 77
Christian Pineau 79

Fondation Jean-Jaurès

Le président Bonnemaison

Camarades, je déclare ouvert le Congrès pour l'unité des Socialistes.

(Applaudissements)

Chers camarades, c'est avec émotion et espoir que les Socialistes d'Épinay vous accueillent dans leur ville.

Faut-il vous dire notre fierté, notre plaisir, de voir se tenir ici le Congrès pour l'unité des Socialistes ? L'importance de ces assises, pour l'avenir du mouvement Socialiste, pour l'avenir de la Gauche française, pour l'avenir de la démocratie française, est évidente ; notre responsabilité, à nous délégué réunis dans cette salle, est non moins évidente.

De notre travail, celui que nous avons accompli pour préparer ce Congrès, celui que nous allons fournir maintenant, il dépend, et beaucoup plus sans doute qu'on ne le suppose ou qu'on ne le prétend généralement, l'espérance, la croyance dans l'avenir du Socialisme, dans la rénovation de notre pays.

Notre réunion dans cette salle, nouveaux adhérents, membres de la Convention, du Parti Socialiste, est un événement important. Il nous appartient, par notre volonté, notre détermination, de lui donner des dimensions historiques.

C'est le vœu que je forme en vous apportant le salut fraternel des Socialistes d'Épinay.

Vous permettrez au maire d'Épinay de vous apporter également les souhaits de bienvenue et de succès dans vos travaux de la municipalité et du Conseil d'union démocratique d'Épinay-sur-Seine, et le salut de tous ceux qui, dans notre ville, sont attachés à la démocratie, au progrès, à la justice. Ils sont nombreux ; j'en veux pour preuve les récentes élections municipales où nous avons recueilli 64,37% des suffrages dès le 1er tour, alors que nous avions obtenu en 1965 50% des suffrages et seulement au deuxième tour.

Je voudrais, et je pense que vous voudrez bien vous y associer, remercier tous ceux qui ont participé, à des titres divers, à l'organisation matérielle de ce Congrès, et particulièrement, pour ce qui concerne Épinay, remercier le personnel communal, les ouvrier et cadres des diverses entreprises, et particulièrement la direction des studios cinématographiques Éclair, les techniciens, machinistes, décorateurs, qui ont réalisé la décoration de cette salle.

(Applaudissements)

Je vous remercie pour eux.

Il me reste à vous souhaiter un agréable séjour à Épinay et surtout, avant, un très bon, un excellent Congrès pour le Socialisme.

(Applaudissements).

La parole est maintenant à Marcel Debarge.

Le président Debarge

Chers camarades, à la suite de notre camarade Gilbert Bonnemaison je vous souhaite, au nom du Congrès départemental de l'unité des Socialistes de la Seine-Saint-Denis et du Comité d'organisation de ce Congrès, la meilleure des bienvenues dans ces lieux.

L'unité des Socialistes, il s'agit ici, enfin, de la réaliser concrètement, organiquement, avec toutes celles, tous ceux qui, venant d'organisations

différentes des nôtres, d'autres encore qui nous rejoindront si nous réussissons ce Congrès ; il s'agit, le temps est venu, de nous retrouver dans la même organisation.
Nous allons connaître, durant ces trois jours, des confrontations d'opinions, d'idées. Cela donnera lieu à des débats passionnants et il n'y a rien en cela d'anormal, c'est le propre d'une organisation démocratique comme la nôtre de connaître de tels débats. Nous devons cependant avoir en permanence à l'esprit que nous sommes à la fois collectivement et individuellement responsables, que nous ne pouvons pas - et cela ne signifie pas pour autant la confusion - que nous n'avons pas le droit d'échouer dans notre entreprise, que nous avons à démontrer notamment au cours de ces trois jours à l'opinion publique notre capacité à gérer les affaires du pays, que nous avons à mobiliser l'ensemble des énergies de la Gauche Socialiste pour constituer un élément de l'alternative politique au régime actuel.
Pour réaliser cela, nous devons réussir ce Congrès à la fois dans la clarté, la raison, le dynamisme, l'optimisme.
Vive le Congrès de l'unité des Socialistes !
(Applaudissements)

Le président Bonnemaison - Nous allons maintenant entendre le rapport de la Délégation nationale présenté par Nicole Questiaux, présidente de la délégation.

Nicole Questiaux
Vous êtes là enfin et nous voici prêts à vous rendre compte les 21 qui ont essayé depuis quelques mois d'être vos porte-parole. Le hasard de ma désignation comme présidente me conduit à vous souhaiter en leur nom la bienvenue, moi dont le passé et le militantisme ont le même âge que la délégation !
Je vous dirai franchement que j'en suis très intimidée, mais qu'heureusement une fédération a eu la bonne idée de m'envoyer une lettre pour souhaiter que les femmes prennent plus souvent la parole au Congrès !
(Applaudissements)
Et je le suis encore plus, et de façon plus sérieuse, parce qu'en donnant la parole aux nouveaux, vous montrez par là que la construction du nouveau Parti est vraiment l'affaire de tous !
Camarades, nous venons de vivre une tentative tout à fait originale dont il n'est pas encore possible de dire quelle sera son importance ; c'est probablement la première fois que des formations politiques responsables confient l'organisation d'un Congrès de cette importance à 21 personnes, déléguées, certes, mais libres de discuter, avec le concours d'autres personnes qui n'avaient aucune expérience, ni passé de militant.
C'est également la première fois que place est faite à ce Congrès à l'avance aux nouveaux venus.
Or, nous nous sommes mis d'accord, le Congrès se tient, cela a marché. Certes, d'une manière un peu empirique, parfois un peu improvisé, certes avec des insuffisances, mais dans un esprit d'équité, de bonne entente et dont nous sentions qu'il approchait peu à peu de l'enthousiasme.

Fondation Jean Jaurès

Nous avons eu la responsabilité d'organiser ce Congrès. Que signifie ceci ?
Il fallait fixer des règles communes et acceptables pour tout le monde, c'est-à-dire faire en sorte que les mêmes instructions soient diffusées par les différentes organisations et soient également adressées aux nouveaux. Nous avions la responsabilité d'informer et nous avons senti dans la délégation combien cette responsabilité était importante. Nous avons envoyé à tous les nouveaux, et nous nous excusons auprès de tous les militants qui se sont adressés à nous et à qui nous n'avons pas toujours pu envoyer autant de documents qu'ils en avaient demandés. Nous avons eu enfin à régler les difficultés, et je vous dirai tout de suite avec joie qu'elles ont été très peu nombreuses, il s'est agi uniquement de difficultés pour organiser le Congrès commun, de problèmes de représentation des nouveaux adhérents et, dans un seul cas, de la répartition des délégués d'après les votes des intéressés.
Nous nous sentions, il faut le dire, une responsabilité particulière à l'égard de ces Socialistes qui étaient restés jusqu'à présent à l'extérieur des organisations. Persuadés tout de même qu'on ne peut militer que dans une organisation, nous cherchions à comprendre le point de vue de ceux qui, pour des raisons très différentes, n'avaient pas encore pu s'engager.
C'est pour cette raison que notre appel aux adhésions a été lancé seulement après les élections municipales, sans battage publicitaire, non pas comme une entreprise de débauchage à l'égard d'autres formations, mais comme une invitation simple à ceux qui se reconnaissaient dans notre déclaration de principes de venir organiser le Congrès avec nous.
La réponse en ces trois semaines a été inespérée, puisque nous avons pu associer à la préparation du Congrès 3500 personnes ; je dirai même que nous avons été quelque peu dépassés, puisqu'il nous a fallu fixer une date limite pour pouvoir organiser cette préparation, et de nombreux adhérents qui nous ont écrit après cette date limite n'ont pas pu élire leurs délégués aujourd'hui ; qu'ils sachent cependant que nous prétendons aussi parler en leur nom.
A cette confiance spontanée, on a pu constater qu'il a été répondu par la confiance, puisque les seules règles adoptées par la Délégation ont été d'écarter de ces candidatures les personnes qui figuraient déjà dans une des formations ou qui en avaient été exclues. Les délégués sont donc à ce Congrès des délégués à part entière, mais aussi des témoins qui "témoigneront" auprès d'autres, qui s'intéressent à notre action, de la manière dont se dérouleront nos travaux.
Voilà pour le passé, un passé bref, improvisé ; c'est une expérience qui montre que l'on peut travailler ensemble.
Comment le faire maintenant, pendant ces trois jours où nous sommes 950 ou 1000 ? Voilà notre problème commun et j'espère que vous ne penserez pas que la Délégation s'est donnée trop d'importance en vous faisant à cet égard des propositions.
Vous êtes d'ailleurs souverains, vous aurez à les ratifier.
Ces suggestions portent sur l'organisation et le programme de nos travaux, sur notre règlement et sur des problèmes précis que pose ce Congrès organisé en commun.

Parlons d'abord de ces problèmes, ils sont très simples. Nous avons des problèmes d'équilibre entre les catégories, Parti Socialiste, Convention, nouveaux adhérents et entre les militants qui déjà se sont exprimés sur les différents textes.
Nous avons un problème lié au fait que les nouveaux Partis qui, par définition, ne sont pas organisés, n'ont pas toujours pu désigner leurs candidats aux différents organismes.
Nous avons enfin un problème qui est, lui, lié au fait qu'il faut en trois jours régler de très nombreuses, de très graves, de très importantes questions.
Des bases d'accord ont donc été discutées par avance. Le règlement intérieur qui vous est proposé a été établi dès le stade de l'accord prévu en février. Son élément essentiel est que la Délégation se propose de continuer, en s'adjoignant les présidents de séances, comme Commission d'organisation du Congrès ; ceci veut dire qu'elle préjuge un peu sans doute de votre approbation sur son action passée, mais aussi qu'elle se sent capable de continuer sur sa lancée.
Puisque les présidents de séances s'adjoindront à cette Commission d'organisation, une répartition égale entre les trois familles qui sont représentées ici et mêmes les autres vous est proposée. Ce sont Jean Baboulène, moi-même, Augustin Laurent, Georges Fillioud, Pierre Norène, et Taddei. Ce sont, bien entendu, des propositions et en particulier s'agissant des nouveaux adhérents qu'il n'était évidemment pas possible de réunir, il s'agit pour vous de les ratifier.
Nous vous proposons de même une composition équilibrée pour les différents Bureaux ou Commissions qui vont jouer un rôle important dans ce Congrès.
La Commission de vérification des mandats sera issue des délégués présents. Elle comprendra 8 Socialistes, 2 conventionnels, 2 nouveaux adhérents, mais le secrétariat de la Délégation qui dispose sur place de tous nos documents les assistera à titre consultatif. La délégation sera d'ailleurs tout entière à sa disposition en cas de difficultés.
Le bureau de vote chargé de l'élection des organes dirigeants comprendraient 5 Socialistes, 2 conventionnels, 2 nouveaux adhérents.
La Commission des structures, enfin, comprendrait 22 représentants du Parti Socialiste, 6 conventionnels, 6 nouveaux adhérents.
Arrêtons-nous un instant sur le rôle de cette dernière Commission qui sera très important. Il a pour origine une proposition de la Délégation. Vous aviez, en effet, à aboutir, dans le cours de ces discussions très brèves, à des textes que vous puissiez immédiatement appliquer. Nous vous avons donc proposé d'abord de faire ces discussions en Commissions, ensuite de prendre comme base de discussion toutes les parties des motions qui concernent ces problèmes de statuts et de structures et comme base de texte les statuts du Parti Socialiste qui avaient d'ailleurs été à l'origine un texte discuté en commun.
Cette Commission doit donc vous proposer à la fin de cette journée de vendredi un texte d'accord sur les points qui ne sont pas en discussion et qui proposera à votre choix des rédactions différentes pour les points où on ne sera pas d'accord.
Elle aura à vous indiquer également quelles sont les conséquences éventuelles de vos décisions sur les structures quant à la suite du débat.

Le programme précis de vos travaux, vous l'avez sous les yeux, n'appelle pas de grands commentaires. Vous constaterez que ce matin, nous réglerons l'ensemble de ces questions de procédure, c'est-à-dire que nous allons adopter ce règlement et que les uns et les autres vont désigner leurs représentants à la Commission de vérification des mandats, à la Commission de structures, au bureau de vote pour les organes centraux. La matinée sera ensuite consacrée aux travaux de la Commission de vérification des mandats qui rendra compte en fin de matinée et dont le rapport sera soumis à l'appréciation du Congrès.
Cet après-midi, la Commission des statuts siégera pendant que commencera le débat d'orientation. C'est donc au début de l'après-midi que ce débat d'orientation sera organisé et que les personnes qui veulent prendre la parole pourront s'adresser à la Commission d'organisation pour que le temps de parole soit réparti.
A la séance du soir, la Commission des statuts rendra compte et le débat sur les structures s'engagera.
Demain, toute la journée est consacrée au débat d'orientation.
Vous constaterez que pour la suite le programme qui est diffusé comporte une variante, car l'organisation rationnelle de vos travaux dépend quelque peu de ce qui sera décidé par la Commission des statuts. Par conséquent, votre Commission d'organisation aura dans la journée de demain à faire préciser le déroulement de la dernière journée.
Voilà donc, camarades, des propositions et pour cet instant encore où la Délégation parle en votre nom, permettez lui de remercier les camarades Bonnemaison et Debarge, ainsi que tous ceux qui ont si bien organisé notre réception à Épinay, et permettez lui aussi de saluer nos invités. Elle doit enfin vous informer qu'Alain Savary, premier secrétaire du Parti Socialiste, lui a transmis une lettre du secrétaire du Parti Communiste adressée à tous les congressistes ; elle est à leur disposition ; ils en prendront connaissance au cours des débats.
Ainsi, la délégation s'efface maintenant. Si vous le voulez bien, elle renaîtra comme Commission d'organisation du Congrès. Elle vous rend la parole, mais elle vous confie l'unité des Socialistes. Tous ici nous savons que c'est un mot que personne ne prend à la légère en juin 1971 et que si nous sommes réunis, nous allons réussir.
(Très vifs applaudissements)

Le président Bonnemaison - Vos applaudissements me dispensent de remercier la présidente de la Délégation nationale, et chacun des membres de cette Délégation, pour le travail qu'ils ont accompli. Vous venez de le faire de la manière la plus nette.
Je vais maintenant me retirer de cette présidence pour la confier à Marcel Debarge. Vous voudrez bien m'en excuser mais un certain nombre de problèmes d'organisation m'incombent et je dois m'en occuper.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

(Le président Bonnemaison quitte la présidence. Marcel Debarge le remplace.)

Le président - Après toutes les explications fournies par notre camarade Nicole Questiaux, nous devons passer à l'ordre du jour et à son adoption.
Je ne vais pas m'étendre sur cet ordre du jour ; il a été suffisamment expliqué.
Je le rappelle simplement :
- Structure du Parti.
- Orientation du Parti.
- Désignation des Organismes centraux.
Je vais donc demander au Congrès d'adopter cet ordre du jour.
Que ceux qui sont d'accord le manifestent en levant la main avec leur mandat ?
…..
Contre ?
…..
Abstention ?
…..
A l'unanimité, l'ordre du jour est adopté.
Vous avez également dans votre dossier le règlement intérieur que vous avez pu consulter. J'ai été saisi d'une demande d'intervention sur le projet de règlement intérieur, par notre camarade Francis Le Blé du Finistère, à qui je donne donc la parole.

Francis Le Blé
Mes camarades, je voudrais intervenir simplement sur la première phrase de l'article 12 du règlement intérieur qui dit : "Tous les organismes centraux sont élus par les délégués".
Je ne voudrais pas que l'adoption de cet article entraîne des décisions qui soient irrévocables. En effet, les fédérations du Finistère, des Côtes-du-Nord, d'Ille-et-Vilaine, et du Morbihan ont fait des propositions concernant la composition du Comité directeur, propositions qui figurent au document qui vous a été adressé, à la page 7.
Par conséquent, si les propositions que nous avons formulées devaient être adoptées tant par la Commission des résolutions que par le Congrès, il ne faudrait pas que l'adoption du règlement intérieur rende nulles les propositions de la Commission des structures.
Aussi je propose que, si ce projet doit être adopté tel qu'il est proposé, il y soit adjoint le membre de phrase suivant : "L'adoption de cet article ne préjuge pas des décisions à prendre sur la composition du Comité directeur."
(Quelques applaudissements)

Le président - Je crois que nous sommes d'accord pour proposer au Congrès la modification de l'article 12 qui vient d'être formulée.
Compte tenu de ce complément qui sera ajouté à l'article 12, je consulte le Congrès pour savoir s'il adopte le règlement intérieur.
Que ceux qui sont pour le règlement intérieur le manifestent en levant la main.
…..

Fondation Jean-Jaurès

Avis contraires ? 2
Abstentions ? 1.
Le règlement intérieur est adopté à l'unanimité moins 2 voix et une abstention.
Nous devons passer maintenant, je crois, à la désignation de la Commission de vérification des mandats.
Il s'agit d'une procédure un peu exceptionnelle. J'ai à vous proposer les noms des camarades du Parti Socialiste et de la Convention des institutions républicaines, mais je n'ai pas encore ceux des nouveaux adhérents.
Cela pose donc un problème, il en faut deux.
Pouvons-nous procéder à la désignation de ceux qui viennent du Parti Socialiste et de la Convention des institutions républicaines ? A charge aux nouveaux adhérents de nous transmettre deux noms ?
Êtes-vous d'accord ?
Je vous communique les noms :
Pour le Parti Socialiste : Derosier, du Nord ; Fatous du Pas-de-Calais ; Charzat de Paris ; Bourgoin des Hauts de Seine ; Mérien du Tarn, Vogelhut de la Seine Saint Denis ; Weygand, des Bouches du Rhône.
En ce qui concerne la Convention : nos camarades Beauchamp et Leccia.
A charge pour les nouveaux adhérents très rapidement, suivant la procédure qu'ils vont chercher à trouver eux-mêmes de nous communiquer le nom de deux des leurs.
Sommes-nous bien d'accord ? Faut-il faire un vote ?
Non. Alors la Commission de vérification des mandats est priée de se réunir dans la salle de Commission n°1, dès que les deux nouveaux adhérents seront connus.
Il y aura évidemment la même chose à faire en ce qui concerne la Commission des structures, c'est-à-dire que les nouveaux adhérents auront à désigner deux membres, pour la Commission de vérification des mandats, et 6 pour cette Commission. Cela ne peut pas être les mêmes bien entendu, puisque les deux Commissions vont se réunir au même moment.
Voici la composition de cette Commission :
Pour le Parti Socialiste : Bérégovoy, Eure et Loir ; Blanca, Hauts de Seine ; Caillieret, Val d'Oise ; Cazelles, Loir et Cher ; Chevènement de Paris ; Constant, Hérault ; Debesson, Nord ; Dubois, Yvelines ; Fajardie, Cher ; Fleury, Hauts de Seine ; Gau, Val de Marne ; Guyard, Paris ; Joseph, Pas-de-Calais ; Labat, Landes ; Loo, Bouches du Rhône ; Lecornet, Nord ; Pezet, Bouches du Rhône ; Piette, Pas-de-Calais ; Southon, Allier ; Taddei, Somme ; Travail, Rhône.
En ce qui concerne la Convention des institutions républicaines : Penne, Dayan, Joxe, Monnet, Benasayag, Marie-Thérèse Eyquem.
Même chose pour les nouveaux adhérents.
Je suis saisi d'une demande d'intervention de la part du représentant de nos camarades inorganisés du Vaucluse.
Je lui passe la parole.

Collection Jean Jaurès

Une Déléguée du Vaucluse - Les Inorganisés du Vaucluse m'ont mandatés pour émettre le vœu suivant : que nous nous rencontrions pour nous connaître et désigner les représentants. Il est en effet très difficile, étant donné que nous sommes dispersés dans cette salle, de désigner ces délégués.

Le président - Ce que je propose, c'est qu'on se mette d'accord sur la partie qui concerne les organisations. Puis il y aura une interruption de séance. Je pense que c'est pendant ce temps que les nouveaux adhérents se réuniront.
Nous sommes bien d'accord ? Cette Commission des structures se réunira en salle n°2. Je pense que cette réunion aura lieu au début de l'après-midi parce qu'il paraît difficile de faire autrement.
Disons qu'à 14 H, vous viendrez me transmettre le nom des délégués des deux Commissions dont nous venons de parler.
Nous nous réunirons à 14H30.
Dernière chose à mettre en place : le bureau de vote pour les organismes centraux.
Pour le Parti Socialiste : Nord, Briffaud ; Pas-de-Calais, Viart ; Bouches du Rhône, Andrieu ; Seine-Saint-Denis, Angot ; Vendée, Deseine.
Pour la Convention des institutions républicaines : Beauchamp, Leccia.
Même chose pour les nouveaux adhérents. Au cours de l'interruption ils devront désigner leurs délégués.
Je crois que les organismes de contrôle ont été mis en place. Nous estimons maintenant qu'il faut que nous ayons le rapport qui émane de la Commission de vérification des mandats.
Nous pensons donc que nous pouvons suspendre la séance, si vous êtes d'accord. Nous reprendrons nos travaux à 14 H 30.
La séance est suspendue.

Vendredi 11 Juin 1971
(après-midi)

Marcel Debarge - Je vous propose pour présider la séance de cet après-midi le camarade Baboulène, assisté de Dreyfus-Schmidt, Territoire de Belfort, Manzagol, Val de Marne, Mme Jany Vincent, Nord, Henri Delille, Calvados, pour la convention, pour les nouveaux adhérents Mme Leberre, Finistère, Maurice Buttin, de Paris.

Le président Jean Baboulène
L'ordre du jour de notre séance de cet après-midi va être occupé, d'une part, par le rapport de la Commission de vérification des mandats qui va nous être présenté, d'autre part, par le débat de politique générale et d'orientation.
C'est ici que les choses deviennent plus difficiles, bien que les données soient excessivement simples. Il a été prévu que nous aurions en trois séances, environ 10 heures de débat ; cela veut dire pratiquement 9 h de temps de parole. Nous avons actuellement un peu plus de 100 inscrits, il tombe immédiatement sous le sens qu'il ne peut pas être envisagé d'entendre cent orateurs à la tribune du

Fondation Jean Jaurès

Congrès. Rien de tout cela du reste n'est inattendu, aussi avons nous prévu la procédure d'organisation suivante que je vous soumets.
Nous allons encore pendant quelques minutes recevoir de nouvelles inscriptions qui seront prises pour ordre ; il s'agit ensuite de répartir les temps de parole entre les diverses motions qui sont à la base de notre débat. Une répartition des temps de parole entre les défenseurs de ces diverses motions va être proposée par la Délégation nationale et le Comité d'organisation du Congrès. Il s'agira ensuite et ce sera sans doute la démarche la plus difficile, mais aussi la plus essentielle, de faire en sorte qu'à l'intérieur de ces temps de parole les défenseurs de ces motions se répartissent à la fois leur temps de parole et l'ordre d'intervention à la tribune du Congrès.
Si vous le voulez bien, je déclare donc que nous recevrons encore des demandes d'intervention, que ces demandes seront ensuite réparties en autant de sous-groupes qu'il existe de motions à défendre et, à l'intérieur de ces sous-groupes les temps de parole seront répartis sous le contrôle de la Commission d'organisation du Congrès.
Je rappelle, pour éclairer le problème, qu'il existe en fait 6 motions ou groupes de motions soumis au débat :
- la motion Savary-Mollet,
- la motion Defferre-Mauroy,
- la motion Mermaz-Pontillon
- la motion Poperen,
- la motion CERES
- la motion Objectif 1972, qui, pour l'instant, n'a fait l'objet d'aucun autre ralliement à aucune autre motion précédente et qui demande légitimement son droit à être défendue et exposée à la tribune.

Je demande à ce que les camarades qui veulent intervenir à la tribune viennent déposer leur demande puis nous saisirons aussitôt le Comité d'organisation du Congrès pour la répartition du temps de parole, nous indiquerons ensuite les temps indiqués à chaque motion, nous demanderons alors aux divers orateurs de se grouper pour se répartir les temps de parole à l'intérieur de chaque groupe.
Cette procédure qui, bien sûr, n'est qu'un pis aller vous parait-elle pouvoir être adoptée par l'assemblée ?
Je demande à ceux qui sont pour de bien vouloir lever la main avec leurs mandats ?
…..
Ceux qui sont contre ?
…..
Il n'y en a pas.
Je rappelle qu'il s'agit là d'un point d'organisation de notre Congrès ; par conséquent, toute motion d'ordre est recevable. Est-ce que quelqu'un demande à intervenir sur ce point ?
Personne ne demandant à intervenir, nous allons donc procéder ainsi.
Pouvons-nous considérer comme closes les demandes d'interventions dans le débat ?
…..

Coll. Fondation Jean Jaurès

Nous sommes maintenant en possession de 125 à 130 demandes. En fonction de la décision qui vient d'être prise par le Congrès, je demande à la Commission d'organisation de bien vouloir effectuer l'attribution des temps de parole globaux par motion.
La Commission est composée de la Délégation nationale et des présidents de séances que vous avez désignés ce matin ; elle est invitée à se réunir dans la salle de Commission n°1.
Pendant que cette Commission siège, nous avons la possibilité de procéder à deux opérations : la première concerne la répartition et notre débat d'orientation, et consiste à ce que les orateurs inscrits se concertent sur les motions qu'ils ont à défendre et se partagent le temps de parole et l'ordre d'intervention.
La deuxième opération, c'est l'audition de la Commission de vérification des mandats qui va être en mesure, dans un instant, je l'espère, de rapporter devant vous.
Un certain nombre de camarades nous ont demandé un temps de parole sur le problème des structures ; nous avons dissocié ces demandes et nous les retenons pour l'organisation de la séance de nuit d'aujourd'hui qui aura ce point à l'ordre du jour.
…..
(Les Commissions siègent)
…..
Mes camarades, les deux Commissions qui sont actuellement au travail ne nous laissent pas espérer une décision rapide. D'accord avec un certain nombre de présentateurs de motions, et sans attendre ces décisions, nous décidons, quoi qu'il arrive, de commencer le débat dans cinq minutes.
…..
J'apprends à l'instant que la Commission des temps de parole vient de conclure. Elle va vous présenter sa proposition.
La parole est à Nicole Questiaux.

Nicole Questiaux
Excusez-nous de ce retard.
La Commission d'organisation du Congrès s'est réunie pour organiser les temps de paroles. Elle a discuté sur la base d'une répartition proportionnelle d'après les résultats qui semblent être connus, du recensement national, mais elle les a corrigés très justement pour ne pas priver du temps de parole ceux qui auraient été les plus minoritaires.
Par conséquent, sa décision est la suivante :
motion "O" : 2 H 55
motion "R" : 2 H 35
motion "L" : 1 H 15
motion "M" : 1 H 05
motion "P" : 1 H
motion "K" : 45 minutes.

Fondation Jean Jaurès

Les personnes qui se sont inscrites pour parler dans le débat d'orientation sont donc invitées à se réunir entre elles pour se répartir ces temps de parole, compte tenu de ce qui vient d'être décidé.

Le président - Nous sommes maintenant saisis d'une proposition de la Commission d'organisation du Congrès, sur la répartition des temps de parole, sur la base, si je ne m'abuse de 9 heures d'interventions, ou un peu plus, à l'intérieur des 10 heures de débats, dont nous avons, hélas, déjà entamé une partie.
Je soumets donc à votre approbation la proposition qui vient de vous être présentée.
Je prie ceux qui sont d'accord sur cette proposition de le manifester en levant la main, avec leur mandat ?
…..
Avis contraire ?
…..1 voix.
Abstentions ?
…..10 voix.
Adopté !
Sur ce point, pour une motion d'ordre, la parole est à André Labarrère.

André Labarrère
Camarades, je voudrais simplement dire qu'il m'apparaît lamentable d'adopter ce matin un programme de travaux qui disait que nous aurions un rapport et un vote, déjà, sur les travaux de la Commission de vérification des mandats, à 11h45, et d'être à l'heure actuelle sans avoir commencé le Congrès...
(Applaudissements)
Cela m'apparaît déraisonnable, dans la mesure où nous risquons ainsi, à l'extérieur comme à l'intérieur, de faire perdre de l'intérêt au Congrès. Nous voulons quelque chose de nouveau, il aurait été bon que dès aujourd'hui il y ait des méthodes nouvelles.
(Applaudissements)

Le président - Nous allons maintenant procéder à la dernière étape de l'organisation de notre débat. Je suis désolé que cela demande encore du temps, mais cela me parait nécessaire, et ce temps sera gagné pour la suite de nos travaux. Je demande aux orateurs inscrits sur les diverses motions de bien vouloir se regrouper afin de se répartir la dotation qui leur a été faite collectivement.
J'invite les orateurs se rattachant aux diverses motions à se réunir dans divers coins de la salle pour procéder à cette répartition.
Je vous demande encore un peu de patience pour que tous ces détails d'organisation soient clairement tranchés à la satisfaction de tous.
(Les orateurs inscrits sur les diverses motions se groupent pour établir cette répartition)

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Mes camarades, si vous voulez bien, nous allons, maintenant que nous commençons à avoir la répartition des temps de parole, d'accord commun à l'intérieur de chaque groupe de motion, ouvrir notre débat d'orientation.
La parole est à Alain Savary.
(Applaudissements)

Alain Savary
Camarades, j'éprouve comme vous tous un sentiment de joie à voir s'élargir le rassemblement des Socialistes, mais ce Congrès ne doit pas être celui des proclamations romantiques ou des anticipations lyriques, ce Congrès doit être celui du sérieux et de la vérité, car la tâche que nous avons entreprise ne se borne pas aux apparences.
Notre conviction est qu'on ne change pas l'image d'un parti si l'on ne parvient pas à en changer la réalité. C'est pourquoi nous continuons à préférer le travail ingrat et obscur de la rénovation en profondeur aux initiatives publicitaires.
(Applaudissements)
Et nous ne nous repentons pas d'avoir choisi cette voie. Pour tous ceux qui se préoccupent uniquement des apparences, l'échec suit inévitablement et rapidement les succès de publicité. Pour nous, au contraire, nous arrivons au moment où les investissements que nous avons faits commencent à produire leurs résultats.
Le Congrès d'aujourd'hui, l'attention dont sa préparation a été entourée, les échos parfois critiques qu'il a provoqués, sont autant de preuves de la valeur de notre méthode.
Je crois donc profondément que le Congrès doit persévérer dans la même voie ; même si elle peut paraître lente aux esprits superficiels c'est la seule qui conduit à la constitution d'une organisation solide.
Congrès de vérité, nos assises d'aujourd'hui doivent confirmer les bases d'une vraie rénovation et les vraies conditions de la recherche de l'union de la Gauche.
Qu'est-ce qu'une vraie rénovation ?
Pour la définir, je dirai que c'est celle qui vise à développer les liens qui doivent exister entre notre Parti et les travailleurs de ce pays, ceux qui lui font déjà confiance mais, plus encore peut-être, ceux dont il faut conquérir la confiance.
Sur le plan des hommes et de l'organisation, cette rénovation suppose sans doute une amélioration progressive de nos structures, mais je ne crois pas qu'il faille privilégier à l'excès ce problème. Les statuts que nous proposons sont assez souples pour permettre toutes les expériences, lorsqu'elles ont une signification politique.
Ne tombons ni dans le juridisme ni dans un empirisme individualiste. L'essentiel de notre effort doit être accompli par l'action de nos organisations de base dans leur milieu de vie. On notera demain l'entrée dans notre Parti de tel ou tel militant éminent, ou au contraire son absence ou son silence. Au risque de scandaliser certains, je vous dirai qu'on a trop tendance, dans ce pays, en raison de la personnalisation du pouvoir et des habitudes prises par plus de treize ans de régime gaulliste, à surestimer grandement l'influence des leaders.
(Vifs applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Les adhésions les plus importantes, c'est dans le peuple, à la base, que nous les recherchons et que nous les recueillons.
(Applaudissements)
Camarades, notre pays subit depuis vingt ans une des mutations les plus rapides qu'il ait jamais traversées. La concentration rapide de la population dans les grandes villes bouleverse l'équilibre politique de la nation. Des villes nouvelles et de grands ensembles s'édifient dans l'anarchie, et c'est là que se posent déjà dans leur réalité les problèmes de la société française, c'est là que nous devons être présents.
La constitution d'une organisation Socialiste dans telle ou telle ville nouvelle, comme sa consolidation dans les milieux ruraux, eux aussi en complète évolution, voilà ce qui est essentiel et qui décidera de l'avenir.
Par quelle méthode y parvenir ?
Là aussi, il faut se défier des a priori qui traînent encore dans nos esprits. Ce n'est pas un problème de choix, de principe, entre des structures : groupe ou section d'entreprise, groupe d'action municipale, toutes les formules doivent être utilisées en fonction des données locales et des résultats de l'expérience. L'essentiel est que ces groupes soient largement ouverts sur le milieu où ils vivent, qu'ils en connaissent les aspirations et les problèmes.
Or, vous savez qu'aucune structure ne prémunit contre le danger de la sclérose. Une section d'entreprise peut aussi se transformer en "chapelle" totalement coupée du milieu ambiant, au même titre qu'une section locale. De même devons-nous nous défier des idées traditionnelles sur l'activité de nos organisations et le travail des militants. Un dialogue permanent avec les groupements représentatifs d'une ville ou d'un quartier est parfois plus fécond, à terme, que telle ou telle espérance plus spectaculaire qui n'ajoute rien à l'influence du Parti et qui use les militants.
La véritable rénovation de l'organisation Socialiste passe donc par une remise en cause permanente des habitudes de pensée et de travail, même celles que l'on considère aujourd'hui a priori comme novatrices, car nous devons nous en tenir humblement aux leçons de l'expérience. Précisément, le fait que ce Congrès ait lieu est la preuve que nous avons déjà obtenu des résultats appréciables et c'est la démonstration que nous avons eu raison de ne pas enfermer le mouvement Socialiste dans les querelles du passé. Nous avions mandat de réaliser l'unité des Socialistes, ce Congrès montre qu'avec d'autres nous avons tenu nos engagements.
Il y a un point sur lequel je voudrais insister avant de développer devant vous quelques points importants de la motion qu'avec d'autres nous avons signée.
Il n'y a pas de rénovation véritable, c'est-à-dire de reconstitution d'un Socialisme à la fois fort et authentique, sans adoption d'une ligne politique claire. Ceux qui prétendraient dissocier l'orientation politique et la volonté de rénovation me paraissent donc, s'ils existent, accomplir sciemment ou inconsciemment une opération de confusion dont le Parti serait la victime.
(Applaudissements)

Notre Congrès échouerait s'il se laissait aller à cette opération, de même qu'il échouerait s'il se prononçait uniquement en fonction de considérations de personnes, de querelles de clans, ou de procès d'intention.
Je le dis particulièrement aux nouveaux adhérents, dont je comprends d'autant mieux les réactions qu'il y a deux ans, comme beaucoup d'entre nous, nous étions, à notre manière, nouveaux adhérents dans le Parti Socialiste. Agissez en responsables, en ne vous déterminant que sur des orientations politiques, et laissez aux historiens de l'avenir le souci d'apprécier ce qui est du domaine des querelles personnelles.
J'en viens, camarades, aux quelques idées que je voudrais développer devant ce Congrès.
On ne s'étonnera pas qu'elles s'inscrivent dans la fidélité aux principes retenus à Issy-les-Moulineaux, d'abord, parce que la continuité est une forme et, ensuite, parce que les résultats obtenus ne me conduisent pas, bien au contraire, à remettre en cause ces principes.
A l'occasion de ce Congrès, je crois qu'il n'est pas inutile d'affirmer nos objectifs.
Pour nous, notre action politique consiste à construire une force puissante et cohérente pour concurrencer réellement le pouvoir conservateur, pour l'abattre et pour le remplacer, et pour entreprendre alors une transformation en profondeur de la société en vue de créer les conditions d'un passage au Socialisme.
Ce qui manque en effet à ce pays, c'est un moteur rationnel du changement, c'est-à-dire une opposition dont on reconnaisse les chances et qui soit effectivement compétitive par rapport aux équipes au pouvoir. Je dirai, en d'autres termes, que ce qui manque encore, c'est une gauche efficace, c'est-à-dire une force politique organisée au service de tous ceux qui veulent modifier un ordre social injuste.
Édifier cette opposition, construire cette gauche, orienter son action, tels devraient être les objectifs immédiats des Socialistes.
Je ne m'étendrai pas sur les raisons profondes qui rendent ce projet légitime et nécessaire. Le Parti Socialiste y a consacré ses premiers travaux lors de la préparation de son plan d'action et nos camarades de la Convention des institutions républicaines ont mené un effort analogue et convergent. Aux uns et aux autres, il est apparu clairement que les données actuelles, bien loin d'enlever à notre combat sa signification, maintenaient dans toute leur force ses justifications anciennes et lui ouvraient de nouvelles perspectives.
Non ! Le Socialisme démocratique n'est pas une formule désuète, c'est, nous l'avons les uns et les autres montré, un espoir vivant et même le seul espoir pour le monde moderne.
Aujourd'hui, l'urgence est plus grande que jamais de progresser dans la voie que nous nous sommes fixée, étant donné ce qui arrive en France, étant donné ce qu'est le gouvernement de la France.
Il ne se passe pas de jour, en effet, qui n'apporte la preuve de l'inaptitude du pouvoir actuel à maîtriser les problèmes du monde moderne.

Fondation Jean-Jaurès

Nous savions, certes, que la présente majorité, assise sur la rencontre des intérêts capitaliste et de la peur, ne pouvait donner naissance qu'à un gouvernement de conservatisme. Nous ne nous attendions donc pas à ce que quoi que ce soit soit entrepris pour limiter l'inégalité sociale.
Nous n'espérions pas qu'aucun effort sérieux tendrait à enrayer la dégradation de l'environnement et du milieu urbain.
Nous n'escomptions pas que les puissances d'argent permettraient aux pouvoirs publics d'intervenir efficacement pour surmonter les difficultés économiques du pays.
Nous ne pensions pas que le pouvoir saurait, mieux que par le passé, comprendre les différents mouvements syndicaux, se faire comprendre d'eux.
Nous n'imaginions pas, enfin, que les gouvernements actuels, embarrassés de l'héritage nationaliste du gaullisme, sans en avoir les convictions, manifesteraient une capacité réelle d'action sur la scène internationale.
Ce n'est pas l'immobilisme social que l'on constate, mais une véritable régression, quand l'inflation effectue une telle ponction sur les revenus salariaux !
Ce n'est pas le libéralisme que l'on voit en action, mais l'idéologie réactionnaire, lorsque le plan est transformé en une plate dissertation sur le contenu de laquelle il n'y a même pas accord au sein du gouvernement !
En vérité, le choix et le soin de notre avenir sont remis, à peu de chose près, au patronat, le gouvernement de la République n'étant chargé que de présenter les choses au mieux.
Ne parlons pas de l'aptitude de ce gouvernement à communiquer avec les mouvements syndicaux ! Chacun sait maintenant que toute revendication est ignorée aussi longtemps qu'elle ne s'est pas imposée par la force. Chacun sait que l'arme suprême du pouvoir est la mise en scène du désordre pour le plus grand bien d'un certain ordre !
(Applaudissements)
Mieux encore, c'est l'incapacité technique, c'est la gabegie qui apparaissent au grand jour. Il y a toute la série des erreurs monumentales et ruineuses des dernières années qui paraissent en pleine lumière, qu'elles concernent les filières atomiques, l'informatique ou les abattoirs parisiens. On apercevra aussi bientôt toutes les conséquences de la démagogie fiscale pratiquée au profit des classes les plus favorisées et du capital, et aux dépens des travailleurs !
(Applaudissements)
Quels que puissent être nos soucis internes, c'est aussi dans le domaine des rapports internationaux que le spectacle offert est le plus honteux et le plus désolant. N'oublions pas les séquelles de la guerre cachée du Tchad, n'oublions pas les platitudes envers l'Espagne franquiste... (applaudissements)... les tolérances envers les colonels grecs... (applaudissements)... les compromissions avec le Portugal et l'Afrique du Sud, et notre nouvelle vocation de marchands de canons !
(Applaudissements)
En outre, alors même que notre intérêt national est directement en cause, quel désarroi, quelle hésitation ! Certes, ce n'est pas le gouvernement français seul

qui est responsable de la crise monétaire internationale, mais enfin quel rôle positif joue-t-il pour aider à la résolution de cet immense problème dans lequel tous les mécanismes du néocapitalisme entrent en jeu ? Que fait-il pour l'Europe, et en Europe ? Pro-Allemand il y a un mois, le voici pro-Anglais par saute d'humeur, sans principe, sans réflexion, et surtout sans débat public et démocratique.
(Applaudissements)
La France étant donc gouvernée par l'argent et par le hasard, n'importe quoi peut arriver dans ce pays.
(Applaudissements)
Cet état de choses, à côté de toutes les raisons de fond que nous avons agitées, donne la mesure de notre responsabilité et nous incite à un examen exigeant et lucide des moyens de notre action.
Dans ce domaine, le plus urgent et le plus nécessaire est que nous fassions un effort accru pour définir et affirmer ce que nous sommes.
Certains, parait-il, parmi nous, s'interrogent encore sur notre identité, notre personnalité, notre originalité. Elles sont pourtant évidentes ! Nous sommes seuls, actuellement, et rigoureusement seuls, à vouloir à la fois les trois choses suivantes :
- changer la société,
- agir selon la raison,
- garantir la liberté contre tous et, s'il le fallait, contre nous-mêmes.
(Applaudissements)
Le Parti Socialiste unifié répond peut-être à deux de ces conditions.
Le Parti Communiste hésite encore à endosser à nos côtés la nouvelle orientation dont nous tentons de lui montrer les voies et reste encore embarrassé de schémas anciens.
Les Radicaux, pourtant très proches de nous, n'ont pas notre conception globale du changement de la société dans toutes ses structures.
Quant aux très nombreux réformateurs, ils pratiquent avec talent l'art de varier la forme sans oser toucher au fond !
(Applaudissements)
Nous occupons donc une position unique et essentielle, nécessairement "à la pointe" de toute action sérieuse en vue d'un changement. Le problème est que nous le prouvons encore insuffisamment. Dans l'ordre de la pensée, nous ne sommes pas encore assez précis et compréhensibles.
Nous avons en effet, les uns et les autres, solennellement promis de livrer les clés des grands problèmes de l'avenir, de montrer comment pouvaient être brisés les principaux verrous qui ont entravé la marche vers le Socialisme. Nous avons commencé par notre plan d'action pour le travail de nos Commissions et le travail de nos parlementaires. mais beaucoup, énormément encore reste à faire. On attend de nous que nous disions plus précisément ce que nous entendons faire dans l'ordre de la formation et de l'éducation, en matière de revenus, de sécurité sociale et de fiscalité, pour régler les problèmes de l'espace urbain et rural, pour réformer les structures de l'industrie et les conditions des travailleurs, pour mettre la machine financière au service des choix collectivement

Fondation Jean-Jaurès

déterminés, pour diffuser la démocratie à tous les échelons et à tous les niveaux de la vie politique et sociale. On attend de nous aussi que nous disions ce que sera et ce que fera une France Socialiste en Europe et dans le monde.
La politique des hommes, la politique de l'espace, la politique économique et financière, la politique étrangère, tels sont, sans possibilité de hiérarchie, les quatre domaines essentiels pour lesquels nous devons rendre plus précises nos solutions. L'aurions-nous fait, pas encore assez, pas encore assez clairement. D'autres ne se donnent pas la peine de le faire et nous sommes différents des autres.
Nous sommes différents des petites formations dont personne n'escompte qu'elles puissent prendre le pouvoir. Nous sommes différents aussi de tous ceux qui pratiquent la distinction de l'avant et de l'après, l'avant où l'on épouse tous les espoirs et l'après où l'on exerce toutes les rigueurs. Nous n'avons donc pas seulement à dire où nous voulons aller, mais par où nous comptons passer. Le Parti a prévu collectivement de répondre à ce besoin pour la mise au point de son plan immédiat, et il va le faire.
Là, camarades, je voudrais vous dire que si notre ordre du jour n'avait pas été déjà si chargé, les éléments étaient préparés d'un commun accord entre les camarades du Parti Socialiste et ceux de la Convention pour que cette assise ait les données de conclusions immédiates sur un programme immédiat, cela est vrai. Il importe que la démocratie joue, mais dans les jours qui viennent, sections, fédérations et militants pourront être saisis de ce document et très vite une assise nouvelle pourra approuver les grandes lignes de ce problème.
A cet égard, nous ne sommes pas en retard et nous sommes prêts.
mais, je voudrais dire qu'en ce qui concerne les mécanismes de préparation, la procédure et le jeu des organismes officiels ne sont pas tous ici. Il faut l'intensité d'effort et de pensée, il faut l'adhésion collective à l'entreprise. Je dis à beaucoup de camarades que s'ils mettaient à se définir en tant que Socialistes, le quart de l'énergie qu'ils mettent à se caractériser parmi les Socialistes, l'opinion en serait frappée et les structures du pays modifiées.
(Très vifs applaudissements)
Je dis à tous que si l'on donne à chaque militant une confiance politique suffisante dans le Parti pour qu'ils songent avant tout à l'œuvre future du Parti, alors un grand courant passera.
Il y a une façon de faire et d'annoncer son programme qui met la victoire en ce programme. Camarades, la lucidité nous impose en même temps de savoir que maintenant et pour longtemps nous ne pouvons triompher seuls.
Notre seconde tâche essentiel est donc d'organiser la Gauche.
Il y a, dans cette action, une première phase qui consiste à être clairs en nous-mêmes pour que ceux qui comme nous veulent être avec nous, se sentent des nôtres. C'est le processus du rassemblement des Socialistes, il est en cours.
Aujourd'hui, le pas le plus important est accompli dans ce sens. Le moment vient où le pays saura qu'il existe en France un Parti Socialiste et un seul.
mais il y a aussi, bien sûr, le problème de nos rapports avec les autres forces de la Gauche. Il est essentiel et chacun sait qu'il domine une partie de nos débats.

A voir le nombre des motions présentées sur ce thème, et la diversité des formulations, on pourrait croire que l'éventail des choix est très ouvert dans ce domaine.
En ce qui concerne nos rapports avec les Radicaux, les choses me paraissent relativement simples.
Le Parti Socialiste a procédé avec le Parti Radical a une étude sérieuse, celle qui a conduit à la comparaison du plan d'action Socialiste et du manifeste radical. A partir des résultats de cette étude, il me paraît possible de conclure rapidement un contrat de coopération et d'action. Est-il souhaitable pour autant de rechercher des formes organiques structurelles communes ? Personnellement, je ne le pense pas.
D'autres hommes que l'on qualifie républicains de progrès ou démocrates sincères, sont susceptibles d'accepter aussi de coopérer sur un programme à une action commune. Non seulement il faut refuser toute exclusive à leur égard, mais rechercher leur concours, à la seule condition qu'ils écartent formellement toute stratégie centriste ou d'alliance avec la majorité, cela va de soi, ou que leur position ne soit pas contradictoire avec nos propres finalités.
mais, en ce qui concerne les problèmes des rapports avec le Parti Communiste, il importe de distinguer entre ce qui est proposé, et je pense, camarades, qu'il y a en fait trois attitudes.
La première consiste, et l'on me contredira si mon interprétation est inexacte, à mener la chose de manière que le dialogue soit rapidement interrompu, ce qui conduirait soit à une stérilisation de nos forces, soit tôt ou tard, à une aventure centriste.
Je ne veux pas, camarades, ici faire de procès d'intention, mais préciser que ce problème du centrisme nous savons qu'il est dans l'esprit des analystes politiques, et en fait, le choix du centrisme n'est pas du tout en France un choix irréaliste. En terme de combinaison politique, il correspond à des possibilités sérieuses. On peut, de ce point de vue, parfaitement imaginer comme terme d'alternative au pouvoir actuellement un conglomérat dans lequel figurerait le Parti Socialiste, avec en plus, Edgar Faure, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Lecanuet, et pourquoi pas Duhamel, et pourquoi pas Giscard d'Estaing.
Cela peut faire une majorité, un gouvernement dans lesquels des Socialistes seraient ministres. Seulement, camarades, cela serait l'abandon complet de nos projets et de nos principes, et le commencement de la fin du Socialisme...
(Très vifs applaudissements).
Ce serait le commencement de la fin pour le Socialisme démocratique dans ce pays.
La grande illusion, la grande confusion, c'est en effet d'assimiler une combinaison telle que celle dont je viens de parler, à une solution sociale démocrate du type allemand ou scandinave ou à une solution travailliste.
On peut dire ce qu'on veut sur les sociaux-démocrates de l'Europe du Nord, et je ne reprends pas ces critiques à mon compte, mais personne ne peux nier la réalité de leur implantation parmi les travailleurs, parmi les salariés.

Le champ social que couvrent ces forces équivaut à peu près à celui que réunissent en France la Gauche non Communiste dont nous sommes l'essentiel et le Parti Communiste.
Un centrisme à la française, au contraire, irait nécessairement chercher ses partisans en grand nombre dans les classes privilégiées, et comment alors imaginer que l'on puisse procéder à une action visant à transformer la société ? Le centrisme c'est l'impuissance arithmétique, c'est le point Zéro du changement social.
Bien sûr, un choix de ce genre qui ne serait même pas imposé par des circonstances irrésistibles, ni les travailleurs ni la jeunesse de ce pays ne nous le pardonnerait et cela avec raison.
Le premier point de cette attitude que je voudrais exprimer. Il est dans notre axe, il est dans notre vocation d'être en rapport avec le Parti Communiste. Pour la simple raison essentielle qu'il a la confiance d'une parti des travailleurs et que nous avons celle de l'autre partie.
Ce que nous avons entamé a été la méthode choisie pour organiser ce débat, et permettez-moi de vous dire que je considère que cette méthode a produit de bons résultats. Elle nous a permis, elle doit nous permettre de développer le Parti en attirant à nous ceux qui veulent l'union de la Gauche et comprennent qu'une des difficultés pour la réaliser politiquement tient à notre faiblesse encore relative. Elle nous permet d'inciter les travailleurs Communistes et les responsables Communistes à s'interroger sur ce qui les sépare de nous, de leur faire découvrir ce qui doit changer pour qu'une autre étape soit possible.
Comment poursuivre la dialogue ?
C'est à ce propos que sont proposées certaines options que je qualifierai d'irréalistes ou de dangereuses. Certains, après avoir reconnu formellement et écrit qu'un accord politique global est encore impossible, nous pressent cependant de le rechercher sans délai, en engageant avec le Parti Communiste la discussion immédiate d'un accord de gouvernement.
De son côté, le Comité central du Parti Communiste français, dans les termes que je reprends de sa lettre du 4 juin, nous propose à nouveau de conclure un accord politique d'élaborer un programme commun de lutte et de gouvernement.
Nous ne saurions souscrire à cette proposition dans l'état actuel du dialogue, car sur des points de fond aussi essentiels que celui de la conception de la légalité, celui des principes de la politique extérieure, et la conception de l'internationalisme, et celui, si important, du fonctionnement du régime démocratique, les divergences constatées sont importantes voire pour certaines fondamentales.
Or, ces problèmes concernent les principes de tout gouvernement commun possible, et je demande aux camarades qui parlent de garanties qui seraient les conditions suspensives d'un accord de gouvernement. Comment ils pourraient faire abstraction de ces problèmes de fond, et là, nous ne sommes pas dans le débat idéologique, nous sommes dans le débat de principe, avec toutes les conséquences pratiques qu'il comporte.
Je demande donc à ces camarades comment ils pourraient envisager face à la Gauche, face à l'opinion française, de faire comme si il était possible

aujourd'hui, d'engager la discussion sur le programme commun de gouvernement, alors que tout ce qui conditionne la vie efficace d'un gouvernement en commun n'est pas agréé dans les points si importants que j'ai énumérés.
Il faut donc revenir sur ces points de divergence et comment y revenir autrement qu'en poursuivant le débat de fond avec nos partenaires, en retenant pour le reste tous les pas importants qui ont été accomplis dans la voie d'un rapprochement des points de vue respectifs.
mais cela ne suffit pas.
Il est vrai que dans un débat de principe, on ne traite pas clairement tous les problèmes concrets et nous devons le faire, nous avons le moyen d'en aborder certains par l'élaboration d'initiatives législatives que nous entendons proposer et que nous proposons au Congrès comme méthode à soumettre au Parti Communiste.
Si, sur des problèmes comme la fiscalité, la sécurité sociale, nous parvenons à des formulations identiques, cela commencera à montrer que nous avons les uns et les autres une conception assez proche de la gestion du pays et des transformations à opérer pour pouvoir prétendre à le gouverner ensemble.
Enfin, chacun me semble-t-il à la lecture de toutes les motions, s'accorde à poursuivre les ripostes communes contre les actes réactionnaires du gouvernement.
En dehors de cela, camarades, il y aura le mouvement de l'histoire, le mouvement de l'histoire nationale et internationale, la maturation des idées, notre propre croissance, et il est donc possible que le Parti constate dans un délai pas trop éloigné, que les préalables à un accord politique sont peut-être levés et que la décision d'en entreprendre la discussion soit proposée à un Congrès extraordinaire.
Ce sera alors un grand moment, et à mon sens, à notre sens, il n'est pas encore venu.
Ce moment n'est pas encore venu, mais si nous devons tout faire pour en rapprocher l'échéance, nous devons subordonner notre démarche politique au calendrier électoral de la Vème République. Pour nous, il ne s'agit pas de conquérir d'éphémères portefeuilles, il s'agit de quelque chose de plus ambitieux. Nous voulons créer les conditions de la victoire Socialiste démocratique de notre pays.
Cette victoire, elle dépend de l'union de la Gauche. mais, pour que celle-ci soit capable d'entraîner la majorité du pays et de résister à l'épreuve des événements, elle doit reposer sur des propositions politiques précises et ne pas être une simple combinaison de circonstances. L'oublierions-nous que les leçons du passé, et d'un passé proche, seraient là pour nous le rappeler.
Voilà la signification de la politique que nous proposons au Congrès, son but, ses moyens. Voilà pourquoi il nous faut un parti fort, authentiquement Socialiste, qui répudie l'opportunisme et la facilité.
Voilà pourquoi nous avons choisi et nous proposons la voie de la rigueur qui est aussi celle de la raison, de l'espérance, et demain, de la victoire.
(Très vifs applaudissements)

Le président - J'appelle à la tribune pour son intervention notre camarade Garnier-Thenon pour la motion R.
Ensuite, la parole sera au camarade Chandernagor.
(Protestations)

Garnier-Thénon
Camarades, après notre confrère Savary et avant Chandernagor, je réduirai mon intervention, laissant ce qui me reste de temps à Chandernagor.
Je voudrais simplement faire deux réflexions en ce qui concerne la motion dont je représente les signataires pour Paris, c'est-à-dire la motion Bouches-du-Rhône.
Deux réflexions très simples.
L'une, c'est qu'un parti qui veut, comme le dit Savary, compter dans les années qui viennent, un parti qui veut être sérieux, rigoureux et efficace, doit, pour réussir, pour être pris au sérieux par le pays, être - et là je me permets de citer François Mitterrand - "rééquilibré".
Il ne me semble pas possible qu'un parti négocie en état de faiblesse avec le Parti Communiste. Il ne me semble pas possible non plus qu'un parti ne soit pas, pour ce rééquilibre, largement ouvert, ne modifie pas profondément ses structures, ne s'ouvre pas très profondément aux courants qui l'entourent, et n'essaie pas de constituer, sur ses entours - et c'est une phrase qui est commune, je crois, au moins à deux motions - un large front Socialiste et démocrate, avant d'affronter le dialogue avec un parti qui, dans l'état présent des choses, s'avère plus puissant que nous, enfermer dans un dialogue privilégié tant que nous sommes en état de faiblesse.
La sommation que notre camarade Marchais a cru bon de faire et que Savary évoquait est la preuve du désir du Parti Communiste de ne pas attendre que nous soyons réunifiés, renforcés et rééquilibrés, pour nous attirer dans un dialogue où nous serions probablement perdants.
La seconde réflexion est la suivante.
C'est qu'en effet, un dialogue de ce côté, sans être rééquilibrés, c'est quelque chose de rare et d'infiniment sérieux. Savary l'a évoqué, mais il n'a pas précisé que, si éventuellement, dans le cas présent des choses, et même à court et moyen terme, le Parti Communiste persiste comme l'a fait, comme la déclaration de Marchais dans les journaux du 30 mai le prouve, refusant totalement l'alliance démocratique et précisant qu'aucun gouvernement Socialiste-Communiste ne serait désavoué, il ne s'inclinerait pas...
C'est un des aspects du débat. Où courons-nous ?
J'estime, avec beaucoup de camarades signataires de diverses motions, que dans un dialogue éventuel conduisant à un accord de gouvernement, deux points seraient dangereux, avant que nous soyons plus forts pour mieux affronter et mieux préciser.
D'abord, bien sûr, ce désaccord fondamental, que des années de dialogues n'ont pas estompé, sur l'alternance démocratique. Et même, j'entendais l'autre jour, au Congrès de Paris, le camarade Poperen, justement soucieux de préserver

notre individualité dans un dialogue avec les Communistes, dire qu'il serait d'accord lui aussi sur le danger du refus Communiste dans une alternance démocratique...
Il y a un autre point qui ferait qu'à court terme, comme à moyen terme, qu'un gouvernement Socialiste-Communiste aurait des difficultés. La France Socialiste aura bien sûr une politique intérieure, tout comme l'a dit Savary justement : on résoudrait peut-être ensemble, avant même ce gouvernement, les problèmes fiscaux, les problèmes sociaux, les problèmes de l'habitat, les problèmes de l'environnement, mais il y aurait également la politique extérieure, car il ne semble pas possible pour rechercher avec un parti l'unité, d'éviter de poser les problèmes de politique extérieure.
Et je voudrais citer ici un de nos bons camarades, qui est dans la salle, dont je dirai simplement qu'il est sénateur Socialiste - et qu'il n'a pas signé notre motion - qui me disait l'autre jour, quand se posait la question de l'Europe, quand se posait la question d'Israël, quand se posait la question du désengagement, parce que dans ce dialogue d'Issy-les-Moulineaux, nous avons tellement estompé certaines de nos positions, sans les préciser, qu'il ne sait même plus quoi dire au nom du Parti Socialiste. Il y a là, évidemment, un point essentiel qui m'amène à dire, camarades, et ce sera ma conclusion - j'ai voulu être bref et modéré - qu'il n'est pas possible d'envisager l'accord d'un gouvernement sans :
1°- que le Parti soit rénové, qu'il soit restructuré, rééquilibré, renforcé ;
2°- sans que certaines garanties absolument essentielles aient été données sur le plan de l'alternance et la politique extérieure.
(Quelques applaudissements)

Le président - J'appelle Chandernagor et je demande à Mermaz de le suivre.

André Chandernagor
Camarades, la fédération de la Creuse a donné les deux-tiers de ses mandats à la motion présentée par les Bureaux des fédérations du Nord et des Bouches-du-Rhône. J'en veux ici expliquer les raisons.
Minoritaires au Congrès d'Issy-les-Moulineaux, nous avions dit clairement nos réserves sur la stratégie bipolaire alors adoptée par le Parti.
Nous pensions en effet - et nous pensons encore - que cette stratégie profite à la majorité conservatrice plus qu'à la Gauche et qu'elle contribue au blocage de la vie politique française en faveur de cette majorité.
Le cours des choses peut-il encore être changé, et peut-il l'être avant les prochaines échéances électorales ?... Je veux croire que ce n'est pas impossible. Je dois reconnaître que, sauf imprévu, c'est peu probable.
Ce qui, en revanche, relève de notre possibilité immédiate c'est de nous efforcer de pallier les inconvénients essentiels de cette stratégie bipolaire que présentement l'événement parait nous imposer. Le premier de tous ces inconvénients, ce serait, pour la Gauche, la permanence de l'échec ; qu'on ne vienne pas me dire : (c'est trop facile) "il s'agit là de basses préoccupations

électoralistes…" L'enjeu et trop important pour qu'on puisse se permettre de le sous-estimer.
C'est un fait que la carence de la majorité au pouvoir provoque une dégradation de la situation intérieure de ce pays de jour en jour plus préoccupante. Nous nous installons dans la contestation permanente, tournante et plus ou moins violente des diverses catégories sociales ; sont-ce là les prodromes de la révolution Socialiste espérée ?
Compte tenu du rapport des forces, tant nationales qu'internationales, il nous paraît à nous que ces désordres engendreront plus sûrement la dictature que la révolution ! C'est pourquoi il est important que nous puissions, rapidement et légalement, substituer une politique de justice, de mouvement et de progrès à la gestion conservatrice actuelle. C'est pourquoi il est important, si nous voulons préserver la démocratie dans ce pays, qu'une alternance puisse jouer, par les voies légales ; c'est pourquoi il est important, si nous voulons franchir les premiers pas de la construction Socialiste, d'en avoir les moyens.
Et comment les aurions-nous, si nous n'accédions pas un jour au pouvoir ?...
Alors, je dis que les prochaines échéances électorales ne sont pas des échéances à dédaigner. Il nous faut devenir majoritaires et pour devenir majoritaires, il faut essayer d'en prendre les moyens.
C'est une constante dans les pays où la bipolarisation politique est de pratique habituelle : la Grande-Bretagne, les États-Unis... que chacun des deux partis, ou blocs de partis, qui s'affrontent, s'efforcent de capter à son profit les voix de l'électorat flottant du centre.
C'est en effet, pour chacun, l'appoint nécessaire à la victoire.
Or, il faut un minimum de logique dans l'action politique et ce serait faire preuve d'une inconséquence grave que de préconiser une stratégie bipolaire et de refuser en même temps d'en accepter les règles. La Gauche française, en l'état actuel de la répartition des forces, ne peut espérer l'emporter que si elle sait attirer à elle cette frange de l'électorat du centre dont l'appoint est indispensable à sa victoire. Elle n'y parviendra qu'en offrant d'elle-même une image plus attrayante et des composantes mieux équilibrées.
Les conditions de cet équilibre nécessaire de la Gauche nous paraissent de trois ordres : d'abord, l'union des Socialistes ; ensuite, la constitution du front démocrate et Socialiste. Enfin, une définition sans confusionnisme possible de l'union de la Gauche.
D'abord, l'union des Socialistes. La fédération de la Creuse, au Congrès d'Issy-les-Moulineaux, avait présenté une motion dans laquelle elle disait ceci : "Avant de déterminer dans quelles conditions nous allons cohabiter et agir avec d'autres, avant, attachons-nous d'abord à faire vivre ensemble les courants internes à notre parti et à rapprocher autant qu'il est possible, les divers mouvements qui se réclament de la démocratie Socialiste..."
Je salue donc, comme vous tous avec joie et espoir, ce Congrès de l'union des Socialistes. mais il y aura le problème des courants internes demain, comme il y a eu ce problème hier.
Des courants, il y en a, comme dans tout groupe animé par la démocratie. Doit-on les reconnaître, ne pas les reconnaître ?... C'est en effet un problème et nous

pourrions en débattre entre nous. mais il y a une chose qui, en tout état de cause, n'est pas tolérable : c'est l'hypocrisie qui consiste à reconnaître - sous couleur de groupes et tout ce qu'on voudra - un certain nombre de courants de pensée organisés et de ne pas consentir cette reconnaissance à d'autres. Cela n'est pas possible ! Il faudra faire un choix ou l'autre, mais ces solutions hybrides ne sont pas possibles !

Quant à la fraternité nécessaire... ah oui !... il n'y aura d'union véritable que si elle existe, que si on la rétablit. Car enfin, j'avais quelque souvenir de cette salle, il n'y a pas si longtemps... un certain nombre de mois... où j'avais déjà été accueilli d'une manière un peu curieuse... (rires) Cela a recommencé tout à l'heure. Croyez-vous, camarades, que ce soit une bonne manière de faire l'union nécessaire ?...

(Applaudissements)

On parlait tout à l'heure des procès d'intention, c'est Alain Savary qui le disait. Cela n'est pas à sens unique, Alain ! On pourrait aussi parler des calomnies, et j'en ai entendu qu'on colporte à chaque fois : "Ah!, vous savez, Chandernagor... le ministéraliste, le ceci, le cela..." mais, camarades, un certain nombre d'entre nous feraient bien de se regarder dans une glace !

(Applaudissements)

C'est quand même extraordinaire ! Alors, il faudrait que ça cesse, je vous en prie, sinon il n'y aura jamais d'union possible, il faut le savoir.

Je crois donc que c'est important et que les sifflets, ou les "Hous" avant même d'avoir entendu un orateur ne se produisent plus jamais, ça n'est pas démocratique.

(Applaudissements et quelques protestations)

Seconde idée : la constitution d'un front démocrate et Socialiste.

Que signifie l'accord des Socialistes avec les radicaux et avec ceux que l'on appelle les démocrates de progrès, les républicains de progrès,... les appellations sont multiples...

Alain Savary disait tout à l'heure qu'il en était d'accord... mais bien sûr ! Seulement, si l'on veut y parvenir, il faut peut-être, là aussi, se garder des anathèmes gratuits. C'est facile, ça permet de se donner à bon marché une bonne conscience de gauche, que de vitupérer à chaque instant le centrisme... Méfiez-vous ! On risque toujours d'être le centriste de quelqu'un en politique !

Dans la mesure où ces anathèmes gratuits éloignent de nous la frange nécessaire pour gagner, ils sont destructeurs de ce que nous voulons faire et ils sont mauvais.

Alors, ce qu'il ne faut pas faire, c'est dire ce que j'ai lu dans une motion, qui le dit très clairement et sans ambages. Elle dit : "La stratégie du Parti Socialiste passe par l'accord du Parti Socialiste et du Parti Communiste ; quant aux autres, ils n'auront qu'à s'y soumettre pour rejoindre la majorité." Si vous croyez que c'est comme ça que vous allez attirer les franges nécessaires pour gagner, c'est un peu curieux ! Ils ont aussi l'épiderme sensible et l'injure leur fait mal. Alors, je dois dire que cela ne fait avancer en rien notre cause que de se conduire de la sorte, à l'égard de qui que ce soit.

Ces discussions nécessaires, nous savons qu'avec les radicaux, elles sont en bonne voie ; elles sont possibles avec d'autres. Maurice Faure, il n'y a pas si longtemps, le disait dans une déclaration ; je crois qu'il faudrait en tenir compte.
Je crois qu'au prix de décantations nécessaires chez ceux qu'on appelle les démocrates de Progrès - décantations douloureuses pour eux, mais nécessaire - l'accord est possible, à condition qu'on veuille bien en discuter. Et je crois que jamais le moment, si nous réussissons l'opération d'union des Socialistes tentée aujourd'hui, n'aura été meilleur. Encore faut-il ne pas le laisser passer.
Troisième idée : une définition sans confusionnisme possible de l'union de la Gauche. Le confusionnisme que je redoute, c'est celui qui conduirait le corps électoral à penser qu'en définitive Socialisme et Communisme, c'est la même chose.
Or, les solutions Communistes telles qu'elles ont été appliquées jusqu'à présent, notamment dans les pays de l'Est de l'Europe, font repoussoir sur l'ensemble du corps électoral français, sur l'ensemble des citoyens de ce pays.
Et les solutions du Socialisme démocratique ne se réfèrent pratiquement à aucune expérience, d'où la difficulté de préserver l'originalité de leur image. On ne la préservera pas si l'union de la Gauche se définit en une escalade continue du dialogue fondamental au plan législatif commun, bientôt au programme commun... et jusqu'où ? Ce qui est grave c'est que la non définition de l'union de la Gauche, de ses fondements, de ses limites, ouvre au sein de notre Parti la possibilité de toutes les surenchères tactiques.
Car depuis deux ans, nous ne nous définissons pratiquement qu'en fonction de cela, alors que nous devrions d'abord nous efforcer d'être nous-mêmes, et cela hélas continue. Alain Savary l'a dit tout à l'heure un peu moins clairement qu'il ne l'avait dit à "Radio Monte Carlo", je cite la phrase que j'ai reprise dans les journaux : "Je ferai - disait-t-il - tout, pour que le Parti se définisse clairement par rapport au Parti Communiste. "
Se définir "par rapport", croyez-vous que ce soit une bonne solution ?
Je crois que notre premier travail, ce devrait être de nous définir nous-mêmes et que les autres - s'ils le désirent - se définissent par rapport à nous. mais nous définir continuellement par rapport aux autres, c'est certainement de très mauvaise politique. Et jusqu'où cela risque-t-il de nous conduire ?
Au saut dans l'inconnu, qu'aucun parti social-démocrate d'aucun pays libre n'a jamais voulu franchir, à une sorte de pari. Je connais, parce qu'ils l'ont écrit, le raisonnement d'un certain nombre de camarades ; ils disent ceci (et je ne suspecte absolument pas leur sincérité, je les sais parfaitement sincères) ils disent : "Si l'on croit l'accord avec le Parti Communiste possible, alors il faut aller au programme commun, sinon il faut abandonner."
La plupart d'entre nous, heureusement, refusent de s'enfermer dans ce syllogisme ; mais lorsque certains de ceux qui refusent, comme je le refuse moi-même, de s'y enfermer, parlent eux-mêmes constamment de stratégie sans retour, sans possibilité de rechange, ils aboutissent rigoureusement au même résultat... qui conduit à descendre une à une toutes les marches et à se mettre en position de subir la pression non déguisée de notre partenaire Communiste.

Georges Marchais dans la lettre qui a été adressée à ce Congrès, dit en substance ceci :
"L'accord politique entre nous est désormais possible. S'il ne se réalise pas, vous en prendrez, vous Socialistes, la responsabilité".
C'est bien cela l'essentiel de son propos. Eh bien, je dis que bien sûr, il n'aurait pas dû parler ainsi, mais après tout, de son point de vue, sachant que les rapports politiques sont toujours des rapports de force, il a raison. Je n'ai pas de reproche à lui faire. mais je pense qu'il n'aurait pas dû parler ainsi... et qu'il n'aurait pas pu parler ainsi, si nous avions nous-mêmes placé avec suffisamment de force le Parti Communiste devant ses responsabilités, en exploitant comme il convenait son refus de répondre sur nos points fondamentaux de désaccord : souveraineté nationale, alternance au pouvoir, construction européenne, pour n'en citer que quelques uns.
On ne l'a pas fait, tout simplement, pourquoi ?... Parce que la poursuite et le développement du dialogue ont été jusqu'à présent le ciment de la majorité dans notre parti et que situer clairement les responsabilités c'eut été en quelque sorte scier la branche. Je dis que cela n'est pas simple, et que si nous voulons à toute force nous distinguer les uns des autres, il faudrait rechercher d'autres lignes de clivage.
En ce qui le concerne, nous allons étudier ce dialogue. Nous nous refusons à l'escalade des restrictions mentales et des interprétations divergentes dont risque d'être semée la poursuite à la fois hâtive et sans limitation de durée des discussions.
A quelle nuit des longs couteaux ce confusionnisme ne risquerait-t-il pas de nous conduire ?...
(Protestations)
Il nous paraît plus honnête de nous en tenir à ce qui est possible et sûr, à ce qui justifie la lutte contre le conservatisme en place et que ratifie une politique ancienne, c'est-à-dire à l'entente électorale et aux techniques communes. Cela, nous ne l'avons jamais refusé.
Dois-je même rappeler - il est toujours bon de rappeler un certain nombre de choses, on les oublie si vite ! - dois-je même rappeler pour ceux qui l'ont oublié, qu'il y a un peu plus de sept ans, aux cantonales de 64, nous avons été à la fédération de la Creuse, les initiateurs de ce type d'alliance votre serviteur étant secrétaire fédéral, et qu'à l'époque, beaucoup de ceux qui nous accusent aujourd'hui volontiers de néo-droitisme nous en faisaient grief ?...
Il faut tout de même avoir quelques souvenirs, c'est trop facile, le gauchisme verbal !
L'alliance, oui ; la confusion, non. Ainsi pensons-nous pour notre part l'union de la Gauche.
C'est parce que nous avons retrouvé cela pour l'essentiel dans la motion présentée par les bureaux des fédérations du Nord et des Bouches-du-Rhône que la fédération de la Creuse aura accordé à cette motion l'essentiel de ses mandats.
L'objet essentiel de ce Congrès ce sera, oui ce sera l'union et croyez bien que nous n'y marchanderons pas notre concours, à la condition toutefois que ce ne soit pas une union du bout des lèvres, que ce soit une union fraternelle, que ce

soit une union sans exclusive et que ce soit une union sur des bases politiques raisonnables.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mermaz, Albert Gazier ensuite.

Louis Mermaz

Socialistes conventionnels, nouveaux adhérents, nous voici rassemblés, chers camarades, au terme d'une longue promesse. La motion que nous sommes quelque uns à avoir signé pour le Socialisme parti uni et puissant, nous fixe deux objectifs : des structures adaptées à notre combat, une stratégie globale et cohérente.
Des structures adaptées à notre combat, j'en dirai peu de chose, car je pense que sur le plan des structures, depuis plusieurs années, nous sommes en pleine évolution, les uns et les autres, et personne aujourd'hui ne conteste la nécessité, je pense de la collégialité, de la décentralisation, de l'ouverture.
Le mouvement des clubs, qui n'a pas seulement concerné notre formation, mais l'ensemble des formations de la Gauche Socialiste, l'expérience des clubs, nous l'avons tous vécu et tous à un certain moment nous l'avons partagée depuis 1963 ou 1964.
Plus personne aujourd'hui ne conteste la nécessité de liens avec l'université, la nécessité de sections sur les lieux de travail, la nécessité de groupes de réflexion si bien que l'essentiel, de ce point de vue, je pense, encore plus que de bâtir des structures, ce que nous ferons au cours de ce Congrès, est de créer un état d'esprit, de créer un parti qui soit conquérant et ouvert, un parti puissant, les diverses motions le réclament, un parti puissant sur le plan de la doctrine, un parti capable de s'imprégner des grandes traditions de pensée, mais aussi de réfléchir sur la nouvelle classe ouvrière et le nouveau salariat, un parti qui actualise sa doctrine cela nous l'avons déjà largement fait les uns et les autres en présentant, soit le plan d'action Socialiste, soit le contrat Socialiste, un parti, enfin, qui n'ait pas honte de dire qu'il se pose en héritier de la majorité actuelle, un parti qui n'ait pas honte de dire qu'il veut pleinement assumer sa vocation majoritaire.
Or, pour assumer sa vocation majoritaire, pour transformer notre société, pour instaurer une société Socialiste, il n'y a qu'un outil : l'union de la Gauche.
Faire l'union de la Gauche, faire, jour après jour, l'union de la Gauche et ne pas seulement la réciter, mais sans cesse l'actualiser, en tenant compte des conditions du moment et des conditions du combat.
Donner aujourd'hui à l'union de la Gauche de nouvelles perspectives, un nouveau régime et pour cela se garder de trop de formules vagues, se garder parfois d'un défaut, de formules creuses, faire ce que nous disons, faire tout ce que nous disons et plutôt avoir la modestie parfois d'en dire un peu moins et d'en faire davantage.
(Applaudissements)

Décembre 1966, février 1968, même juin 1968, les accords de décembre 1970 entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste, tout cela est dans la corbeille commune du mariage et nous entendons, jour après jour, y rester fidèles.
(Applaudissements)
mais précisément pour que cette union de la Gauche soit autre chose qu'une affirmation, pour que cette union de la Gauche se réalise, nous avons parfaitement conscience qu'il faut que cette gauche soit équilibrée et qui pourrait nous le reprocher, qui pourrait s'élever contre cette proposition ?
Il y a entre nous, entre nous tous, Socialistes et le Parti Communiste, des convergences, et nous nous en réjouissons, nous les développerons, il y a aussi des divergences, nous nous efforcerons de les résoudre.
Nous savons, d'ores et déjà, que nous pouvons entreprendre ensemble des actions communes, nous pensons qu'il faut développer les discussions, nous pensons précisément que l'union de la Gauche est une dynamique qui permet de résoudre certaines contradictions contre lesquelles sans cela on passe le temps à ce casser la tête.
Voyez-vous, le Parti Communiste, les Socialistes, le centrisme... mais qu'est-ce que c'est le centrisme ? Existe-t-il aujourd'hui une formation politique du centre ? Quand on essaie de nous dire que le centrisme cela pourrait être une partie du Parti Socialiste, cela pourrait être les radicaux, cela pourrait être Edgar Faure ou Giscard d'Estaing, je dis qu'aucun analyste politique ne pourrait le reconnaître... Ce ne serait même pas le centrisme, ce serait seulement la bouillie pour les chats !
(Applaudissements)
Nous ne devons pas par certaine distillation intellectuelle, être la première fabrique de centrisme en France, nous ne devons pas être des fabricants de centrisme comme il y a eu des casernes de soldats !...
Le centrisme qu'est-ce que c'est ? Il y a au milieu de l'échiquier un certain nombre de femmes et d'hommes qui flottent, il y a la frange de tous les partis de gauche, un certain marais hésitant... Eh bien, je dis que l'union de la Gauche, c'est précisément, c'est évident, le contraire du renversement des alliances ; qu'avons-nous fait d'autre en 1965, en 1967, sinon, par le dynamisme de l'union de la Gauche, réussir à amarrer à l'union de la Gauche ces électeurs flottants sur un programme de gauche, sur une perspective d'union de la Gauche ?
(Vifs applaudissements)
mais pour faire cela, dans l'intérêt de notre pays et dans l'intérêt du Socialisme, il faut que nous soyons forts, il faut que nous soyons à la fois organisés, disciplinés et très ouverts ; il faut savoir résoudre le problème de nos rapports avec les radicaux et avec ceux que M. Marchais appelle les démocrates sincères, et c'est pourquoi dans notre motion, en ce qui concerne les radicaux, nous avons bien précisé que nous concevions nos rapports avec eux comme une alliance, non pas comme une vague organisation, mais simplement comme une alliance dont les obligations réciproques impliqueront une solidarité durable ; cette alliance, pour nous, s'inscrit dans la perspective de l'union de la Gauche.

Collection Fondation Jean Jaurès

Alors, voyez-vous, notre motion a une originalité c'est d'avoir voulu tenir les deux bouts de la corde et de dire que le développement du Parti Socialiste et la rénovation de ces types d'action, c'est une seule même chose.
(Vifs applaudissements)

Le président - Albert Gazier pour 4 minutes. Je demande à Charles Hernu de se préparer.

Albert Gazier
Camarades, ce Congrès nous mène à un optimisme justifié, parce qu'il représente l'unité des Socialistes et aussi par le nombre de jeunes qui siègent sur les bancs des délégués.
Néanmoins cet optimisme ne doit pas nous dissimuler les risques qui nous menacent et qui sont avant tout l'ambiguïté ou une excessive division.
Ce ne sont pas les divergences de fond qu'il faille redouter, elles sont saines, elles sont utiles ; nous avons à réaliser une œuvre qui n'a absolument pas de précédent dans l'histoire, celle de réaliser le Socialisme dans un pays industriel avancé. Il est donc tout à fait naturel que les recherches, que les oppositions se manifestent sur l'approche de cette réalisation.
Le risque n'est pas là, il est que l'esprit de clan ou bien une représentation proportionnelle aux modalités mal étudiées, ne poussent les délégués à exagérer les divergences et à présenter comme des désaccords irréductibles ce qui ne serait au fond que des nuances facilement ajustables pourvu qu'on le veuille véritablement.
(Applaudissements)
Il ne faut pas chercher le compromis balancé qui donnerait raison à tout le monde et permettrait toutes les interprétations, ce serait pire que le désaccord.
(Applaudissements)
mais nous devons viser une synthèse claire, permettant d'accorder, pour qu'ils agissent ensemble, ceux qui sont d'accord sur l'essentiel. Mon adhésion à la motion Mermaz-Pontillon tient à ce qu'elle contribue à cette synthèse efficace.
Je ne traiterai que du problème des alliances, en raison des faibles minutes qui me sont imparties.
En ce qui concerne nos relations avec le Parti Communiste, des concessions mineures me paraissent possibles pour aboutir à un accord constructif et voici les bases que je vous soumets.
1 - Le Congrès doit décider que le dialogue continue,
2 - Ce dialogue doit avoir lieu dans des conditions telles que son caractère public soit plus apparent qu'il ne l'a été jusqu'à présent.
(Applaudissements)
3 - Le débat sur les problèmes fondamentaux ne peut pas être abandonné. Il doit être alimenté par tous les faits que l'actualité nous apporte. Les erreurs commises dans les pays de l'Est et dont certaines sont reconnues par tous, auraient sans doute été évitées si les dirigeants de ces pays avaient été soumis au contrôle permanent et libre du corps électoral, au lieu de se croire en mesure de rester au pouvoir en toutes circonstances.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
4 - Les ripostes communes doivent se poursuivre. D'autre part, pas de discussion d'un programme de gouvernement sans réponse satisfaisante aux questions fondamentales sur la démocratie et l'action internationale. mais le débat sur les questions fondamentales, la préparation et la conduite des actions communes ne suffisent pas à nourrir le dialogue avec le Parti Communiste.
Savary et les signataires de sa motion proposent un plan législatif, c'est-à-dire la discussion en commun de plusieurs projets à destination parlementaire ; l'idée est intéressante, mais elle présente un certain danger, c'est celui de glisser insensiblement et sans qu'on le veuille, du plan législatif à un programme de gouvernement.
Je propose que l'on commence une discussion commune sur deux projets préalablement choisis avec soin, par exemple un projet qui ne soulève pas de difficultés théoriques, telle que la réforme fiscale ou certaines mesures sociales, et un autre, plus difficile, et qui serait une épreuve utile pour la poursuite de nos discussions, par exemple un des aspects de la construction européenne ou de la politique internationale, et s'il y a réussite, alors d'autres tranches de projets doivent être abordées en commun.
Sur l'autre aspect de nos alliances, c'est-à-dire avec ceux que les uns, je parle de la motion Savary, appellent "républicains opposés au régime" et d'autres, je prends l'expression dans la motion du Nord "démocrates qui se sont opposés sans équivoque et avec constance au pouvoir", il doit être facile de trouver les limites et les conditions qui nous évitent de tomber dans le danger de la compromission du centrisme.
Ces conditions ne peuvent être, à nos yeux, que les suivantes : opposition sans faiblesse au régime actuel, accord sur un programme immédiat, accepter notre stratégie d'union de la Gauche et notre politique à l'égard du Parti Communiste.
Telles sont, camarades, à mon avis, les conditions d'une synthèse constructive permettant à une forte majorité de convaincre l'opinion de la solidité de notre Parti et de notre aptitude à jeter les bases d'une démocratie Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Charles Hernu, Griset des Yvelines se prépare.

Charles Hernu
Chers camarades, les événements d'importance décisive qui se sont produits depuis le printemps 1968 ont fait que la Gauche Socialiste qui avait donné tant d'espoirs entre 1965 et 1967, est souvent apparue comme émiettée, désorientée, désemparée. Désemparée, parce que souvent elle ne sait plus à quelle stratégie se vouer. Elle est dans une situation dominée par une bipolarisation de la vie politique qui donne, à gauche, une place de plus en plus considérable au Parti Communiste français. Ce dernier a même une telle importance que le problème des rapports avec lui en est arrivé à être la pierre de touche et à exercer une influence déterminante sur la possibilité que renaisse en France un authentique courant Socialiste pouvant prétendre sérieusement au pouvoir.

Il faut, en effet, non pas seulement se déterminer par rapport au Parti Communiste, mais par rapport à nous-mêmes. Des efforts certes ont été entrepris jusqu'à maintenant pour former cette nouvelle gauche Socialiste et ils ont été parfois entravés malgré l'ardeur de beaucoup de camarades par le manque d'audace dans la conception théorique.

S'agit-il de bouleverser les conceptions économiques, de poser le problème du pouvoir dans l'entreprise, d'établir la problématique du jeu institutionnel, de se pencher sur la dimension optimale des peuples ? Rien ne se pose aujourd'hui comme naguère ; comment ne pas faire entrer aussi en ligne de compte la dimension européenne, étant donné que la dimension nationale héritée du passé a de moins en moins de sens et que le dépassement de l'échelle actuelle des luttes est une donnée immédiate de la politique et qu'en particulier un jour la constitution d'un Parti Socialiste européen s'inscrira - et avant longtemps - à l'ordre du jour des préoccupations des Socialistes ?

Ainsi, c'est une problématique et une sensibilité nouvelles qui se créent et que sans aucun doute révélera ce Congrès, mais pour qu'il y ait rénovation, la première condition c'est sans doute que le courant Socialiste cesse d'apparaître comme une version modérée d'une orthodoxie qui serait représentée dans son intégralité et sa pureté par le Parti Communiste.

Si le Parti Communiste est le garant de la caution, voire le dépositaire de la vraie voie Socialiste, alors la démocratie Socialiste n'a plus de raison d'être sinon comme un allié temporaire et il ne faudrait pas s'étonner alors que les travailleurs et les cadres finissent pas préférer durablement cette orthodoxie.

Le Parti Socialiste n'a de raison d'être qu'à une condition me semble-t-il : qu'il illustre et fasse triompher des réalisations Socialistes inspirées par un Socialisme profondément original et qui réponde le plus complètement aux impératifs d'abondance, de bien-être, de démocratie, de responsabilité, de justice et de liberté.

Oh ! Certes, cette affirmation ne doit pas faire croire que nous pensons qu'il serait impossible d'avoir des accords avec le Parti Communiste. D'ailleurs, les accords de mai 68 entre la FGDS et le Parti Communiste faisaient dire aux commentateurs qu'ils étaient d'une telle importance qu'il y avait de quoi alimenter les travaux de toute une législature. Bien sûr, nous pensons qu'un accord de gouvernement doit être recherché avec le Parti Communiste, mais les Socialistes du département de l'Indre ont introduit deux amendements à la motion déposée par nos camarades Mermaz et Pontillon, que je voudrais très brièvement vous dire.

D'abord, nous avons pensé qu'un contrat de gouvernement avec le Parti Communiste ne devrait être signé qu'après la reconnaissance sans équivoque par le Parti Communiste de l'alternance démocratique de mai. Il nous est apparu aussi qu'il n'était pas possible en effet, comme le disent les Communistes, qu'un gouvernement de gauche, dont l'axe serait Socialiste, soit renvoyé purement et simplement, du fait des violences de la société capitaliste, sans qu'il ait pu entreprendre les réformes de structures nécessaires, indispensables, sur lesquelles les citoyens de ce pays devront nous juger. Cette exigence devant être compatible avec le respect de la volonté démocratique du pays.

C’est pourquoi, reprenant une proposition de notre camarade Amédée Renault, les Socialistes de l’Indre ont souhaité que la Gauche puisse présenter un contrat populaire de 5 ans, car il faut bien 5 ans à la Gauche, au moins, pour qu’elle puisse entreprendre les réformes structurelles nécessaires et qu’on puisse la juger sur ses structures.
C’est ainsi que nous ferons l’union de la Gauche. Dès 1958, nous étions pour l’union de la Gauche, contre le coup d’état militaire. En 1965, 1967, 1968, nous étions pour l’union de la Gauche.
Et avant de terminer, je voudrais soumettre à ce Congrès une idée.
En effet, nous sommes ici, camarades, devant des données hyper-répressives de la société actuelle, devant des menées dont il faut dire un mot. Il me semble qu’un front unique devrait être constitué, ainsi qu’à plusieurs reprises cela a été proposé.
Actuellement nous délibérons de questions primordiales, c’est vrai, mais à Épinay, mes camarades, n’oublions pas ce qui se passe en France d’inquiétant, de très inquiétant. Plus que jamais le capitalisme est remis en selle. La moralité publique est bafouée. Des milliards de subventions sont distribués, non en fonction des besoins, mais en fonction de l’appartenance politique. Les pots de vin sont la loi du système...
(Applaudissements)
C’est à qui, dans ce régime, s’enrichira. Et les fonctionnaires honnêtes, les plus nombreux, s’inquiètent de ces mœurs de l’État. Le cycle classique de la répression, de la provocation, se développe. Et l’opinion de ce pays ne croit plus en la justice, elle ne croit plus en sa police, et les policiers républicains (il y en a), paient pour les polices politiques du temps de M. Dides. Le mauvais exemple vient d’en haut. L’État pourri ! Beaucoup, qui se prétendent au service de l’État, ne sont aujourd’hui qu’au service de leurs intérêts privés. Des commerçants tirent sur des adolescents, des adolescents abandonnés dans la cité, la cité elle-même abandonnée aux promoteurs et aux banquiers, recourent à la violence, à une violence qui n’a rien de révolutionnaire, à une violence brute, qui est inepte stratégiquement, mais que moralement nous devons comprendre.
Oui, tout cela est dangereux, et c’est cela la véritable pollution que le Poujade du second nom évite bien de nous parler. Même notre culture est lésée…

Le président - Je te rappelle à la discipline du temps de parole.

Charles Hernu - Je termine. L’État pourri, la France à l’encan. Et je crois que, devant ces menaces, à Épinay il ne faut pas oublier, sans doute, que notre Congrès pourrait aussi se prononcer pour un front de résistance aux menaces, au fascisme, front qui réunirait Socialistes, Communistes, et tous les républicains qui veulent lutter contre la fascisation progressive de ce régime.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Grizet, des Yvelines.

André Grizet (Yvelines)

Chers camarades, après l'amertume laissée dans les esprits à l'issue du Congrès d'Alfortville, nous vivons un deuxième rendez-vous de l'histoire. mais que l'on ne s'imagine pas que cette chance peut indéfiniment nous être octroyée.

Si ce Congrès n'exprime pas sa volonté de satisfaire l'espérance exprimée par l'opinion publique de voir enfin se lever une organisation assez fortement structurée, capable de polariser les courants novateurs du Socialisme, non seulement nous donnerons les moyens à la majorité actuelle de pérenniser son système, mais nous rejetterons pour longtemps la masse fluctuante et versatile dont, cependant, l'appoint est indispensable pour assurer à un mouvement socialo-communiste l'accès au pouvoir.

La position que les militants vont prendre doit nécessairement découler de l'analyse des variations électorales, c'est-à-dire des modifications des rapports de forces légales qui se sont produites depuis 1968.

Au cours de cette année exceptionnelle, significative entre toutes, la consultation a mis en évidence l'existence au sein même des masses salariées d'un semi-conservatisme libéral, mais non imperméable cependant aux attraits d'un système Socialiste susceptible de lui offrir, dans la conjoncture, les garanties et les sûretés d'avenir, en mesure d'écarter tout traumatisme résultant des violences de la rue.

C'est ainsi que la FGDS a assurément perdu le bénéfice d'une victoire que tous les sondages antérieurs aux événements de mai 68 laissaient prévoir. Ces événements apparurent à l'entendement des secteurs électoraux en cause comme attentatoires à leurs biens, à leurs personnes, même si nous constatons comme indubitables l'intervention de provocateurs aux ordres du gouvernement.

Il s'en est suivi, lors des élections législatives, le retrait, au profit du pouvoir réactionnaire, d'un nombre considérable de bulletins normalement destinés à la Gauche.

Depuis mai, il est manifeste qu'au fil des consultations suivantes un lent retour à des tendances favorables s'effectue, et la dynamique de l'unité de la Gauche jouant, il est d'ores et déjà possible de retrouver, si nous en avons la volonté, les perspectives privilégiées qui s'ouvraient à elle avant mai 1968.

En effet, les choses, peu à peu, se sont remises en ordre dans les esprits timorés, et en particulier dans la confusion qui avait, à dessein, pu être établie par nos adversaires, entre nous et ces manifestations de destruction primitives.

En outre, la constatation, qui s'établit progressivement dans les esprits, de l'incapacité du pouvoir en place d'apporter les remèdes de fond qui soient en mesure de réduire, sinon de supprimer, les causes fondamentales de violence, fait souhaiter, par cette France qui constitue, qu'on le veuille ou non, l'appoint indispensable qui consacre les victoires ou les défaites, une solution de rechange gouvernementale plus efficace.

Tout le problème se résume donc, sans faire appel à des affirmations dogmatiques, dans l'organisation d'actions spécifiques de propagande et de pénétration des masses dites "modérées", considération étant faite qu'elles sont constituées de salariés en général du milieu de l'échelle, et qu'ils sont nombreux.

Fondation Jean Jaurès

Sous le signe de cette recherche, il y a lieu que le Parti Socialiste, qui doit et peut devenir un puissant organisme, ne soit pas, ne doit pas se laisser inhiber par les invectives que le Parti Communiste peut lancer. Ce serait, dans le contexte de la vie politique française, une redoutable erreur, car, sous le vocable de "centrisme", se trouvent réunies des couches sociales inorganisées, que la Gauche rejette plus par tradition que par raison.
Et c'est à ce stade que se situent nos divergences avec les signataires de la motion R, dont l'objectif est l'adhésion des états-majors centristes, alors que tout démontre qu'ils n'ont pas d'enracinement réel dans ces masses qui leur ont apporté occasionnellement leurs suffrages...
(Applaudissements)
En conséquence, il faut forger l'instrument qui permettra de "cohérer" toutes les forces Socialistes, sans que soient fondamentalement mis en cause, d'une part les moyens de recherche tactique des appoints nécessaires de l'opinion politique française, et, d'autre part, l'accord politique d'organisations maîtresses d'elles-mêmes.
Ce seront, à notre avis, les deux conditions maîtresses de la victoire, en 1973 ou avant.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Chazot de la Haute-Loire.

Chazot (Haute Loire)
Pourquoi, camarades, tant de Socialistes sont-ils aujourd'hui en dehors du Parti Socialiste, en dehors aussi de toute organisation politique Socialiste ?
Eh bien ! Parce que la plupart ne sont pas sûrs d'avoir devant eux un véritable Parti Socialiste ayant décidé un choix politique clair, et agissant constamment en fonction de ce choix.
Pourtant, plusieurs sont ici, aujourd'hui, venus d'eux-mêmes, bien que rien ni personne ne les ait sollicités, simplement parce que l'un ou l'autre a lu Le Monde ou tel autre journal.
Beaucoup d'autres n'attendent qu'une chose : qu'il soit clair qu'il s'agit bien d'un parti résolument Socialiste, c'est-à-dire se donnant pour tâche la transformation Socialiste de la société, par une action politique, particulièrement dans les luttes que mènent ceux qui subissent les injustices et les aberrations du système capitaliste, et en s'alliant avec ceux qui agissent pour une transformation Socialiste.
Pour nous, l'aspect essentiel est celui-ci : un parti qui agisse dans la clarté. Et il y a une conséquence importante : c'est, ce sont les alliances.
Vouloir, ne serait-ce que dans un premier temps, former un front démocrate et Socialiste tel qu'il est proposé par certains nous paraît être une stratégie à refuser, car, dans la pratique, il ne s'agirait que d'un front démocrate s'installant dans le système capitaliste.
Or, nous voulons un front Socialiste pour instaurer un autre système. Il nous faut être nous-mêmes et rechercher l'alliance avec les forces qui veulent réellement remplacer le système capitaliste que nous subissons par un système Socialiste,

Fondation Jean Jaurès

en tâchant d'y associer, bien sûr, les radicaux et autres démocrates de progrès, qui acceptent ce but.
En particulier, rechercher l'alliance avec le Parti Communiste est une nécessité, et nous estimons que s'il est clair qu'un accord avec lui suppose de la part du Parti Communiste des changements importants, la discussion ne doit pas être évitée, et la discussion publique, nous pensons que nous n'avons pas à y perdre, mais à y gagner.
C'est pourquoi de nombreux adhérents, nouveaux adhérents, ont voté pour la motion M, en marquant leur souhait d'un rassemblement de tous ceux qui veulent, pour le Parti, une orientation à gauche, claire.
En conclusion, je dirai qu'ils sont nombreux ceux qui ne veulent pas gaspiller leurs forces pour simplement réformer, avec ou contre Chaban-Delmas ou Servan-Schreiber, la société capitaliste, mais qui viendront travailler dans un parti résolument Socialiste, menant une action clairement Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie le camarade Chazot d'avoir respecté son temps de parole.
La parole est à Barthe, de la Haute-Garonne...
Il n'est pas ici.
Je suis désolé, mais nous sommes obligés de répartir les temps de paroles des différents groupes, également entre les trois séances. Et tout le monde ne peut pas se réserver pour demain après-midi. Alors, que les camarades Barthe et Bandon, ou d'autres de leur groupe, se fassent connaître pour prendre la parole dès qu'ils le pourront, cet après-midi.
Je pense que nous pouvons interrompre un moment notre débat d'orientation pour régulariser le problème des mandats. Cela va nous prendre quelques instants, et ce sera une chose définitivement terminée.
Est-ce que le camarade Merien, de Lorient, peut rapporter pour la Commission des mandats ?... Je lui donne la parole.

Merien
La Commission des mandats s'est réunie ce matin, et nous nous sommes penchés sur la listes des adhérents et des délégués qui nous était proposé.
Voici les résultats de notre travail.
Tout d'abord, nous vous faisons connaître quelques remarques.
La Commission des mandats a travaillé dans le cadre de la répartition des mandats communiqués par la délégation nationale.
Deuxième point : un certain nombre de fédérations ont estimé que le nombre des adhérents indiqués était surestimé ou sous-estimé.
Ce sont des remarques que nous vous faisons connaître, parce qu'on nous les a communiqués.
Troisième point : chaque département a droit à une majoration de 60 voix, si le nombre de ses adhérents n'est pas nul.

Collection Jean-Jaurès

Nous avons admis en règle générale que ces 60 voix supplémentaires sont réparties proportionnellement aux votes qui se sont manifestés au cours des Congrès départementaux, sur les motions ou autres décisions adoptées.
Dans le cas où il s'est produit des Congrès départementaux séparés, ces 60 voix sont réparties proportionnellement aux effectifs de chaque origine, au prorata des différents courants internes.
Voici quelques remarques, et que je voulais vous faire connaître, préalablement aux nombres retenus.
Je vais vous faire connaître maintenant une liste. C'est assez fastidieux, mais c'est nécessaire, car c'est le résultat de nos tous derniers travaux. Je ne donnerai que le nombre global des voies par département.
Je suppose que les principaux responsables d'entre vous ont les chiffres en main. Il y aura, pour certains de ces chiffres, des modifications. Lorsqu'il y aura modification, je présenterai la source de ces modifications brièvement, cela va sans dire. Autrement je ne ferai que reprendre le chiffre existant et qui correspond, sur toute la ligne, à ce qui préexistait.
Je dis donc le nombre global des voix, c'est-à-dire ce qui correspond aux mandats : 267, 395 etc...
Voici : Allier, 578 ; Alpes, 289 ; Hautes-Alpes, 77 ; Alpes-Maritimes, 596 ; Ardèche, 267 ; Ardennes, 548 ; Ariège, 841 ; Aube, 260 ; Aude, 3081 ;
Aveyron, 271 ; Bouches-du-Rhône : chiffre global : 11 539 dont 442 pour les isolés. Ce qui donne 116 délégués pour les Bouches-du-Rhône, dont 5 dont pour les isolés. ; Calvados, 365 ; Cantal, 120 ; Charente, 163 ; Charente-Maritime, 330 ; Cher : 241 ; Corrèze, 799 ; Corse, 296 ; Côte d'Or, 238 ; Côtes du Nord, 172 ; Creuse, 260 ; Dordogne, 586 ; Doubs, 552 ; Drôme, 1392 ; Eure, 214 ; Eure et Loir, 487 ; Finistère, 307 ; Gard, 1013.
Pour le Gard, il y a 501 voix pour le Parti Socialiste, et 452, pour la CIR, et des non-adhérents. Dans ce cas la répartition des 60 a été tranchée de la manière suivante : 31 voix pour le Parti Socialiste, et 29 pour la CIR, Haute-Garonne, 3252 ; il y a 42 non adhérents au lieu de 24 préalablement proposés. Gers, 760 ; Gironde, 1569 ; Hérault, 1579 ; Ille-et-Vilaine, 197 ; Indre, 562 ; Indre et Loire, 390 ; Isère, 1205 ; rectification pour les non adhérents : 44 au lieu de 51 ; Jura, 311 ; Landes, 961 ; Loir-et-Cher, 553 ; Loire, 221 ; Haute-Loire, 117 (au lieu de 111 - il y a 57 non adhérents au lieu de 51.)
Pour la Haute-Loire, une remarque : on n'a pas été accepté de délégué pour le Parti Socialiste, ce parti n'ayant pas d'adhérents dans ce département. C'est une décision de la Commission. Il n'y a donc qu'un délégué seulement pour ce département. ; Loire-Atlantique, 902 ; pour la Loire-Atlantique, la composition des 60 voix supplémentaires est la suivante : 47 pour le Parti Socialiste, 7 pour la CIR, et 6 pour les non adhérents, du fait, justement, des Congrès particuliers à ce département.
Loiret, 316 ; Lot, 325 ; Lot-et-Garonne, 438 ; Lozère : le délégué n'a pas été maintenu, donc il n'y a pas mandat pour le Parti Socialiste ; maine et Loire, 170 ; Manche, 294 ; Marne, 409 ; Haute-Marne, 117 ; Mayenne, 282 ; Meurthe-et-Moselle, 268 ; Meuse, 290 ; Morbihan, 239 ; Moselle, 266 ; Nièvre, 1343 ; Nord, 10 400. Il y a eu une modification sur les non-adhérents, il y en a 130 au

lieu des 89 proposés, donc ils ont un délégué supplémentaire et le total des délégués du Nord s'élève à 104. ; Oise, 387 ; Orne, 126 ; Pas de Calais, 10 076 ; Puy de Dôme, 1891 ; Pyrénées-Atlantiques, 980 ; Hautes-Pyrénées, 136 ; Pyrénées Orientales, 593 ; Bas-Rhin, 271 ; Haut-Rhin, 260 ; Rhône, 1334 ; Haute-Saône, 197 ; Saône-et-Loire, 567 ; Sarthe, 414 ; Savoie, 362 ; Haute-Savoie, 286. Pour la Haute-Savoie, il y a une particularité, c'est la répartition des 60 en fonction des Congrès particuliers : 35 pour le Parti Socialiste, 24 pour la CIR, et 1 pour les non-adhérents ; Seine-Maritime, 681 ; Paris, 2355 ; Seine-et-Marne, 389 ; Yvelines, 984 ; Deux-Sèvres, 435 ; Somme, 863 ; Tarn, 642 ; Tarn-et-Garonne, 460 ; Var, 1280 ; Vaucluse, 921, dont 47 pour les non-adhérents, le nombre n'étant pas déterminé au début des travaux de la Commission ; Vendée, 230 ; Vienne, 666 dont 159 pour les non-adhérents ; Haute-Vienne, 1780 ; Vosges, 318 ; Yonne, 333 ; Belfort, 383 ; Essonne, 676 ; Hauts de Seine, 2284, dont 311 pour les non-adhérents ; Seine-Saint-Denis, 1077 ; Val-de-Marne, 1025 ; Val d'Oise, 648 ; Réunion, 160.
La Commission se tiendra à la disposition des départements qui auraient des explications à demander.
Je vous remercie de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - Nous remercions nos camarades de la Commission de vérification des mandats.
Avant de reprendre le débat, je crois qu'il faut régler un point d'ordre pour lequel je redonne la parole au rapporteur de la Commission de vérification des mandats.

Merien - Voici quel est le nouveau problème : il est certain que nous ne pouvions statuer que sur ce que nous connaissions. Or, il y a des réclamations qui arrivent maintenant, a posteriori, et il serait peut-être sage de s'y pencher pendant un petit quart d'heure, après quoi nous proposerions le résultat final à l'ensemble des camarades, de façon à ne pas laisser quelques-uns sur une sensation qui est peut-être pénible et qui pourrait au fond s'estomper très facilement.

Le président - Alors, que la Commission se réunisse à nouveau pour examiner ces cas.

Mérien - Il y a deux ou trois cas. Évidemment, ils auraient pu faire ces réclamations ce matin, ou cet après-midi puisque nous nous sommes réunis deux fois, mais inversement les camarades ne savaient peut-être pas que les chiffres que nous avions sur cette liste étaient différents de ceux qu'ils possédaient, ce qui fait qu'il s'est produit un court-circuit, en quelque sorte.

Le président - En tout cas, nous ne pouvons pas continuer cette discussion en séance plénière. Je demande au rapporteur de saisir ses collègues des derniers cas qui lui sont soumis et nous conclurons sur ce point le plus vite possible.

Com. Fondation Jean-Jaurès

Nous reprenons le débat. J'ai l'intention d'appeler à la tribune successivement : le camarade Wolf pour la motion P, les camarades Pierret et Vincent pour la motion K, les camarades Jeannette Brutelle et Jean-Pierre Cot pour la motion O, les camarades Jacquet et Thieffry pour la motion R - bien que Jacquet, je crois, pense élargir son intervention à d'autres motions - le camarade Mexandeau et le camarade Labarrère pour la motion L, le camarade Fanton pour la motion M, et j'espère un autre défenseur de cette motion qui voudra bien se désigner, le camarade Blanc pour la motion P, les camarades Heutte et Perochain pour la motion K.
Je donne la parole au camarade Wolf pour la motion P, 14 minutes.

Marc Wolf
Mes camarades, les militants qui soutiennent la motion "unité-rénovation" ne sont pas de ceux qui varient au gré des circonstances et des échéances politiques comme la girouette au vent des points cardinaux ! Nous ne sommes de pas de ceux qui après avoir cautionné les alliances les plus scandaleuses de l'élection municipale, viennent aujourd'hui essayer de se "refaire une virginité de gauche" à coup de belles motions et de beaux discours !
(Applaudissements)
Non ! D'Issy-les-Moulineaux à Épinay 1970, et de Bondy à Épinay 1971, c'est la même logique qui nous anime et c'est précisément cela qui gêne certains. Aussi ne trouvent-ils rien de mieux pour nous répondre que de déformer et de caricaturer nos propres positions ! Leur opération favorite, et elle est vieille de 50 ans, consiste à nous présenter comme des cryptos à la remorque du Parti Communiste.
Tout cela n'est que mensonge ! Autant que certains, et plus que d'autres, nous sommes partisans d'une politique de rigueur vis-à-vis du Parti Communiste et de cette rigueur, nous l'avons pratiquée, que ce soit dans les sections de la fédération du Nord qui ont voté "unité-rénovation" ou que ce soit à la fédération de Paris, quoi qu'en aient dit certains calomniateurs qui essayaient ainsi de faire oublier leurs propres turpitudes !
(Mouvements divers)
Et puis d'autres, plus habiles ou plus honnêtes, laissent entendre que notre motion proposerait de conclure immédiatement avec le Parti Communiste un accord global, sans avoir obtenu au préalable un certain nombre de garanties. Encore une fois, ce n'est que déformation mensongère. Il est évident qu'il faut des garanties, mais le problème est de savoir où se situent les véritables garanties.
Au niveau du dialogue idéologique d'abord, sans doute, et sur ce fameux problème de l'alternance, qu'on ne vienne pas nous faire de mauvais procès. Notre motion est claire, nous disons : "Tant qu'il en sera ainsi sur ce point, tant que le Parti Communiste, sur le problème de l'alternance, ne nous aura pas donné satisfaction, il sera impossible de conclure un accord politique global." Les travailleurs ne nous suivraient pas si nous lâchions sur ce point, et certaines déclarations récentes du Parti Communiste laissent d'ailleurs entendre que nous obtiendrons bientôt satisfaction.

Fondation Jean Jaurès

mais nous pensons qu'on ne peut pas se contenter de déclaration d'intention, et que tout cela est insuffisant.
Alors, notre ami Jean Poperen nous propose une idée intéressante, à savoir que les garanties, c'est dans la pratique quotidienne du Parti Communiste que nous le trouverons et, en particulier, en exigeant de lui la reconnaissance de certains groupes gauchistes. Encore que nous pensions, à "unité-rénovation", qu'il faille faire un tri entre tous ces groupes, nous reprenons cette idée à notre compte, mais elle aussi nous paraît insuffisante, car ces garanties, c'est aussi dans la discussion du contrat de gouvernement que nous les trouverons, pour savoir si, sur les questions concrètes du pouvoir, la politique étrangère, les nationalisations, l'autogestion, il est possible, oui ou non, de travailler ensemble.
D'ailleurs, même les "fanas" de la discussion idéologique préalable se rendent bien compte qu'on ne peut pas séparer ainsi l'idéologie et le programme. Ainsi, dans le bilan des divergences et des convergence, il y a beaucoup de choses qui relèvent, en vérité, du programme.
Je prends, par exemple, le problème européen. Nous, Socialistes, nous disons que nous sommes partisans du développement de la construction européenne, mais nous condamnons l'Europe des monopoles. Les Communistes, eux, condamnent toute Europe supranationale, mais reconnaissent qu'il y a un certain nombre de réalités qui sont aujourd'hui irréversibles. Apparemment donc, sur les principes, il y a divergences.
mais il n'y a rien qui prouve que, sur les aspects concrets de la question, par exemple les prix européens, le contrôle des monopoles, l'union monétaire, il n'y a pas moyen de parvenir à un accord. Le malheur c'est que, jusqu'à ce jour, nous avons été incapables de formuler des propositions précises et que nous en sommes restés aux proclamations solennelles. Ainsi, le programme du 14 juillet est d'une désespérante pauvreté sur cette question européenne.
mais en vérité, mes camarades, ne nous racontons pas d'histoires. Tout cela est secondaire et ce n'est pas là qu'est le vrai problème, ce n'est pas là que se trouvent les vraies garanties. Non, ce qui est capital - certains l'ont déjà dit et d'autres le répéteront encore après moi - c'est le rapport des forces entre Socialistes et Communistes.
Si vous n'avez pas résolu ce problème ou si vous n'avez pas rééquilibré la Gauche, eh bien vous serez condamnés, comme en mai 1968, alors que le fruit était mûr, à renâcler devant l'obstacle à la dernière minute, à la dernière seconde, et encore une fois nous aurons déçu les espérances du peuple de ce pays.
Ce qu'il importe donc de montrer, c'est comment nous pourrons modifier le rapport de forces actuel. Alors, les uns nous proposent une politique de splendide isolement, qui consiste à se retirer dans sa tour d'ivoire en attendant que le Parti Communiste ait changé. mais cette politique, ils l'ont déjà pratiquée, et le résultat, ce furent les élections présidentielles de 1969 et le 5% de Gaston Defferre, dont je ne m'étonne pas qu'il ait signé leur motion !
(Applaudissements et protestations)
Ils se réclament du réalisme, mais ce sont précisément les faits et la réalité qui leur crient : vous avez fait faillite !

Les autres ? Peut-être, pour faire oublier les municipales, fallait-il bien faire un petit pas à gauche. Alors, leur grande trouvaille, ce sont les répliques législatives communes, c'est-à-dire qu'on nous propose de mettre au point, avec le Parti Communiste, les aspects quantitatifs du futur programme commun, en réservant pour plus tard la discussion des aspects qualitatifs. Cette méthode nous paraît absurde et nous paraît dangereuse. Si vous discutez uniquement du quantitatif, c'est-à-dire de ce qui est facile, avec le Parti Communiste, comme il se moque totalement de la cohérence du programme, il fera de la surenchère sur ce que vous proposerez pour apparaître comme le meilleur défenseur des travailleurs. Vous dites 520.000 logements ? Il vous répondra 550.000 ! Vous dites : allégements fiscaux pour les petits salariés ? Il vous répondra : suppression des impôts pour tous ces gens-là... sans expliquer, évidemment, comment on payera tout cela ! Et puis quand, ensuite, vous passerez aux aspects qualitatifs, qui sont beaucoup plus difficiles, eh bien s'il y a des désaccords, vous serez embarqués, vous ne pourrez plus reculer, sous peine d'être désavoués par les travailleurs, et le résultat ce sera un programme bâclé trois mois avant les élections législatives !

Elle est absurde, cette méthode qui consiste à discuter des choses faciles avant de parler de celles qui suscitent des difficultés. A en croire ceux qui la préconisent, une fois réglés les préalables idéologiques, la mise au point du programme serait une affaire de quelques jours, et pareil point de vue nous semble très significatif de leur position.

Ce que désire le Parti Communiste, ce n'est surtout pas un partenaire Socialiste dynamique et plus audacieux que lui, mais bien au contraire un bon vieux parti réformiste, et médiocrement réformiste, unitaire, sans doute, mais qui reprenne seulement ses propositions en y ajoutant un peu d'eau, et c'est exactement à quoi correspond cette conception de la discussion avec le Parti Communiste.

Elle est dangereuse, cette politique qui multiplie les faux-semblants pour faire traîner les choses en longueur et qui reporte toujours d'une étape les discussions des vraies questions.

C'est pourquoi nous pensons que, sur le programme, il faut discuter globalement, ou pas du tout. C'est en discutant avec le Parti Communiste de l'ensemble du contrat de gouvernement que vous pourrez le coincer, lui imposer un minimum de cohérence, et bloquer sa surenchère. La méthode que nous proposent Alain Savary et Guy Mollet, en multipliant les réserves, les atermoiements, les étapes, est la plus mauvaise qui soit vis-à-vis du Parti Communiste, car alors elle le fait apparaître comme le véritable maître d'œuvre de l'unité de la Gauche, elle lui laisse la réalité des initiatives et des avantages de cette unité.

Ce que nous disons, à "unité-rénovation", c'est que pour rééquilibrer la Gauche et modifier le rapport des forces, ce qu'il faut faire, c'est jouer à fond la carte de l'unité de la Gauche et ne plus en laisser le monopole au Parti Communiste, et c'est en ce sens que nous proposons d'engager la discussion sur le contenu du contrat de gouvernement.

Encore une fois, qu'on ne vienne pas nous faire de mauvais procès. Nous disons "engager", et non pas "conclure", car la conclusion du débat, ce n'est pas de

nous qu'elle dépend, c'est des Communistes, et des concessions qu'ils nous feront tant sur les questions de programme, ce qui comprend la politique étrangère, que sur les questions fondamentales, ce qui comprend le fameux problème de l'alternance.
Dans cette optique, c'est nous qui sommes les mieux placés pour profiter de l'union, car tous ces électeurs du centre, et surtout cette énorme masse d'ouvriers qui votent encore à droite, non pas par enthousiasme mais parce que la Gauche leur apparaît divisée et sans attraction, c'est vers nous qu'ils iront, non pas vers le Parti Communiste, qui apparaît comme une machine un peu lourde et un peu sclérosée, mais vers l'organisation la plus dynamique, la plus démocratique, la plus audacieuse et la plus capable d'imagination.
mais la conditions de tout cela, c'est que nous soyons précisément capables de cette audace, que nous soyons capables de cette imagination.
Notre formule de base a été que plus nous renforçons l'unité de la Gauche, plus il faut marquer l'originalité que le Parti, d'ici novembre prochain, avant d'engager la discussion avec le Parti Communiste sur le contrat de gouvernement se donne un programme qui ait un peu plus d'allure que celui du 14 juillet.
Tout n'est pas abandonné dans celui-là mais il y a un point sur lequel il faut le bouleverser ; il faut que notre programme prévoit dès les sept premières années de notre gouvernement, de donner aux travailleurs des responsabilités réelles dans leur entreprise.
(Applaudissements)
Je sais bien que techniquement, intellectuellement, les ouvriers ne sont pas prêts à l'autogestion totale. Il y faudra beaucoup de temps, mais ce que nous pouvons faire dès maintenant, c'est leur donner la responsabilité des principes par décision, les investissements, les emprunts, l'embauche et les salaires. Je n'entre pas dans les détails techniques mais sur ce point, le programme devra être précis et concret.
Quand nous proposons cela, ce n'est pas toujours parce qu'à 20 ans il est de bon ton de paraître révolutionnaire. Cela serait une raison bien médiocre. Non, c'est le réalisme qui, en 1971, alors que l'économie est devenue une machine très complexe, c'est le réalisme qui paradoxalement nous condamne à l'audace. Regardez ce qui arrive à ceux qui refusent la hardiesse et qui veulent se contenter de gérer le capitalisme en faisant du social, comme nos camarades travaillistes en Angleterre ou nos camarades allemands.
Une fois les élections gagnées, eh bien ils sont bien vite submergés par les grèves et l'inflation, parce que les travailleurs ont eu le sentiment que la victoire de la Gauche, c'était leur victoire et qu'il fallait qu'ils en tirent des avantages immédiats, et ils avaient raison de penser cela.
Alors, pour éviter les faillites, eh bien le gouvernement de gauche est condamné à proposer des lois antigrèves avec Harold Wilson, ou à organiser la récession comme le fait Karl Schiller actuellement en Allemagne.
Alors, la classe ouvrière, déçue, les abandonne et tout cela se termine évidemment par le retour triomphal au pouvoir des conservateurs.

Pour éviter cela, d'aucuns viennent nous dire qu'il faudra que les syndicats soient engagés dans le contrat du gouvernement qui liera les organisations de gauche et de cette mystification ils font une panacée !
Cette proposition est inadmissible, car en enlevant aux syndicats leur rôle de contestation, elle nous conduit à leur embrigadement et à une nouvelle forme de stalinisme, et cette proposition est illusoire car ces grèves sauvages que les syndicats anglais et allemands ont été impuissants à éviter alors qu'ils étaient trois fois plus puissants qu'en France, ce n'est certainement pas le syndicalisme français caractérisé par ses divisions qui parviendra à les empêcher !
Si nous voulons éviter qu'à chaque fois les victoires de la Gauche ne finissent dans l'impuissance et la désillusion, si nous voulons éviter l'alternance, car c'est bien de cela qu'il s'agit, il faut aller très vite et très loin. Il faut donner des responsabilités réelles aux travailleurs dans l'entreprise, c'est à ce prix qu'ils comprendront que tout n'est pas possible et qu'ils consentiront des sacrifices parce qu'ils auront compris que dans leur vie de tous les jours, quelque chose a changé.
Mes camarades, j'en ai terminé. Ce que nous vous demandons de voir, c'est que le monde a changé autour de vous. Ce qui était utopique il y a un siècle ou même lors du front populaire et de la libération, est devenu possible grâce à l'évolution technique et sociale.
Karl Marx enseignait que pour passer au Socialisme, il faudrait un haut niveau de développement technique et que le travailleur exploité soit devenu majorité dans la société. Ces conditions semblent enfin remplies, et il serait criminel de ne pas les exploiter.
Il y a un siècle, quand la Commune de Paris montait à l'assaut du ciel, ce n'était qu'un rêve. Aujourd'hui, en choisissant l'unité, la rénovation et l'audace, nous serons dignes des Communards de 1871 et du rêve du passé. Nous ferons la réalité du présent.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Pierret pour la motion K.

Christian Pierret
Camarades, je suis un nouvel adhérent des Hauts-de-Seine et je soutiens devant vous la motion K.
En tant que signataire de la motion K, je suis pour l'union des forces Socialistes sur la base d'un programme commun de gouvernement avec le Parti Communiste.
(Applaudissements)
Nous ne parviendrons à la victoire du Socialisme révolutionnaire que si nous savons préparer la transformation de la société, non seulement par la victoire électorale, mais aussi par une présence militante dans toutes les luttes contre l'exploitation Socialiste.
(Applaudissements)
C'est ce point précis que je développerai devant vous.

Nous ne parviendrons au renversement des structures sociales bourgeoises que si nous savons politiser les luttes sociales, que si nous sommes présents et actifs partout où éclatent les contradictions du capitalisme moderne ; cette nécessité qui s'impose aux militants, repose sur une analyse rigoureuse de la société dans laquelle nous vivons ; l'analyse de la société française nous révèle l'existence de deux classes aux intérêts radicalement opposés.
D'une part, la bourgeoisie détentrice des moyens de production et en particulier des grands monopoles, dont la constitution, puis le renforcement, sont activement encouragés par le gouvernement gaulliste.
D'autre part, la masse grandissante des victimes de l'aliénation et de l'exploitation. Cette masse représente aujourd'hui plus de 93% de la population, si l'on en croit les chiffres qui étaient présents dans une étude diffusée par le CERES.
De quelle couche est formée cette dernière classe ?
Nous ne sommes pas de ceux qui proclament que la notion de classe ouvrière doit être reléguée au musée des idées vétustes. Nous pensons qu'il existe encore en France un grand nombre d'ouvriers au sens classique du terme, dont la statistique montre que la proportion dans la population active est loin de décroître.
Le Parti Socialiste, c'est d'abord cette classe ; c'est celle qui est en contact direct avec la production ; c'est celle qui éprouve, mesure et subit son exploitation plus que tout autre.
mais, nous sommes sûrs que la classe exploitée se compte aussi en dehors des ateliers, et il faut pour cela que le Parti Socialiste appuie sa stratégie sur les couches sociales qui forment dans la classe ouvrière traditionnelle la grande majorité des salariés.
Les employés, les techniciens, les cadres, les enseignants, les chercheurs, les ingénieurs, tous ressentent le poids d'un système qui pour satisfaire sa soif de profit, écrase l'homme dans son travail, dans ses loisirs, dans son éducation, dans son cadre de vie.
C'est pourquoi nous proposons d'orienter le Socialisme, c'est-à-dire les militants Socialistes vers une participation a toutes les luttes sociales. Nous ne voulons pas d'un parti qui laisse au PSU, gauchiste, ou PCF, le monopole des luttes concrète.
(Applaudissements)
On nous a parlé tout à l'heure des centristes, des Duhaméliens, des Giscardiens, mais le Parti que nous voulons faire doit-il être le Parti qui satisfasse les appétits de quelques dirigeants ou doit-il être le Parti qui exprime les aspirations de l'ouvrier soumis aux cadences infernales, du salarié qu'on entasse dans des métros surchargés, du cheminot qui est aujourd'hui en grève ?
(Applaudissements)
Dans cette lutte, qu'il soit clairement affirmé que nous refusons d'élever aucune exclusive dans l'action concrète à l'égard de tout mouvement de gauche, d'extrême gauche ou même gauchiste, pourvu que ces mouvements ne se réclament pas de quelques spontanéité aveugle et irresponsable.

Au prix de cet engagement concret, affirmé, et je dirai surtout à ce prix, le Parti Socialiste sera vraiment rénové et marchera vers une authentique victoire contre le capitaliste monopoliste.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Heutte, toujours pour la motion K.

Heutte

Camarades, je suis aussi un nouvel adhérent et je vois qu'on m'a donné un petit papier où il y a écrit : "Abrège". Je serai donc le plus bref possible après les grands ténors, c'est les amateurs du dimanche, et je pense que vous en avez assez d'entendre...
(Applaudissements)
Je suis de ceux qui, avec beaucoup de camarades, non organisés, ont soutenu la motion K, et nous nous sommes répartis les points d'intervention. Je voudrais simplement vous dire que nous considérons qu'il est très important d'insister sur l'aspect international de nos luttes.
Je pense que ce n'est pas l'Internationale qui est à ranger dans le folklore Socialiste, et que cela ne consiste pas simplement à passer un disque pour couvrir un peu les bruits de fond. Or, cela a été heureusement rappelé dans quelques unes des interventions, mais, dans les motions que nous avons lues, cet aspect est très peu évoqué.
Il nous semble que sur deux points, celui de l'Europe et celui du tiers monde, il est nécessaire de bien préciser les choses.
Il est sûrement peu réaliste de vouloir réaliser une France Socialiste dans une Europe qui ne le serait pas, et nous pensons qu'il faut organiser au niveau de la recherche, de la formation, de la réflexions et de l'action, une concertation au niveau des partis Socialistes européens, que nous avons besoin de développer cet aspect de solidarité européen des travailleurs.
Deuxième point qui nous semble très important : la dualité récente à propos du pétrole algérien nous l'a rappelé, c'est la solidarité avec le tiers monde. En effet, comment pourrions-nous essayer de lutter pour le mieux être du monde occidental si nous nous désintéressons des luttes qui peuvent se placer au plan international ?
Je crois que nous voulons que ce point ne soit pas escamoté et je laisserai les camarades qui savent mieux parler que moi, le reprendre plus en détail.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jeannette Brutelle.

Jeannette Brutelle

Camarades, il y a plus de huit ans, au lendemain des élections législatives de 1962, a été posé à un conseil national de la SFIO le problème du regroupement

Collection Jean Jaurès

des Socialistes dans un même Parti aux méthodes et aux structures adaptées aux conditions du combat Socialiste de notre pays.
L'idée a cheminé lentement, péniblement. Enfin, sans être au bout de notre route, nous atteignons une nouvelle étape. Alfortville et Saint Gratien se retrouvent dans cette même salle et d'autres courants, comme des individualités, sont venues les y rejoindre.
Quelle était donc la valeur réelle des obstacles ? Quel était donc le fondement des arguments qui ont empêché que tout cela se fit plus tôt ?
Comment a-t-il fallu attendre tant d'années pour que la conscience de notre faiblesse et de nos divisions finisse par l'emporter ?
Ce n'est pas pour apporter ici une nuance de tristesse que je pose ces questions. Si nous n'avons pas réalisé une unité plus large plus tôt, si à cause de cela nous n'avons pu à temps recréer dans l'opinion un choc et lui offrir un espoir en des heures où son attente était plus évidente, si nous n'avons pas su devancer mai 1968, lui donner un autre sens, une plus grande force, et l'inscrire dans une perspective de mouvement plus réaliste et plus efficace, il ne sert pourtant à rien de gémir sur ces dernières années.
Si je demande que chacun de nous s'interroge en conscience sur la valeur réelle des obstacles que nous n'avons pas su franchir plus vite, c'est pour que nous sachions en tirer les leçons à l'égard d'autres Socialistes qui sont encore hors de cette enceinte et pour inviter à ceux-ci à prendre à leur tour conscience plus vite de la vanité de nos divisions, car pour aujourd'hui, camarades, il faut nous réjouir du pas accompli. Il s'accomplit sans contraintes et nous devons savoir le faire ressentir à l'opinion sans nulle gêne et sans force honte afin qu'elle en mesure pleinement la portée.
Puisque certains des nôtres ont souligné que les fins de Congrès constituent un spectacle déprimant 9 fois sur 10, il convient que celui-ci puisse être classé dans le bon dixième.
Certes, camarades, nous savons bien qu'à la fin chacun de nous n'y trouvera pas tout à fait son compte. J'en connais pour lesquels le débat n'aura pas eu toute l'ampleur idéologique qu'ils souhaitaient, et d'autres auxquels il manquera la référence à un point de programme qu'ils ont à cœur. Chacun doit bien se persuader que tout ne peut être l'affaire d'un Congrès comme celui-ci. Ses organisateurs ont à mon sens bien fait d'en limiter l'ordre du jour à peu près essentiellement aux structures et aux thèmes d'orientation. En ce qui me concerne, je m'en tiendrai à cet ordre de préoccupation. Je ne vous entretiendrai donc pas des problèmes sous l'angle où nous les avons étudiés depuis deux ans dans le secteur promotion féminine du Parti Socialiste. Au demeurant, ces travaux pourront être apportés et confrontés à d'autres, repris et approfondis et trouveront en d'autre temps leur sanction.
Je veux seulement manifester ma préoccupation de voir le Parti tel qu'il sortira de nos Assises, donner enfin vraiment l'impression de présenter un attrait nouveau pour tous ceux que le Socialisme tente et qui restent jusqu'à présent hors de nos rangs sinon hors de notre influence.
On parle beaucoup aujourd'hui et presque partout dans nos rangs de rénovation. On parle d'ouverture avec raison, on redit une fois de plus qu'il faut pour les

militants une action de formation systématique, qu'il faut organiser des stages ou créer des écoles, qu'il faut apprendre à utiliser les moyens nouveaux de diffusion, qu'il faut aussi organiser la recherche théorique.
A propos d'ouverture, la motion qui a reçu notamment les signatures de Mermaz et Pontillon précise qu'elle attend un renouveau qu'elle désigne sous le terme de renouveau sociologique.
Souvent, camarades, de tels problèmes ont été débattus entre nous. Il est essentiel, c'est vrai, que nous parvenions à les résoudre, il ne convient pas que le Parti continue de reposer sur sa section traditionnelle unique, si celle-ci se referme sur elle-même pour tenter de s'éclater à chaque fois trop tard, qu'en période électorale.
Camarades, ce n'est pas au fond, croyez-moi, de la plus ou moins bonne qualité des articulations que nous mettrons sur le papier que dépendra la valeur de notre action en ce domaine. Ce n'est même pas une question de volonté, de dynamisme, des militants et de leur courage à s'afficher comme Socialiste dans les milieux qu'ils fréquentent que dépendra le résultat de cette indispensable action.
C'est aussi, camarades, de l'intérêt que présenteront pour les militants les manifestations et les activités que nous proposons, au réseau de sympathisants qui nous rassemblerons ensuite entre nous.
Il est vrai, et avant tout, que le résultat dépendra de l'image que d'une façon générale le Parti aura su donner de lui-même, et de la façon dont nous saurons exprimer comment le Socialisme intègre les problèmes qui préoccupent à notre époque ceux auxquels notre vocation est de faire appel pour se joindre à notre combat.
J'ai évoqué, camarades, au début de cette intervention, et sous un certain aspect, les événements de mai 1968, je ne parlais pas du mouvement de mars, je songeai à la première vague qui donnât naissance à cette grande marée. Je songeai en même temps à la grande incertitude, au désarroi d'une partie de cette jeunesse qu'on a trop souvent tendance soit à condamner sans chercher à la comprendre et sans prendre la mesure de nos propres responsabilités dans son état, soit à la suivre et à la flatter dans un même mouvement de lâche refus d'analyse.
(Applaudissements)
Avant que tout cela ne démarre, camarades, les étudiants Socialistes avaient depuis plusieurs mois, au prix d'efforts continus, et malgré leur petit nombre, réussi à restructurer et s'étaient implantés un peu partout, à quelques semaines, trois semaines peut-être avant les événements, ils s'étaient réunis en Comité national et avaient échangé leurs informations sur les activités des éléments gauchistes et sur les chances d'impact de leur action. Ils s'étaient séparés convaincus de la nécessité, par tous les moyens, de développer leur propre action, mais aussi convaincus de l'impossibilité pour les groupuscules gauchistes, d'entraîner les étudiants ; cela camarades, il faut que l'on médite.
Pourquoi notre présence, même de qualité, était-elle si faible en milieu étudiant ? Pourquoi passions-nous à côté de la prévision possible de l'événement ? Pourquoi aussi le Parti Communiste, plus puissamment organisé, passait-il lui-même à côté ? Le problème reste tout entier celui du parti, qui va demain devoir

s’affirmer comme une espérance à faire renaître, qui ne distingue pas le travailleur en cravate du travailleur en bleu, ou les citoyens selon leur âge, ou selon leur sexe.
Il y a certes des solutions adaptées à certains problèmes propres aux jeunes, et ils sont nombreux ; mais il y a surtout l’espérance d’un nouveau type de société à laquelle ils aspirent dans leur grande majorité, plus ou moins confusément, dont nous ne pouvons espérer tracer à l’avance les plans, mais dont notre parti doit savoir démontrer qu’il incarne à la fois les principes et qu’il déborde de la volonté de faire prévaloir son action.
Arrivé à ce point, camarades, je m’en voudrais de ne pas dire un mot des femmes. C’est un problème différent, c’est vrai, et ce n’est pas sous l’angle des mesures à insérer dans notre programme que je veux en ce jour l’aborder.
C’est pour rappeler à nos camarades masculins qu’un programme existe, que les Socialistes en posant le principe de l’émancipation de la personne humaine l’ont posé pour nous tous et toutes, sans distinction de sexe.
De nombreux Socialistes nous l’avons souvent dit et rappelé, ont toujours cru que l’émancipation de la femme, c’est la transformation de rapports sociaux entre les individus des deux sexes, résulterait de la part de plus en plus grande que la femme serait amenée à prendre dans la production nationale.
Que certains le déplorent ou non, le phénomène est en train de s’accomplir, engendrant au niveau des foyers des répercussions auxquelles de nombreuses mentalités d’hommes n’ont pas été préparées, par leur formation traditionnelle et auxquelles ils s’adaptent mal.
Ce phénomène, dans notre monde de production à tout prix, ne connaîtra pas de si tôt un ralentissement. De nos jours camarades, sept millions de femmes sont dénombrées comme participant à la production et accèdent peu à peu aux postes de responsabilités.
A mesure que ce phénomène se développe, la mentalité féminine évolue et se transforme. Cela aussi est un problème qui ne devrait pas prendre de court les Socialistes s’il finit un jour par engendrer des manifestations d’une certaine importance.
Si nous ne voulons pas connaître les excès et les débordements qu’annoncent certaines thèses défendues avec vigueur dans certains milieux féminins, Américains par exemple, si vous voulez, camarades Socialistes, que le Socialisme dont nous voudrions assumer la plus haute représentation et refléter la meilleure image, soit en tout fidèle à sa mission, il faudra bien que nous parvenions à modifier nos comportements sur ce sujet.
Je l’ai souvent dit : je ne suis pas favorable à la division de l’action entre les Socialistes hommes et les Socialistes femmes. Je suis pour l’intégration du mouvement. mais si les organismes de réflexion sur les problèmes de la promotion féminine, les groupes d’éducation et de propagande, doivent, selon moi, être mixtes, il ne suffit pas non plus qu’à l’heure des élections, chacun s’aperçoive que les femmes votent, qu’elles constituent 50% du corps électoral.
Des problèmes plus graves et plus élevés sont posés, qui évoluent eux aussi maintenant avec rapidité et dont nous devons avoir l’honneur, en Socialistes, de

les poser en termes de justice et d'équilibre, dans le respect des tendances caractéristiques naturelles de chaque sexe.
A ces problèmes camarades, le Parti devra désormais se consacrer davantage qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, s'il veut être réellement capable d'aborder au niveau de l'idéal et du quotidien les problèmes et apporter des réponses aux questions de notre temps.
Le problème de la décolonisation et celui de l'évolution de la femme apparaîtront peut-être un jour comme les deux phénomènes politiques les plus importants de cette fin du 20ème siècle. Je souhaite que nous soyons tous conscients, et à temps, de la signification et de la place que ce dernier doit prendre dans nos préoccupations. A défaut d'y parvenir, nous risquerions à échéance désormais relativement peu lointaine, de favoriser la naissance d'une force politique autonome pour la libération de la femme, qui serait un nouveau facteur de désintégration des forces de progrès.
J'espère que par un effort de recherche théorique et par son action de chaque jour, le Parti apportera la preuve, dans ce domaine aussi, qu'il mérite la confiance des millions de citoyennes parce qu'il porte la juste espérance de la femme, inquiète de sa condition.
Je sais, camarades, d'expérience, ce que cela représente de changements, et quels efforts il faudra pour y parvenir, et pourtant, j'ai confiance ! (Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Pierre Cot ; ensuite, Gérard Jacquet.

Jean-Pierre Cot
Mes chers camarades, il semble que les Socialistes se rallient massivement à une politique d'union de la Gauche. Nous avons entendu, depuis le début de ce débat, fort peu de voix discordantes sur ce point. Pour l'essentiel, nous sommes d'accord pour rechercher l'union de la Gauche et nous sommes d'accord pour condamner toute forme d'alliance centriste.
Je me félicite de ceci ; je me félicite de ces positions, je me félicite de cette quasi-unanimité sur ce point fondamental. Que de chemin parcouru depuis naguère encore, sur cette option politique fondamentale, sur ce seul espoir pour les Socialistes de France !
Mais si je me félicite de cette unanimité ou de cette quasi-unanimité, laissez-moi vous dire qu'elle éveille en même temps quelques craintes chez moi. Je souhaiterais que ce Congrès qui doit affirmer sa détermination dans cette politique d'union de la Gauche, le fasse nettement et que la recherche d'une unanimité ne dilue pas notre détermination.
Il y a en effet plusieurs dangers qui nous guettent et je suis certain que nous les surmonterons.
Le premier, c'est celui de sirènes séduisantes de l'imprécision. Nous avons entendu dire que l'essentiel, pour ce nouveau parti, c'est d'abord l'ouverture. Nous avons entendu dire qu'en fin de compte, il fallait surtout nous doter de dirigeants dont le passé témoignerait de la politique d'avenir. Nous avons entendu dire qu'au fond, l'essentiel c'est que la confiance faite aux hommes et

non pas la détermination sur un texte... Cet attrait de l'imprécision me semble receler deux dangers.
Le premier, c'est qu'un Congrès est fait pour marquer l'option politique d'un parti et non pas pour abdiquer ses responsabilités, face à une direction.
L'objection, c'est que nous avons trop souvent connu, - et cela est vrai, camarades - des motions magnifiques, mais qui n'étaient jamais appliquées.
Seulement, le progrès, cela consiste à faire appliquer les motions, ça ne consiste pas à y renoncer, et à laisser un blanc seing à une direction !
(Applaudissement)
Je crois que sur ce point, un motion nègre blanc, une motion qui manquerait de netteté, serait une désillusion terrible pour nos militants, serait une désillusion terrible aussi pour tous ces nouveaux adhérents potentiels que nous avons pu voir dans nos fédérations et qui attendent pour se déterminer que d'Épinay sorte une ligne politique nette.
Le second danger, découlant d'une motion imprécise, d'une motion insuffisamment déterminée, serait l'échec que nous rencontrerions quant à l'impact de nos travaux dans le pays.
En effet, face aux hésitations de la majorité, face à cette morosité qui se manifeste, seule une ligne politique claire peut offrir une alternative crédible.
Certes, André Chandernagor nous a parlé de ses chers électeurs marginaux... de ceux qui font la balance, de ceux qu'il faut cajoler afin d'obtenir une majorité au Parlement... et c'est vrai, les élections se font grâce aux électeurs marginaux. Mais, camarades, il n'est point besoin d'être savant en la matière pour se rendre compte que la Gauche n'a jamais pu l'emporter en séduisant le centre et que la seule manière pour la Gauche de l'emporter a toujours été de forcer la conviction des hésitants : 1936, 1945, 1956.
(Applaudissements)
En sens inverse, plus récemment, l'échec du cartel des "Non" en 1962, face à tout de même ces espoirs qu'ont été 1965 et 1967...
Or, une majorité existe dans ce parti pour affirmer sa détermination sans ambiguïté.
Certes, une minorité existe aussi, qui préférerait le choix centriste et c'est son droit... Un jour, vous aurez peut-être raison... Mais aujourd'hui en tout cas, vous n'avez pas raison, et en attendant, je demande à cette minorité de ne pas empêcher cette politique d'union de la Gauche de se faire sur des basses nettes, car vous le savez aussi bien que nous, c'est la seule solution actuelle et si vous empêchez cela, vous perdrez comme nous, comme le Socialisme.
Le problème principal est donc de dégager les bases d'un accord de la majorité du Congrès sur les moyens de précipiter cette union de la Gauche et je voudrais m'en tenir ici aux points essentiels et écarter l'accessoire, sinon le secondaire, à savoir le problème de nos rapports avec les radicaux, avec les républicains de progrès, car ce problème, camarades, de toute évidence, a un caractère second.
Si la dynamique de l'union de la Gauche peut être mise en marche, il se résoudra de manière relativement simple. En tout état de cause, il serait criminel de créer un point de rupture dans la Gauche du parti sur ce point.

Contribution Jean Jaurès

Reste le problème du rapport avec le Parti Communiste et ici, les motions et plus encore les interventions à la tribune ont marqué de larges plages d'accord. Je songe à l'intervention de Gazier tout à l'heure, dans laquelle il marquait un certain nombre de points sur lesquels nous pouvions nous retrouver. Il y a un point qui fait difficulté et c'est ce point que nous devons essayer de résoudre avec netteté : celui du programme de gouvernement avec les Communistes, celui des conditions de discussion du programme de gouvernement.
Le CERES. crie au feu, il dit qu'il y a urgence... Je crois pour ma part qu'il a parfaitement raison...
(Applaudissements)
Qu'il a raison sur ce plan et qu'il faut en effet aller vite, qu'il serait inadmissible de faire traîner le débat idéologique alors que le temps presse, qu'il y a une certaine forme de nonchalance dans nos rapports avec le Parti Communiste, qui constitue un danger.
Seulement - et j'irai plus loin que lui - le CERES en conclut : commençons à discuter dans six mois. Moi, je dirais volontiers : commençons à discuter dès lundi. Mais sur quoi ?... Et ici se pose le problème des préalables, ou plus exactement je préférerais dire le problème du préalable.
Du document de décembre 1970, ressortent en effet certains points de désaccord avec le Parti Communiste qui sont naturels. D'autre part, sur d'autres points, il y a des désaccords fondamentaux - et là encore je crois que le CERES a raison - qui pourraient être résolus dans le cadre d'une négociation sur le programme de gouvernement.
Je ne crois pas qu'il faille retenir tous les points du débat idéologique pour faire de cet ensemble - avec les dangers que comporterait une temporisation - un ensemble de préalables. Il y a tout de même un point irréductible, un point que toutes les motions ont reconnu comme tel : c'est celui de la conception même de la légalité et du fonctionnement du régime démocratique. C'est un fondement irréductible de notre doctrine, nous le savons, et c'est un point sur lequel personne n'envisage un accord avec le Parti Communiste sur un programme de gouvernement si nous n'avons pas obtenu de réponse satisfaisante.
D'ailleurs, nous notons que le Parti Communiste a tout de même changé, que le Parti Communiste s'est sérieusement rapproché de nous sur plusieurs aspects de ce qu'on pourrait appeler la garantie démocratique, sur le pluralisme des partis, le pluralisme des syndicats... Voilà des points importants du document de 70 qui n'ont échappé à personne.
Reste le fonctionnement de la démocratie. Sur ce fonctionnement, sur les conditions du fonctionnement de la démocratie, le Parti Communiste ne dit pas non, vous l'avez remarqué ; il dit : le problème est mal posé. Il dit : il faudrait peut-être reformuler la chose... En d'autres termes, le Parti Communiste n'a pas envie de répondre, et je le comprends. Je le comprends, parce que c'est un point de doctrine fondamental pour lui et que cela impliquerait une révision déchirante... Seulement, c'est la raison même pour laquelle nous exigeons du Parti Communiste une réponse sur ce point, avant d'engager le programme de gouvernement.

Il y a en effet irresponsabilité à vouloir engager immédiatement le programme de gouvernement, alors que nous ne savons même pas si sur ce point précis nous pourrons gouverner avec le Parti Communiste !
En outre, engager dès maintenant la discussion sur le programme de gouvernement envenimerait le contenu même de ce débat, envenimerait ce débat à l'égard de nos militants qui seraient hésitants, l'envenimerait bien sûr à l'égard de l'opinion publique et croyez-moi, camarades, nos adversaires se feront un plaisir de dénoncer ces discussions tant que cette hypothèque ne sera pas levée.
Enfin, j'estime - et je terminerai là-dessus - que c'est justement parce qu'il y a urgence qu'il faut régler ce problème au préalable et c'est justement parce qu'il y a urgence qu'il faut obtenir la réponse du Parti Communiste.
Ou bien le Parti Communiste est prêt à répondre vite sur cette question des garanties démocratiques et alors qu'il le fasse au plus tôt ; ou bien le Parti Communiste n'est pas prêt à répondre sur cette question des garanties démocratiques et il vaut mieux, pour l'avenir du Socialisme en France qu'il dise non au plus tôt, qu'il prenne ses responsabilités au plus tôt, car sans cela, la discussion n'aurait aucun sens !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gérard Jaquet.

Gérard Jaquet
Camarades, il est clair que l'enjeu de ce Congrès, qui est de créer une organisation Socialiste puissante et combative, constitue une des conditions premières du redressement de la situation politique en France.
Nous sommes en effet, depuis plusieurs années, en pleine contradiction et en pleine incohérence.
Les Français sont mécontents, et ils manifestent de plus en plus souvent leur ressentiment avec violence. Ce n'est plus de la morosité et de l'ennui, comme semblaient l'admettre les hommes au pouvoir, lorsqu'ils ne peuvent plus complètement camoufler la réalité. C'est de l'amertume, c'est de la colère, qui s'emparent de la plupart des couches sociales du pays.
Et pourtant, chaque fois que les Français sont consultés, les partis au pouvoir, responsables du malaise actuel, recueillent un important contingent de suffrages.
Il y a plus grave et plus paradoxal : les Français, en nombre grandissant, condamnent les méfaits d'une société industrielle dominée par la loi du profit, comme nous ils sont persuadés que le triomphe de la véritable égalité des chances, de la responsabilité du citoyen de la pleine libération de l'homme ne pourront devenir des réalités que par l'avènement d'un nouveau régime, et pourtant des organisations Socialistes dont la mission est de traduire ces aspirations restent faibles.
Pourquoi ces contradictions au moins apparentes ?
Précisément, si la situation politique reste incohérente s'est essentiellement parce que les formations Socialistes n'ont pas réussi à s'imposer suffisamment au cours de ces dernières années et ne possèdent pas dans le pays l'audience qui devrait être la leur.

Fondation Jean Jaurès

Sans un Parti Socialiste puissant, l'opposition n'apparaît pas comme une force crédible et de nombreux Français mécontents, qui devraient combattre à nos côtés, acceptent souvent par résignation, par crainte de l'inconnu d'apporter leurs suffrages aux hommes en place.
Il n'est évidemment pas question d'excuser une telle attitude, mais il faut savoir qu'elle existe et qu'elle explique dans une large mesure les contradictions de la société actuelle.
Il est donc indiscutable que notre tâche première est de créer un Parti Socialiste puissant, uni, efficace, qui saura par son action et son audience faire renaître confiance et espoir.
Nous nous réjouissons des efforts persévérants qui ont permis la réunion de ce Congrès. Nous nous en réjouissons, mais nous aurions tort de considérer que l'entreprise s'achève, elle connaît certes un nouveau départ, mais l'essentiel reste à faire.
L'essentiel, c'est tout d'abord de faire entrer dans l'organisation commune tous ceux qui partagent nos préoccupations, nos inquiétudes et nos espérances. Certains hésitent encore, et hésiteront encore au lendemain de ce Congrès, mais il faudra progressivement vaincre leur méfiance, les décider, les entraîner.
Comment y parvenir ?
Tout d'abord, et je crois que c'est un des aspects importants de notre tâche, par un effort puissant de novation et d'adaptation.
Que doit-on entendre par novation et par adaptation ?
Je sais que ces termes irritent un certain nombre de nos amis qui considèrent que le Socialisme est fixé une fois pour toutes, et est fait de principes qui n'ont nullement besoin d'être revue ou adaptés.
En fait, il ne s'agit nullement dans mon esprit de revenir sur les principes fondamentaux du Socialisme, et d'en présenter une image dévaluée ou défigurée, nous savons que la réalisation complète de nos exigences impose la disparition des structures capitalistes, nous l'avons d'ailleurs dit tous ensemble dans une déclaration de principes que personne n'a remise en cause à l'occasion de ce Congrès, mais il ne suffit pas de présenter ainsi à l'opinion l'objectif que nous voulons atteindre, il faut aussi lui montrer comment et par quel moyens nous entendons l'atteindre.
Il faut dire notamment clairement, avec réalisme et sans démagogie, par quelles transformations et par quelles réalisations se traduirait la première étape sur la voie de la construction d'une société nouvelle.
Au cours de ces dernières années, on nous a souvent reproché certaines contradictions entre notre souci de défendre jalousement notre pureté doctrinale et une certaine tendance dans l'action quotidienne à accepter volontiers des compromis.
Il ne s'agit pas de dire aujourd'hui si le reproche est fondé ou non, et d'ailleurs s'il l'est même partiellement, nous sommes nombreux ici même à en porter la responsabilité, et je me range parmi ceux là, mais c'est un fait que le reproche est exprimé et qu'il éloigne de nous des hommes qui devraient être à nos côtés.
Cette contradiction doit nous amener à donner plus d'importance encore à la définition de l'action que nous devons entreprendre au cours des prochaines

années. Il faudra dire clairement ce que nous voulons et comment nous voulons le faire, montrer quelles sont les difficultés que nous risquons de rencontrer sur notre chemin et quels moyens nous avons prévus pour tenter de les surmonter. Il ne s'agit pas de promettre tout et le contraire de tout, cette méthode a peut-être été payante à une certaine époque, elle ne l'est plus aujourd'hui. L'opinion sait que la démagogie est inutile et que rien ne se fait instantanément, mais elle est en droit d'exiger de nous que nous lui disions clairement ce que nous ferions si nous avions demain la responsabilité du pouvoir ! Elle désire aussi être convaincue que nous sommes bien décidés, dans une telle circonstance, à faire ce que nous aurons promis, et tout ce que nous aurons promis.

C'est donc avec cette volonté de s'inspirer de réalisme et d'efficacité que nous devrons demain entreprendre l'élaboration d'un programme à court et moyen terme.

Au cours d'une étude qui demandera de la réflexion et de l'imagination, nous devrons mettre l'accent sur les nécessaires transformations économiques, sociales à accomplir, mais aussi sur tous les problèmes concrets qui contribuent si largement à accroître l'inquiétude de l'homme de notre époque, je pense aux problèmes de l'environnement qui prennent des aspects multiples et si mal connus encore.

Cette définition de notre action à court et moyen terme est donc essentielle ; pourtant, il ne s'agit là que d'un aspect de notre entreprise pour faire connaître notre pensée, pour associer à nous tous ceux qui le désirent ; pour agir plus efficacement sur les événements, l'effort de novation et d'adaptation devra porter aussi sur le fonctionnement du Parti, sur son style, sur ses structures, sur ses méthodes de propagande pour lui permettre de pratiquer une politique de large ouverture et de mieux répondre aux exigences de la vie actuelle.

Ce sont là des problèmes que nous examinerons par la suite, mais ils sont loin d'être d'une importance négligeable.

C'est ainsi que notre Parti pourra recueillir la confiance et redevenir le véritable pôle d'attraction de la vie politique française, qu'il pourra affirmer sa vocation majoritaire.

Qu'entendons-nous par là ? Nous n'avons pas l'illusion que nous pourrons, comme par un coup de baguette magique, conquérir la majorité du pays, nous voulons dire tout autre chose, nous considérons que nous devons répondre par notre action et par nos solutions à l'attente et aux préoccupations de la majorité des Français et que tous les efforts doivent être entrepris par nous pour que cela apparaisse clairement.

Majorité des Français, cela veut dire selon nous tous ceux qui sont exploités de près ou de loin par le régime actuel et qui doivent se reconnaître dans le Socialisme : c'est en leur apportant une réponse valable que nous pourrons pleinement devenir un parti à vocation majoritaire.

Il est évident qu'un Parti Socialiste puissant, décidé à gagner l'opinion pourrait se poser dans un esprit beaucoup plus libre le problème de son environnement, car c'est autour de lui que se feraient alors les regroupements.

Les contacts récents entre le Parti Radical et le Parti Socialiste ont montré qu'un accord était possible, non pas de construire avec les radicaux une société Socialiste, mais pour franchir avec eux une première étape.
Les démocrates ou les républicains de progrès, peu importe l'appellation, qui, comme nous, condamnent les effets les plus néfastes du régime capitaliste et qui avec nous accepteront le combat de la Gauche devront nous rejoindre pour coordonner leur action avec la nôtre.
C'est ainsi que pourra se constituer un front démocrate et Socialiste.
Où en est le PSU ? Que devient-il ?
Il va tenir son Congrès dans quelques jours, on nous dit qu'il sera agité et que des événements peuvent s'y produire. Je ne suis nullement hostile à l'idée d'une prise de contact avec lui et peut-être ultérieurement un dialogue, car il y a au PSU d'indiscutables démocrates de gauche qui devraient être à nos côtés aujourd'hui.
(Applaudissements)
Le problème du Parti Communiste est, bien entendu, essentiel, car nous sommes bien d'accord pour affirmer que l'union de la Gauche doit rester l'axe de notre stratégie.
Le Parti Socialiste a engagé avec le Parti Communiste ces derniers mois un dialogue idéologique. J'y ai participé et j'ai pu, comme tous les Socialistes qui se trouvaient à mes côtés, faire un certain nombre de constatations.
Il est, à mon sens, indiscutable que les convergences entre Socialistes et Communistes sont importantes et que le Parti Communiste a évolué au cours de ces dernières années, mais il est également évident que des divergences subsistent et qu'elles sont mêmes, sur certains problèmes, de caractère fondamental.
C'est en fonction de ces constatations que nous devons préciser notre attitude : il est clair tout d'abord qu'un Parti Socialiste puissant, rééquilibrant la Gauche, attirant à lui de nouvelles couches de la population, recréant dans le pays un courant de confiance, pourrait agir plus efficacement sur le Parti Communiste et accélérer son évolution.
Mais dès maintenant, nous devons nous réjouir des progrès constatés, il ne faut pas les minimiser.
Nous devons aussi clairement montrer sur quoi portent les désaccords, car rien ne serait plus dangereux que d'entretenir l'idée ou de laisser s'accréditer l'idée que toutes les divergences qui nous séparent du Parti Communiste pourront être facilement et rapidement surmontées.
Les illusions que nous aurions ainsi laissé s'accréditer, se créer ne tarderaient pas, en effet, devant la persistance des controverses, à céder la place aux déceptions et l'opinion ne nous pardonnerait pas de ne pas lui avoir dit toute la vérité.
Selon moi, le dialogue doit se poursuivre.
Il est évident que le problème serait facilité si le Parti Communiste nous apportait, dans un délai plus ou moins rapproché, des réponses plus favorables sur les problèmes controversés.

Fondation Jean-Jaurès

Je prends un exemple après bien d'autres : l'alternance au pouvoir. Sous cette formule, nous entendons dire qu'un gouvernement de gauche devra avoir à cœur de respecter avec intransigeance la loi de la démocratie ; cela signifie notamment que s'il n'a pas été capable de garder la confiance de la majorité du pays, nous le regretterons, certes amèrement, mais nous devrons cependant lui demander d'en tirer les conséquences.

C'est là le problème qui a été controversé et sur lequel le Parti Communiste ne nous a pas porté de réponse claire. Marchais a déclaré que le Comité central réexaminerait la question. Si à la suite de ce nouvel examen, un pas était fait vers nous, cela faciliterait nos relations futures avec le Parti Communiste.

Faut-il aller plus loin ?

Une des motions soumises à nos discussions demande que sur des problèmes importants et d'une portée sociale indiscutable, des solutions législatives communes soient élaborées, déposées en commun au Parlement, constituant ainsi un véritable plan législatif.

J'avoue que cette proposition ne m'enthousiasme pas, et même si un accord politique global était conclu avec le Parti Communiste, je ferais les mêmes réserves.

L'action au Parlement, lorsque nous sommes dans l'opposition, je n'en exagère pas l'importance, mais je n'en sous estime pas la portée, car elle doit, si nous le voulons et si nous savons l'utiliser, fournir en permanence au Parti des outils très sérieux pour sa propagande. Sur tous les problèmes, nous devons apporter nos solutions, défendre nos conceptions, nous devons le faire au nom de notre Parti et sur ces bases nous devons ensuite organiser notre propagande et populariser nos solutions.

Les Socialistes ont toujours agi de cette manière. Vous m'excuserez de rappeler un souvenir bien ancien, d'une période glorieuse : au moment du Front Populaire, un programme commun de la Gauche a été élaboré. Socialistes, Communistes et radicaux siégeaient ensemble au sein du Comité de rassemblement populaire, une délégation des gauches existait au Parlement, et même un Comité d'entente particulier réunissait le Parti Socialiste et le Parti Communiste ; cependant, à aucun moment l'idée d'un plan législatif commun n'a été envisagée, car le Parti Socialiste tenait essentiellement à préserver toutes ses possibilités de propagande et le caractère originel de son Parti.

Je crois que c'est aujourd'hui plus nécessaire encore qu'à cette époque, précisément à un moment où nous créons un nouveau Parti qui aura besoin pour se donner sa véritable image de s'affirmer nettement dans tous les domaines, aussi bien dans le pays qu'au Parlement.

Je fais donc de sérieuses réserves sur la proposition de plan législatif qui nous est faite par certains de nos amis.

Par contre, je ne suis nullement opposé à certaines ripostes communes au Parlement, comme nous l'avons envisagé, par exemple le dépôt en commun de certaines motions de censure ou l'organisation de certaines interpellations, tout cela est possible et même souhaitable, car tout cela renforce notre opposition au pouvoir tout en préservant la personnalité propre de notre Parti.

Voilà, mes Chers camarades, les quelques réflexions que je tenais à vous présenter.
Au cours de ce Congrès, nous devons nous affirmer clairement et définir sans ambiguïté notre orientation, c'est vrai, je souhaite que nous le fassions massivement, parce que je suis persuadé que dans cette salle un large accord sur l'ensemble est possible.
Je souhaite aussi que nous prenions nos décisions en oubliant nos appartenances anciennes, Socialistes, CIR ou autre. Nos vieilles querelles, aussi bien celles que nous avons connues au sein de nos organisations que celles que nous avons connues entre nos organisations n'ont plus cours aujourd'hui. C'est avec un esprit neuf que nous devons affronter les problèmes qui nous assaillent et que, tous ensemble, nous devons, grâce à notre union, à notre cohésion, assurer le succès de notre nouveau Parti.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Thieffry, je demande à Labarrère de se préparer.

Thieffry
Militant Objectif 1972, je laisse à d'autres camarades le soin de développer les points qui, dans ce mouvement, nous tiennent très à cœur, notamment l'importance pour nous du mondialisme, l'importance pour nous des problèmes avec le tiers monde, l'importance des luttes actuellement dans ce domaine et la maîtrise de ces techniques, la maîtrise des technocrates, je veux surtout essayer ici de porter un témoignage de militant qui avec une équipe a essayé de cheminer vers le Socialisme, à travers un travail concret, dans une volonté d'aboutir ensemble.
Le Congrès, avec ses motions, avec ses mandats, ne doit pas nous faire oublier que la vie passe à travers les hommes, et ces hommes viennent de plusieurs pôles ; nous avons ceux qui souvent de père en fils ont milité d'abord à travers et à partir de conditions de vie misérables pour lutter contre cette misère et savent le prix qu'ils ont dû payer, d'autres viennent de conceptions philosophiques, voire religieuses et, à partir de là, se sont formés à l'idéal de justice, de solidarité auquel ils ne peuvent pas échapper. Tous aujourd'hui comprennent, devant l'évolution de la société, que leur combat est le même et qu'il faut le mener ensemble.
Les pesanteurs du passé, les habitudes de langage, les opinions toutes faites, et on les ressent ici à la tribune, sont souvent difficiles à remettre en cause, et cela risque de freiner les enthousiasmes. Alors, je crois qu'il faut dire : attention, tout ne sera pas fait par le triomphe d'une motion, fut-elle de synthèse. Le nombre de mandats n'est rien, si ces mandats ne sont pas l'expression de la confiance dans les équipes unies vers des buts nets, à travers des diversités d'expression, dans la volonté de vaincre dans un travail quotidien et commun.
Or, à Lille, nous avons eu la chance de travailler ensemble avec des hommes qui se sont fait confiance ; nous avons eu la chance de prouver à travers une campagne électorale dure, sans réserves, que le travail en commun, au coude à

Collection Jean-Jaurès

coude, au niveau du militant de base, pouvait se faire avec efficacité. Il fallait battre le pouvoir, nous avons trouvé l'unité. Merci, monsieur Ortoli !
Nous avons eu la chance aussi de découvrir des hommes qui nous ont fait confiance. Alors, tout en restant fidèle à l'Objectif 72 qui a forgé nos certitudes et nos volontés, les leaders lillois de ce mouvement ont décidé, à titre de témoignage et d'entraînement de venir à ce Congrès à part entière en co-fondateurs de cette nouvelle génération du Parti Socialiste et puisque Pierre Mauroy, entre autres, est notre partenaire, nous affirmons qu'avec des hommes de son esprit, et nous sommes sûrs qu'il y en a beaucoup ici dans cette salle, nous pouvons à partir d'un travail concret, à tous les échelons, à commencer par le plus bas, changer les structures politiques, économiques et culturelles de ce pays.
Tel est le témoignages que je voulais vous porter ce soir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Labarrère.

André Labarrère
Ce Congrès d'unité des Socialistes, espéré, attendu depuis des années, ne vient-il pas trop tard ?
L'opinion, fatiguée par les palinodies récentes, ne comprend pas vraiment. En fait, et nous ne devons pas nous le cacher, cela ne l'intéresse que peu. Même les militants sont sceptiques. Alors, c'est à nous, par un Congrès réaliste, vivant et vrai, de redonner de l'espoir. De ce Congrès doit dater le réveil des militants et l'éveil de l'intérêt du pays.
Nous devons faire avant tout de notre parti un parti plausible. A cela, trois conditions.
Première condition.
Un parti nouveau, ouvert, puissant, d'abord, et surtout par les structures. Tout d'abord contre un appareil qui arrive toujours à être trop puissant, et qui se sclérose dans ses manies et ses exclusives
(Applaudissements)
Contre des tendances trop organisées, qui, au lieu de faciliter la discussion, la bloquent.
(Applaudissements)
Et en particulier, pour un scrutin majoritaire au Comité directeur, le seul qui permet une expression libre, le seul qui donne une représentation véritable aux minorités, aux petites et moyennes fédérations...
(Applaudissements)
Et puis, vous permettrez au militant du fin fond de la France que je suis de rappeler qu'il faut à notre avis des structures régionales...
(Applaudissements)
Et des structures régionales souples, car nous ne voulons pas faire une structure supplémentaire, nous ne voulons pas charger l'appareil, mais il est indiscutable que des rencontres doivent avoir lieu, non seulement avec les responsables

Fondation Jean-Jaurès

fédéraux d'une région, mais avec tous les militants, pour traiter de problèmes précis de la région.
Nous l'avons fait en Aquitaine, nous avons fait une rencontre de ce genre, sur les problèmes agricoles. Je crois qu'il serait bon de multiplier ce genre de rencontre, car les véritables structures naissent de la rencontre des militants.
L'ouverture, également, sur les centres de réflexion que sont les clubs, les groupes d'action municipale, etc...
Mais surtout, mes chers camarades, je voudrais attirer votre attention, même de ceux qui n'écoutent pas, sur la nécessité de la future organisation des Congrès. Quand un militant arrive, qu'il n'est pas toujours au courant de la machine, qui forcément est toujours en marche, comment voulez-vous qu'il ne soit pas lui-même déçu, qu'il ne se sente pas frustré, quand après, dans sa fédération, avoir travaillé une motion, on n'en parle même pas ici ?
(Applaudissements)
Il serait bon, je crois, de prévoir une meilleure information de tous les militants
Deuxième condition.
Pour que notre parti émette des choix clairs, nous savons et nous le répétons tous, que l'union de la Gauche est indispensable, mais avec une signification et une portée nouvelle. Et pour cela, mais oui, poursuivre le dialogue avec le Parti Communiste, mais un dialogue que l'on fasse vraiment connaître, et, sans avoir évidemment la moindre leçon à donner à nos camarades Communistes, qu'eux-mêmes fassent descendre jusqu'à la base.
Est-ce que vous n'avez pas remarqué qu'il y a souvent ignorance profonde, non seulement chez les militants Socialistes, mais chez les militants Communistes, des divergences comme des convergences. Il y a là, je crois, un point à voir. Et puis, entre vous et moi, on nous a souvent comparés à la volaille à plumer. Aujourd'hui, je prendrai une autre comparaison. Nous apparaissons trop souvent comme la petite souris Socialiste en face du gros chat Communiste. Eh bien, débrouillons-nous pour qu'ils comprennent que nous sommes un chat avec des griffes et des yeux clairs.
Car nous ne devons pas non plus faire du dialogue avec le Parti Communiste un épouvantail ou un ravissement, selon l'éloignement ou la proximité des échéances électorales. C'est quand même extraordinaire, on a l'impression que certains viennent ici reposés d'avoir passé les municipales, et prêts à toutes les concessions.
La clarté commence là.
Troisième condition : des hommes nouveaux acceptés par tous.
J'ai été frappé de voir ici des gens qui ont été troublés parce que, parait-il, des leaders vont venir pour bouleverser le ronron du Parti Socialiste. mais, qu'ils viennent, ces leaders, et en nombre, et on les attend de pied ferme !
(Applaudissements)
Parce qu'un parti puissant n'a pas peur des leaders, il en a besoin. Qu'il y en ait, dans notre parti, des personnalités, qui éclatent, des personnalités qui bousculent, et c'est à chacun de nous, à chaque militant, de les cadrer, de les contrôler, de faire en sorte que le leader sache qu'il est avant tout un militant...
(Applaudissements)

Je vous assure que personnellement je serais très heureux, et je ne suis certes pas le seul, de voir à la tête du parti, non pas quelques pâles figures, mais les gens qui ont quelque chose, évidemment, à dire, et qui sont écoutés. Certes, il y a des risques de personnalisation. Je pense que le Parti a le droit de les courir, en a même le devoir, mais nous savons que par notre travail de militants nous empêcherons la personnalisation.
Et enfin, pour terminer, c'est pour cela, pour ces conditions, que nous avons signé, avec d'autres camarades, la motion Mermaz-Pontillon, parce que notre véritable ennemi, c'est l'UDR, ce n'est pas tel ou tel militant Socialiste, ce n'est pas tel ou tel courant.
(Applaudissements)
Et il est quand même extrêmement désagréable de voir que l'on oublie trop souvent que nous devons devenir, grâce à notre travail quotidien, un parti plausible, un parti à vocation majoritaire, un parti adapté aux problèmes actuels.
Et j'avoue que j'ai entendu avec plaisir Jeannette Brutelle, tout à l'heure, nous rappeler le problème des jeunes. Car on oublie trop souvent que le désordre des jeunes n'est qu'un cri. Ah ! Mes Chers camarades - et ceci, sans faire de lyrisme, mais du plus profond de moi-même - si nous pouvions écouter tous ces cris, soit des jeunes, soit des plus défavorisés, si nous pouvions y répondre et que cette réponse soit d'abord dans la réussite totale, sincère, de ce Congrès pour l'unité Socialiste, qui n'est qu'un début ! A chacun de nous de continuer le combat !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mexandeau pour la motion L.

Louis Mexandeau
Je veux être bref. Je voudrais pourtant vous parler d'orientation, dire quelques regrets, regrets que la préparation de ce Congrès n'ait pas été faite avec assez de résolution ni assez d'enthousiasme.
En effet, nous pensons que la publicité a du bon, lorsqu'elle sert de bonnes causes, et celle-là en était une. Et de ce point de vue, 3 500 nouveaux adhérents, si quelques millions d'autres les ont rejoints depuis, nous estimons que cela est insuffisant, et que, Labarrère l'a rappelé à l'instant, l'opinion publique ne s'intéresse pas assez à cette création d'un nouveau parti. C'est un peu quand même de notre faute.
En ce qui concerne l'orientation, on a fait différents vœux. On a fait des vœux à propos de l'orientation politique, on en a parlé, on en parlera encore. Nous souhaitons simplement qu'elle soit claire, sans ambiguïté, dans le cadre de l'union de la Gauche.
On a parlé également et on parlera de l'orientation sociologique. La motion Mermaz prend position là-dessus, elle y insiste, et, du reste, dans notre département, elle a reçu une forte majorité.
C'est d'une autre orientation que je voudrais vous parler, une orientation géographique.
L'orientation géographique, car, en effet, je m'exprime au nom d'un département, au nom d'une région qui, depuis des années, font confiance au

gaullisme, au conservatisme, et il faut bien reconnaître que le gaullisme et le conservatisme ont répondu par une bien amère récompense à cette confiance.
C'est un département, en effet, où le chômage, la sous-qualification, la crise du logement, le désespoir des agriculteurs, contraint au départ, la répression policière et administrative sont des réalités quotidiennes. Eh bien, c'est un département, pourtant, et une région, qui commencent à changer. C'est cela qui est important.
Le département en question, c'est le Calvados, et la région, c'est la Basse-Normandie.
C'est là que réside, en effet, à notre avis, une des chances du courant Socialiste que nous représentons. Il faut voir le nombre et la qualité des camarades qui nous ont rejoints depuis quelques semaines, ou qui s'apprêtent à le faire. Il faut voir aussi qu'il y a 5 ans l'organisation Socialiste qui existait dans le département rassemblait tout au plus 50 ou 60 organisés. Aujourd'hui à la date du Congrès, nous étions plus de 350. Et je crois que cela compte, après un long déclin.
(Applaudissements)
Donc, pas de complexes, camarades, pas de morosité.
Il y a autre chose. Il y a, bien sûr, l'action tenace que nous avons conduite depuis des années, mais il y a aussi ses conditions objectives, qui font que des régions comme l'Est, des régions comme l'Ouest, où, pendant longtemps, le patronat, les notables, terriens, l'église, celle d'hier, ont fait le lit du conservatisme le plus borné, ces régions-là changent. Et c'est peut-être là que réside la chance du Socialisme démocratique.
Je ne crois pas, en effet, que nous pourrons gagner beaucoup sur les anciennes positions du Nord ou du Pas-de-Calais. Je ne crois pas que l'on pourra faire beaucoup plus que revenir à la situation... (Tant mieux si l'on peut, tous nos vœux vous accompagnent)..., je ne crois pas que l'on puisse faire beaucoup plus que revenir peut-être à des positions telles que celles de 1967, dans certaines régions du Midi, mais je crois que la frange que nous devons gagner se trouve beaucoup moins derrière des étiquettes politiques ou des formations qui ne représentent ni le courant Socialiste, qui n'ont même plus parfois de bases sociales, de réalités sociales, mais que cette frange se trouve là, dans cette masse de salariés, d'agriculteurs, qui sont plus ou moins contraints au départ, et qui risquent de passer sans transition de la confiance au gaullisme aux fausses séductions du gauchisme.
C'est pourquoi, si nous savons, grâce à la définition d'une alliance avec le Parti Communiste, qui n'exclut pas une quotidienne émulation, si nous savons trouver la diversité et la souplesse des structures, si nous savons - et là je rejoins entièrement ce que disait Labarrère - en venir à une décentralisation, dans un cadre régional - et il faut bien dire que les militants de province ont souvent l'impression d'être abandonnés ou d'être mis devant le fait accompli par les états-majors parisiens, c'est un sentiment qui est répandu... (applaudissements)... -, si nous savons porter aussi l'attention particulière à la formation des militants, si nous conduisons une action tenace sur les lieux de travail, comme sur les lieux de résidence, à partir des préoccupations concrètes des travailleurs, je crois que

dans une échéance rapprochée, pour le Socialisme démocratique il y aura certainement le succès.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Barthe, de la Garonne.

Barthe

Mes camarades, nous en sommes au Congrès de l'unité, Congrès qui, nous l'espérons tous, sera décisif, qu'il s'agisse de l'union des Socialistes, mais sera décisif aussi, je crois, je l'espère, qu'il s'agisse du contenu politique de cette unité. Et, en particulier, je crois qu'après les nombreuses interventions des orateurs qui m'ont précédé, une clarification doit être faite. Car ces interventions, toutes, ou presque, ont souhaité ou préconisé une orientation d'union de la Gauche. Et je suis pour cette orientation.
Toutes aussi, et là encore je suis d'accord, elles ont insisté sur l'importance du dialogue avec le Parti Communiste visant à résoudre les désaccords importants qui subsistent encore sur des questions fondamentales. Et il semblerait donc, camarades, que les problèmes soient en voie d'être résolus, et que si l'on s'en tenait à une vue superficielle des choses, le Congrès s'acheminerait tranquillement vers un texte d'orientation à gauche, rencontrant un large consensus.
Et le camarade Chandernagor, tout à l'heure, n'a finalement pas caché cela. mais, en fait, le véritable enjeu, maintenant, est ailleurs. Le véritable enjeu de ce Congrès, il est de savoir quelle est la conception que le Parti va avoir de cette stratégie unitaire et quel contenu on donne à la politique unitaire.
Car il est trop facile, finalement, de chercher des applaudissements par de belles envolées lyriques contre les méfaits de la politique gouvernementale, en passant sous silence un élément essentiel qu'est le contenu de cette politique unitaire.
Et je suis un de ceux qui pensent que le problème des relations avec le Parti Communiste est un élément essentiel des débats de ce Congrès, et qu'il faut y fournir non seulement une réponse claire, mais une réponse offensive.
Cette réponse claire, la clarté de cette réponse a une importance fondamentale, je crois, et vis-à-vis des Socialistes non engagés encore, qui ne nous ont pas encore rejoints. Nous en connaissons beaucoup, dans nos fédérations, qui attendent un peu, finalement, les résultats de ce Congrès, car il est vrai que le divorce entre les principes proclamés et les comportements réels a crée depuis longtemps une grande méfiance à l'égard du mouvement Socialiste et démocrate.
Il est donc capital, je crois, aujourd'hui, d'une part de renforcer l'orientation d'Issy-les-Moulineaux, mais aussi de la préciser, et préciser que cette orientation doit aboutir à certains éléments différents, mais complémentaires. Et le premier de ces éléments, c'est celui de la nature des relations que l'on a avec le Parti Communiste, et, à cet égard, je pense que s'en tenir à la formulation d'Issy-les-Moulineaux ce serait un recul, car, avec le dialogue théorique, il faut aujourd'hui engager le dialogue avec le Parti Communiste sur des points précis, discuter sur des points précis, que ce soit la santé, l'éducation, la fiscalité, le mode de gestion de l'entreprise. Ce sera autant d'épreuves entre notre

conception de l'union de la Gauche, celle qu'il faut imposer, et celle qu'en ont encore les Communistes.
Et puis, le second avantage, je crois qu'il découle de cette évidence que les Socialistes ne peuvent espérer vaincre seuls, et que donc, dans ces conditions, la question qui nous est posée par les faits et la réalité politique, celle qui nous sera posée par les électeurs en 1973, elle sera de savoir si nous serons capables de gouverner avec d'autres, c'est-à-dire de gouverner avec des alliés. Et nous n'avons aucune chance de gagner si nous n'apportons pas une réponse à cette question.
Je crois donc que le Parti doit dire clairement qu'il est pour un contrat de gouvernement de la Gauche, de toute la Gauche, qui lie la Gauche, et en même temps, à quelles conditions ce contrat doit être conclu. Et il est notamment du devoir du Parti Socialiste de poser des questions publiques, sans complaisance, sur les conditions, sur les conceptions de la démocratie, de ce qui est l'indépendance de l'expérience Socialiste française, mais il est aussi une condition fondamentale de la réussite de la stratégie unitaire et offensive : c'est celle de la régionalisation, et cela, c'est un des éléments profondément liés aux précédents.
La rénovation, tout à l'heure Alain Savary disait que s'était un travail lent et en profondeur. C'est un des éléments, je crois, de cette réunion, que le renouveau du militantisme. Je crois qu'un parti, finalement, ce n'est pas loin d'être une société en elle-même, avec sa sociologie, sa manière d'être, son déterminisme, ses réactions conjoncturelles ou historiques.
A cet égard, je crois que c'est Auguste Comte qui disait "que les mutations brusques ne sont jamais profondes, mais que les mutations profondes ne sont jamais brusques". Pourtant, il faudra bien, à la base, revenir à ce militantisme. C'est le renouveau du militantisme qui permettra la pratique unitaire à tous les niveaux, et c'est aussi la pratique unitaire à tous les niveaux qui permettra le renouveau du militantisme.
C'est dans une conception offensive, dialectique et dynamique, je crois, que le Parti Socialiste doit se prononcer aujourd'hui, et c'est dans le militantisme que s'inventera une stratégie globale et démocratique de transformation de la société, parce que nous avons de beaux, de jolis textes, mais finalement c'est dans le cœur du militant, dans la cohérence de la volonté collective - et la volonté collective n'est-ce pas une masse de volontés individuelles -, c'est dans la cohérence de la volonté collective et individuelle du militantisme du parti que nous trouverons cette volonté Socialiste qui fera du Parti Socialiste le grand parti pour le Socialisme.
(Applaudissement)

Le président - La parole est à Banton, de l'Isère.

Banton (Isère)
Camarades, de trop nombreux intervenants ont encore situé la rénovation du Parti, en particulier l'implantation qu'il convient de lui donner, en termes électoraux, en termes de recherche électorale, en termes de recherche électorale

d'implantation nouvelle du Parti. Je crois qu'il faut aller plus loin, il faut placer le débat et la recherche d'implantation du Parti de manière beaucoup plus scientifique et essayer de rechercher les forces sur lesquelles le Parti doit s'appuyer, quelle doit être la base de classe de ce Parti, quels sont les militants sur lesquels on doit pouvoir compter pour animer ce Parti, pour le développer et en faire un Parti Socialiste fort.
Eh bien, il faut développer, pour ce faire, les actions à la base. Les militants que nous recherchons sont l'ensemble des militants de la Gauche, ce sont non seulement les militants politiques potentiels, mais ce sont les militants syndicalistes, ce sont les militants qui n'ont pas encore agi dans une formation politique, et nous ne voyons aujourd'hui, où des militants de ce type nous rejoignent progressivement.
Mais ce n'est pas encore suffisant. Il faut que le Parti agisse dans le sens de l'appui des classes laborieuses, dans le sens de l'appui de toutes les revendications des salariés, pour pouvoir se développer.
Et pourquoi ne saisirions-nous pas, aujourd'hui même, une occasion de ce type ? Aujourd'hui même se développe un conflit du travail, aujourd'hui même les cheminots se mettent en grève ; pourquoi notre Congrès n'en tirerait-il pas une occasion de manifester son soutien aux travailleurs ?
(Applaudissements)
Je vous proposerai, à la fin de cette intervention, de prendre un motion pour soutenir l'action des cheminots dans leurs revendications.
(Applaudissements)
J'ai dit qu'il fallait que le Parti s'appuie sur ses militants. Pourquoi ? Parce que c'est à la base que le Parti se fait, c'est à la base que le dialogue peut être fructueux, c'est à la base enfin de parler et de juger.
C'est pourquoi j'ai choisi de défendre cette motion M, c'est pourquoi je crois que les motions qui confient à des organismes directeurs le soin de faire des choix en politique sont dans l'erreur. Il s'agit d'appliquer, pour les organismes directeurs, la politique qui est définie à la base, c'est-à-dire dans les Congrès fédéraux et dans le Congrès national ici présent.
Je crois que le débat à tous les niveaux à l'intérieur du Parti, le débat des militants du Parti avec les militants politiques d'autres Partis, avec les militants syndicalistes, avec les militants de la CGT, de la CFDT, de toutes les grandes centrales syndicales, doit amener le Parti à s'intégrer aux luttes sociales et à s'intégrer de manière beaucoup plus intense à la vie du pays. C'est pourquoi il importe que soit définie très sérieusement - et c'est ce que fait la motion M en essayant de définir le front de classe - la base sociale sur laquelle doit reposer le Parti. Il ne s'agit pas seulement de dire : il faut rameuter à nous des éléments qui ne sont pas encore organisés, mais il faut savoir où les prendre, sinon nous tapons à côté de la plaque.
On a parlé de recherche tous azimuts. A ce point de vue, je voudrais dire un mot de formations qui se situent à notre droite, que je qualifierai de rétrogrades, même si leurs militants sont des militants nouveaux. Je crois, en effet, profondément, que s'ils se trouvent dans des formations telles que le Parti Radical ou des partis centristes, c'est par une déviation intellectuelle, et qu'il

nous appartient, par l'exemple que nous donnerons, de les ramener au Socialisme. C'est comme cela, et comme cela seulement, que nous constituerons un courant Socialiste fort dans notre pays, et un courant qui l'emportera à la fin.
Le débat que pourront avoir tous les militants dans leurs entreprises, dans leurs communes, pourra bénéficier à la politique du Parti qui sera définie aujourd'hui, et en particulier le débat avec les autres formations politiques. Je pense qu'il ne faut pas avoir peur de débattre avec le Parti Communiste.
Il y a plusieurs sortes de débats. Il y a les débats qui concernent l'action sociale, il y a les débats qui concernent l'action quotidienne dans les villes - on parle des groupes d'action municipale, on parle des syndicats - mais il faut que chaque fois qu'un débat de ce type s'instaure, il y ait un militant du Parti qui puisse montrer que le Parti est présent et qui puisse développer, auprès des couches sociales, le point de vue du Parti.
En ce qui concerne les accords politiques, je pense qu'on ne nous pardonnerait pas de refuser le dialogue. Au contraire, nous devons développer le dialogue, sans préalable, avec le Parti Communiste ou avec d'autres. Il faut que nous discutions, car personne ne nous pardonnerait de refuser de discuter. Cela ne veut pas dire qu'on conclura un accord mais il faut absolument démarrer ce débat.
Je crois que c'est en nous plaçant au-dessus des péripéties électorales que nous pourrons développer le courant Socialiste et développer son action quotidienne, en intégrant dans notre combat tous les militants et tous les hommes de gauche qui attendent un espoir pour y entrer.
Je vous lis maintenant la motion que je propose au Congrès.
"Les Socialistes, réunis à Épinay en Congrès d'unification, tiennent à exprimer leur solidarité aux cheminots qui se sont mis en grève pour défendre leurs conditions de vie à l'heure où le gouvernement se prépare à lutter contre l'inflation sur le dos des travailleurs en bloquant leurs salaires." (Applaudissements)

Le président : Nous joindrons votre motion à toutes celles qui se présenteront en cours de Congrès.
Camarades, les travaux de la Commission des structures se déroulent de façon, semble-t-il, très fructueuse, mais de façon lente, en raison évidemment de l'ampleur même du thème. Il n'est donc pas vraisemblable que nous puissions utilement tenir notre réunion sur ce rapport avant 22 heures. Nous fixons par conséquent à 22h. la séance de ce soir sur le problème des structures.
Nous aurons en début de séance à clore définitivement le problème de la vérification des mandats, la Commission venant de mettre un terme à ses délibérations difficiles
Nous continuons jusqu'à 20h. pour achever le tour que nous avons largement amorcé, deux fois des orateurs sur chaque motion.
La parole est à Noé, pour la motion P, 4 minutes.

Noé

Camarades, nous avons tous en commun la déclaration de principe, base de notre engagement au Parti. Il n'est donc pas nécessaire de revenir sur le principes adoptés, ceux-ci étant acquis.

Le point essentiel du débat qui anime et animera ce Congrès est, et sera, soit de façon voilée, soit brutalement éclairé comme cela est nécessaire, centré sur la perspective offerte par les législatives en 1973, d'une part, et d'autre part sur la mise en place d'une organisation adaptée à notre époque.

C'est donc autour d'un point essentiel du débat : être présents en 1973, que je centrerai, pour ma part, mon exposé.

Passons vite sur la FGDS, l'espoir, puis la garantie de déception, pour arriver à Issy-les-Moulineaux, où c'est avec vigueur et constance, dans la ligne qui était celle de notre engagement, que, pour notre part, le travail fut entrepris : unité des Socialistes et union de la Gauche.

Puis il y a eu Bondy et l'application qui en a été faite dans certains départements. Le doute s'est de nouveau manifesté. Une nouvelle fois il y a eu divorce entre les principes proclamés et le comportement réel.

Fort de cette triste expérience, devant aujourd'hui définir la ligne du Parti que nous avons à former ensemble, il est insuffisant de dire que le Parti doit être orienté à gauche. Il n'est plus permis que des textes ambigus discréditent le Parti Socialiste aux yeux des citoyens et permettent des alliances tous azimuts. La motion majoritaire qui sortira de ce Congrès national ne devra pas, par son langage, être une motion de gauche, mais par les thèses qu'elle défendra et les choix immédiats et plus lointains qu'elle indiquera.

Non point déconnectés de la base, mais bien au contraire, en ce qui concerne, en prise directe avec elle sur le plan du travail, il est facile de mesurer ce qu'elle ressent, comment elle juge les Socialistes, et ce qu'elle attend de ce Congrès.

Ce qu'elle ressent, camarades, c'est l'incapacité du système capitaliste à résoudre les problèmes de notre temps et donc, à terme, la chute du régime en place, d'où le besoin de changement.

Comment elle nous juge ? Eh bien, elle reste sceptique et si on veut employer une image à la mode, le Parti Socialiste n'est pas encore crédible, et l'image de marque reste à imprimer.

Ce qu'elle attend du Congrès ? Que le regroupement du Parti Socialiste, de la CIR et l'apport des nouveaux adhérents, fassent que, d'une façon irréversible, le Parti Socialiste ait une ligne de conduite Socialiste, dans le contexte de notre pays, en 1971, et pour les années à venir, que le Parti Socialiste soit une force dynamique de la Gauche afin de rendre crédible la solution de changement au régime actuel, que soit écartée une fois pour toutes et sans retour une solution de gestion du capitalisme, thèse de la 3ème force, thèse présentée par la motion R.

(Applaudissements)

Et ce, camarades, afin que le processus vers une société Socialiste soit engagé.

Comment répondre à cette aspiration ? Par l'union de la Gauche et, tout d'abord, par l'union entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste français et les autres forces qui se réclament du Socialisme.

Comment alors, se préparer à répondre à cette aspiration ? Eh bien, en faisant tout, mes camarades, pour être prêts, lors de la prochaine échéance électorale.
Alors, l'échéance prochaine, c'est 1973 au mieux, peut-être 1972. Voilà pourquoi il faut, après le Congrès, commencer la discussion avec le PCF. Celle-ci est dès maintenant possible. Ce n'est pas pour cela, bien sûr, qu'il faut abandonner la discussion idéologique, et bien au contraire, mais les citoyens, dans leur majorité, ne comprenant pas, ils considèrent que cette discussion est un faux-semblant et que c'est nous qui ne voulons pas l'unité !
Voilà pourquoi, camarades, les deux discussions, tant dans le domaine idéologique que dans celui du programme de gouvernement, doivent être menées en parallèle. Le mouvement se prouve en marchant et la discussion du programme de gouvernement obligera une réponse claire tant sur les questions fondamentales que sur les questions immédiates. Et si les réponses aux questions fondamentales n'étaient pas suffisantes, il serait démontré que le PS et le PCF ne peuvent pas gouverner ensemble, mais cette démonstration serait faite, mes camarades, dans la clarté, par des débats publics à tous les niveaux. A partir de là, les travailleurs comprendraient le comportement du Parti.
Il est tentant de dire, à ce point de l'exposé, que le reste en découle, car si le Parti adopte une stratégie sans ambiguïté les choses nous seront favorables ; nous en avons fait l'expérience dans les élections municipales, je n'ai pas le temps de vous la relater, tant pour les résultats électoraux que par l'accroissement de notre fédération. Il n'appartient qu'à nous de poursuivre et d'être le partenaire le plus dynamique, mais pour cela la rénovation est nécessaire, et des camarades s'exprimeront sur ce point.
Pour conclure, l'espoir de ce Congrès de l'unité Socialiste suscite, et qui est mesurable notamment dans notre département par les 25% d'adhésion de nouveaux camarades, ne peut être déçu. Faisons en sorte que le symbole proposé derrière cette tribune, ces trois routes droites convergeant vers un point, fasse que dans la clarté, le 13, nous ayons fait notre unité dans la rénovation.
(Applaudissements)

Le président - Pour la motion K, nous avons le camarade Vincent et le camarade Perochain.
Vincent renonce à son temps de parole. Perochain, vous avez la parole.

Perochain
Chers camarades, je pense que pour un nouvel adhérent, parler dans les derniers, et dans une ambiance assez fatiguée, est difficile. Aussi, je vous demande de m'excuser par avance.
Si j'ai dit que j'étais nouvel adhérent, c'est qu'effectivement, dans mon département, j'ai regroupé un certain nombre de camarades qui, appartenant à des mouvements divers tels "Objectifs 72", "Vie Nouvelle", ou étant non organisés mais ayant participé à des actions locales, se trouvaient fort intéressés par ce que vous leur proposiez et qu'ils recherchaient depuis longtemps : l'unité des Socialistes.

Il est évident que nous n'avons pas l'habitude comme vous, militants de Partis, de toutes ces difficultés que représente un Congrès. Nous n'avons pas non plus l'habitude de voir s'exprimer, comme cela a été le cas, toutes ces tendances, si bien que nous sommes un peu perdus. Aussi, je vous demanderai, dans toutes les discussions qui auront lieu, d'être assez clairs, car ce que nous attendons, nous nouveaux adhérents, pour vous retrouver, c'est que vous nous parliez clairement.
(Applaudissements)
Ces nouveaux adhérents que je représente m'ont demandé de défendre la motion K, parce qu'ils y ont trouvé certains points auxquels ils sont très sensibles.
Je ne m'attarderai pas sur les orientations générales, celles qui ont été données par un certain nombre de camarades et qui seront reprises demain, sur lesquelles nous sommes parfaitement d'accord lorsqu'il s'agit d'une ouverture sur la Gauche.
(Applaudissements)
Ce qui nous paraît essentiel dans cette motion, c'est qu'elle attire l'attention sur la politisation des luttes sociales, et cela c'est important, surtout avec les mutations qui se sont produites au cours des dernières années. Il est évident qu'un ouvrier mécanicien d'une compagnie d'aviation gagne à l'heure actuelle plus qu'un ingénieur, il a un pouvoir d'achat supérieur, et cela, il ne faut pas l'oublier ; je pense donc qu'il faut penser, dans toutes ces luttes sociales, à rechercher un Socialisme moderne.
Cette motion comporte également deux points sur lesquels nous sommes très sensibles, car nous ne pensons pas qu'il soit possible de faire une évolution Socialiste dans une économie Socialiste à l'échelon mondial, en commençant par l'échelon européen. En effet, que deviendrait un Parti Socialiste français fort dans une ambiance mondiale qui resterait ce qu'elle est à l'heure actuelle ? Nous pensons donc qu'il est nécessaire de développer en même temps, chez nous et dans les pays voisins, cette recherche d'un Socialisme moderne.
Nous, inorganisés, où nous sommes-nous connus ? Nous nous sommes connus à la base, dans les luttes à la base. Or, à ce Congrès, il n'a jamais été fait mention soit des Comités d'usagers, soit des Comités de locataires, soit des associations de parents d'élèves, et c'est là-dedans qu'on trouvera des militants Socialistes, car ce sont eux qui travaillent actuellement pour les idées que nous professons.
Enfin, nous, qui n'étions pas membres d'un parti et qui aspirons à le devenir, nous comprenons très bien, quoiqu'inadaptés à ces Congrès, qu'il y ait des motions de synthèse, mais nous comprenons mal que des camarades en soient, avant de les avoir présentées, à faire déjà des motions de synthèse ! (Applaudissements)

Le président - Est-ce que le camarade Vincent est prêt à prendre la parole ?
…..
Nous allons donc, mes camarades, clore là, jusqu'à notre séance de demain matin, notre débat d'orientation, notre séance de demain matin, notre débat d'orientation, notre débat de 22h. étant consacré intégralement aux problèmes de structures. Je crois que nous avons à peu près fait le tiers des temps de paroles

alloués à chaque groupe défendant des motions, par conséquent nous pouvons nous féliciter d'avoir, au moins dans ces questions de temps, correctement engagé notre débat.
Avant de nous séparer, je crois que nous pourrions consacrer deux minutes à résoudre définitivement le problème de la vérification des mandats, puisque la Commission est arrivée à un accord sur ce point et peut vous le rapporter.

Merien - Voici les dernières rectifications : Aisne : total, 415 au lieu de 395, il s'agit d'une erreur matérielle.
Basses-Alpes : rectification du nombre des nouveaux adhérents : 72 au lieu de 49, total 312.
Nièvre : total 1355 au lieu de 1343.
Val de Marne : 51 nouveaux adhérents au lieu de 47. Total 1029 au lieu de 1025.
Val d'Oise : total 589 au lieu de 648. Félicitons le délégué du Val d'Oise pour son honnêteté.
Enfin, le délégué CIR du Var est Favre par décision de la Commission.

Le président - Je soumets maintenant à l'approbation du Congrès le rapport présenté par notre Commission de vérification des mandats.
Pour l'adoption voulez-vous lever la main ?
…..
Contre ?
1 voix.
Absentions ?
7.
Avant de nous séparer pour aller dîner, je vous relis la motion qui nous a été proposée par un camarade :
"Les Socialistes réunis à Épinay en leur Congrès d'unification, tiennent à exprimer leur solidarité aux cheminots qui se sont mis en grève pour défendre leurs conditions de vie, à l'heure où le gouvernement se prépare à lutter contre l'inflation sur le dos des travailleurs en bloquant les salaires."
Pour l'adoption de cette motion ?
…..
Votes contre ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
4.
Donc, cette motion est adoptée par le Congrès.
Mes camarades, je vous remercie, et la séance reprendra à 22h.
(La séance est suspendue à 20h05)

Vendredi 11 juin 1971
(Soirée)

Marcel Debarge - Je passe la parole à notre camarade Nicole Questiaux, présidente de la Délégation nationale.

Fondation Jean-Jaurès

Nicole Questiaux - La séance de ce soir est en principe consacrée à la discussion sur le rapport de la Commission des structures.
Cette Commission, et son président va vous en rendre compte lui-même, n'est pas en mesure de rapporter. Je lui passe la parole. Après son intervention, le Congrès décidera si nous poursuivons le débat d'orientation, éventuellement, ou si nous nous dispersons et reprenons la séance demain matin à 9h30, pour les structures.

Debesson - Mes Chers camarades, les statuts du Parti, comme vous le soupçonnez, touchent un très grand nombre de questions d'organisation.
Les statuts envisagés en comportent plus de 80, c'est vous dire que nous nous sommes trouvés en face d'une question, d'un ensemble de questions mêmes, très ardu et qui, de plus, met, vous vous en doutez, aussi en jeu quelques points des préoccupations politiques.
Le travail qui nous a été proposé a été par conséquent plus difficile que nous ne l'avions supposé, et nous ne serons en mesure d'achever nos travaux que très tard dans la nuit. Nous nous en excusons auprès de vous, mais il ne nous a pas été possible d'aller plus vite.
Nous n'avons donc pas voulu vous retenir ici jusqu'à des heures qui seraient certainement exagérées et c'est pourquoi la présidente de la Délégation nationale vous a tout à l'heure fait la proposition de retarder jusqu'à demain matin à la première heure le rapport qui doit vous être fait sur les statuts du Parti.

Nicole Questiaux - Nous vous consultons donc pour savoir si vous désirez éventuellement continuer un peu sur la discussion d'orientation générale avec l'inconvénient que beaucoup de camarades ne sont donc pas prévenus et on prévu de s'inscrire déjà demain, ou si nous prenons demain matin aussi tôt que possible à 9h30 le rapport de la Commission des structures qui sera alors prêt et à votre disposition.
(Brouhaha)

Marcel Debarge - Quels sont ceux qui sont d'accord pour reporter les débats sur les structures demain matin ?
…..
Quels sont ceux qui sont contre ?
Abstentions ?
Le débat sur les structures est reporté à demain matin.
Deuxième question qui a été posée par la présidente de la Délégation nationale : est-ce que vous voyez qu'il est nécessaire de reprendre maintenant, avec les inconvénients que cela présente, le débat sur l'orientation ?
Quels sont ceux qui sont pour ?
…..
Contre ?
…..
Voilà un Congrès avec des méthodes nouvelles !

(Rires)
Après une cogitation très rapide, on peut faire la proposition suivante. Il est un fait évidemment que ce Congrès ne peut pas se permettre de perdre trop de temps.
(Applaudissements)
Par conséquent, si vous voulez, pendant une heure, nous continuons les débats sur l'orientation.
(Applaudissements)
Nous appelons donc les orateurs qui se sont inscrits pour ce débat, dans l'ordre d'inscription, étant entendu que si l'un deux n'est pas là, son tour se trouve automatiquement reporté demain au début de l'orientation.
Il faut être en effet correct à l'égard des camarades qui sont peut-être en train de travailler à la Commission des structures. Ce n'était pas prévu.
Etes-vous d'accord avec cette proposition ?
…..
Contre ?
…..
Il me semble que c'est adopté.
Je repasse la présidence à Baboulène.

Le président - Une petite précision : comme notre débat sur les structures se tiendra demain matin, il serait, je crois, opportun, pour l'engager sans perte de temps, que les camarades qui veulent s'inscrire à ce débat, le fassent ce soir à l'issue de la réunion que nous tenons maintenant, et qui se terminera à 23h30.
Je vais donc appeler à la tribune, dans l'ordre où nous aurions, par définition, entrepris ce débat, les camarades qui sont inscrits dans le débat d'orientation.
J'appelle donc à la tribune Denis Cépède, pour la motion O.

Denis Cépède
Camarades, il est certain que dans un Congrès d'unité, on espère qu'il va en sortir une décision sinon d'unanimité, du moins rassemblant une large majorité des camarades présents.
Mais, nous savons aujourd'hui que cette unanimité n'est pas possible. Nous avons tous lu les motions qui ont été présentées, et parmi celles-ci, il y en avait une, la motion Mermaz-Pontillon, qui indiquait clairement qu'elle pensait que l'on pourrait faire sur les problèmes importants la synthèse à partir des propositions qu'elle formulait.
Elle a, de ce fait, démontré l'impossibilité de cette synthèse, puisque pour la faire, comme on l'a déjà dit cet après-midi, il était nécessaire de renvoyer au Comité directeur ce qui est évidemment la tâche du Congrès, à savoir la détermination des modalités selon lesquelles la ligne définie par nous serait appliquée dans les mois qui viennent.
Si la synthèse complète n'est pas possible, c'est bien évidemment parce qu'il y a dans ce Congrès, un débat et je voudrais pour le préciser, le distinguer d'un faux débat qui pourrait laisser penser qu'en effet une synthèse générale est possible.

Fondation Jean-Jaurès

C’est un faux départ, en effet, de prétendre que pour les prochaines échéances politiques, il y aurait dans ce Congrès ceux qui ne veulent chercher l’alliance qu’avec les organisations qui sont à notre droite, et d’autre part ceux qui, pour les prochaines échéances politiques, n’envisageraient de rechercher des alliances qu’avec le Parti Communiste.
Et pourtant, dans ce Congrès, personne ne refuse l’alliance électorale avec les Radicaux, personne n’envisage de refuser l’alliance électorale avec le Parti Communiste. Personne même dans ce Congrès n’ignore qu’il n’y a plus de troisième force, qu’il y a tout au plus une troisième faiblesse.
(Applaudissements)
Le vrai débat, il est entre ceux qui entendent se limiter à une alliance électorale et ceux qui mettent comme condition à l’alliance électorale un accord politique aussi bien avec le Parti Radical et les démocrates de progrès qu’avec le Parti Communiste français.
En fait, ceux qui veulent l’alliance électorale sans accord politique sont ceux qui veulent interrompre le débat avec le Parti Communiste ou mettre des préalables à sa reprise.
Il y a en effet encore tant à faire pour aboutir à l’accord politique avec le Parti Communiste que toute interruption accroîtrait les risques d’une alliance électorale sans accord politique préalable.
Leur thèse serait justifiée si les préalables qu’ils formulent étaient fondés.
Je crois avoir fait le tour de ces préalables en considérant qu’il y en a 3.
Le premier, c’est celui qui consiste à dire qu’il faut que le Parti Communiste change. Cet argument est excellent, il est excellent et convainc tout le monde pour refuser l’accord, mais il ne vaut rien contre l’idée de poursuivre la recherche même de cet accord.
C’est au contraire, en poursuivant cette démarche publiquement, en posant au Parti Communiste les questions fondamentales qui restent en suspens qu’on peut l’amener à reprendre ses analyses, à revoir ses positions. C’est en restant fidèles à cette ligne qu’il en éprouvera le besoin, en tout cas plus sûrement que si un changement d’attitude de notre part lui fournit le prétexte de camper sur des positions aussi traditionnelles qu’inacceptables.
Le deuxième préalable qui est invoqué, c’est qu’il faut que nous ayons une stratégie et un programme avant d’engager ce débat.
Pour le débat actuellement possible, la stratégie suffit. Elle est définie par le plan d’action Socialiste et le contrat Socialiste entre lesquels nous avons constaté des convergences suffisantes.
Quant au programme comme le rappelait Alain Savary cet après-midi, il est faux que nous soyons à court ; les dossiers sont prêts pour un débat démocratique que le Parti sera en mesure de conclure dès l’automne. Par conséquent, ce préalable non plus n’est pas valable.
Il en reste un troisième, et c’est celui qui est le plus souvent évoqué : il faut que nous soyons plus forts, et c’est seulement lorsque nous serons plus forts que nous pourrons, avec le Parti Communiste, engager le débat. Ce qui est vrai, ce qui est évident pour tout le monde, parce que c’est une vérité arithmétique, dans le rapport de forces où nous sommes, nous ne sommes pas ensemble une force

d’attraction suffisante pour gagner ensemble ; notre renforcement est un préalable, mais il est un préalable au succès commun, il n’est pas un préalable à la poursuite du débat.
Supposez en effet que la poursuite du débat est une affaire de rapport de forces, c’est supposer que notre argumentation serait plus solide, nos structures, nos exigences plus grandes si nous étions plus forts ou que le Parti Communiste, à l’inverse de nous, d’ailleurs, s’inclinerait plus volontiers si nous étions plus puissants que lui.
Camarades, si nous étions trois fois moins forts, voudrions-nous pour autant venir à composition plus facilement ?
Cède-t-on sur les principes quand on est fort ou quand on est faible ?
Nous répondons bien tous, et je crois que là nous sommes unanimes, qu’on ne cède jamais sur les principes et, par conséquent, pour la poursuite du débat, le problème n’est pas celui du rapport des forces, c’est la force de nos convictions qui est en cause, elle n’a rien à voir avec notre nombre...
(Applaudissements)
Mais il est vrai, je le répète, que la condition du succès est effectivement notre renforcement.
La modification du rapport de forces ne change pas le contenu des débats engagés, elle ne change pas leur difficulté. La vraie question n’est pas là. La vraie question est de savoir si la poursuite du débat est un moyen ou un obstacle du renforcement que nous souhaitons tous ensemble pour notre Parti, et je répondrai à cette question par trois questions auxquelles je vous demanderai de bien vouloir répondre vous-mêmes.
Nous convenons tous ensemble, je pense, qu’aujourd’hui le Congrès de l’unité des Socialistes marque une étape importante de ce renforcement.
La Convention des institutions républicaines serait-elle venue au Congrès d’unité Socialiste si le Congrès d’Issy-les-Moulineaux n’avait pas changé la voie dans laquelle nous engageait le Congrès d’Alfortville qui reposait justement sur une démarche d’alliance électorale sans accord politique.
Qui d’entre nous n’a entendu dans nos Congrès fédéraux et depuis ce matin ceux qu’on appelle les nouveaux adhérents justifier leur choix par l’espoir d’une politique d’union de la Gauche rigoureuse et permanente ? (Applaudissements)
Qui ne voit pas que ce qui explique notre faiblesse par rapport au Parti Communiste ce n’est pas l’insuffisance de notre pensée, ce n’est pas la valeur de nos choix par rapport aux siens, c’est que notre pensée et nos choix sont dissimulés sous l’image qui ne fut pas toujours trompeuse de notre versatilité, de nos alliances simultanément contradictoires, de nos attitudes finalement incompréhensibles ou trop facilement caricaturables...
(Applaudissements)
Qui ne voit que c’est là que nous conduit une tactique d’alliance qui ne reposerait pas sur un accord politique avec quelque allié que ce soit ?
Or, cette voie de l’alliance électorale sans accord politique est-elle seulement praticable ?
Je m’adresse à ceux qui s’y rallient et je leur demande à eux aussi un peu de réalisme.

Imaginez-vous qu'un parti Communiste taraudé par les gauchistes, capable de supporter mieux que nous la tactique classe contre classe, ayant eu l'occasion que nous lui avons fourni de mesurer ses chances aux dernières cantonales ou à toute élection, même présidentielle, n'y regarderait pas à deux fois avant de consentir à ce type d'alliance sans principes ?
Supposons qu'elle se fasse cette alliance, les municipales n'ont elles pas montré que les accords basés sur des programmes municipaux communs ont déclenché seuls les... la dynamique unitaire, alors que les volte-face entre les deux tours et les accords de circonstances n'ont pas toujours évité les défaites qui étaient pourtant arithmétiquement improbables ?
(Applaudissements)
Supposons qu'on gagne quand même ensemble et c'est là le plus important, faisons ce rêve ou plutôt, à mes yeux, ce cauchemar, c'est un cauchemar en effet que de gagner ensemble sans accord politique, avec quelles garanties nous allons au pouvoir ensemble sans accord politique ? Négocie-t-on en trois nuits, toujours sans garanties, le programme qu'on refusait hier ou alors allons nous tourner casaques, trahissant nos exigences ou nos électeurs communs ?
Non, camarades, la démarche de l'alliance électorale sans accord politique n'est ni réaliste, ni honnête, ni féconde ; elle n'est pas, en tout cas, à la mesure des problèmes à affronter.
Nous savons tous qu'il ne manque pour une révolution Socialiste dans notre pays que l'existence d'un accord politique entre les forces de toute la Gauche et nous savons tous que nous passerons pour les responsables des défaites communes futures si c'est notre refus de l'engager qui parait la seule cause de son impossibilité.
Au contraire, si nous poursuivons le débat engagé, nous marquerons notre refus permanent de faire volte face sans principes et surtout nous situerons les responsabilités dans les difficultés rencontrées dans la recherche de l'accord politique.
Vous êtes certainement un certain nombre à avoir fait l'expérience : quand on analyse, dans des réunions, les termes du contrat dressé, acquis, les hommes et les femmes de ce pays nous donnent raison, et c'est sur ces hommes et ces femmes que nous devons compter aussi pour faire faire au Parti Communiste le chemin qu'il doit parcourir pour que l'accord politique avec lui devienne possible.
(Applaudissements)
Camarades, la recherche de la seule alliance électorale est à la fois difficile, irréalisable et dangereuse.
La recherche de l'accord politique de toute la Gauche comme base nécessaire de cette alliance électorale, nous savons qu'elle est difficile, mais que c'est la seule voie ; nous n'avons rien à céder sur l'essentiel et ainsi nous n'avons rien à y perdre ; c'est en ne cédant jamais sur l'essentiel que nous créerons les conditions d'une victoire rassemblant les moyens de résoudre les problèmes de notre temps.
Il n'y a pas un Socialiste qui veuille être à la place de Pompidou ou de Chaban Delmas pour avoir la satisfaction de connaître à leur place leurs échecs ; nous avons engagé ce pays dans la voie du Socialisme et cela nous devons le savoir

tous : ce sont les travailleurs, unis par des organisations politiques, menant un combat commun sur un accord politique clair, qui permettront la seule victoire qui nous importe, la victoire du Socialisme.
(Vifs applaudissements)

Le président- J'appelle maintenant pour la motion L, Noël, Nevache, Joxe...
La parole est à Blanc.

Blanc
Camarades, la fédération du Parti Socialiste et les nouveaux adhérents de Savoie se sont prononcés à 70% environ sur la motion présentée par le CERES
(Applaudissements)
Certains au sein même de la fédération et de nombreux autres dans les structures du Parti semblent s'en inquiéter, les uns n'hésitant pas à nous traiter de gauchistes, terme qu'ils chargent de mépris et de dérision, et qui rejette toute argumentation ; les autres, plus nuancés, ou peut-être plus rompus à l'art de la dialectique, acceptent un temps la discussion, mais concluent hâtivement leur propos en nous affublant de l'épithète d'irréalistes ou d'irresponsables.
Cela tient, dans leur esprit, à la fois de la défiance et de l'anathème.
Je me permettrai, au nom de mes camarades, de reposer cette simple question : lorsqu'on veut construire le Socialisme, est-il irresponsable de se demander avec qui et comment on peut le faire ?
Personne ici, je le suppose, oserait répondre par l'affirmative ! D'ailleurs, cette question n'est pas originale, on la découvre dans la plupart des motions d'orientation présentées aux suffrages des Socialistes français. Seule l'analyse nous distingue et la réponse nous sépare. Le Socialisme, tel que nous le voulons, doit être construit par le peuple et pour le peuple. Est-il alors possible, dans les circonstances où nous sommes en France, d'écarter immédiatement ou un peu plus tard le grand parti des travailleurs que reste, malgré tout, le Parti Communiste français ?
Ce serait nous rejeter dans les fâcheuses expériences qui ont dénaturé l'idée même du Socialisme et discrédité complètement le Parti Socialiste dans l'opinion, et je crois que j'en sais quelque chose, étant au Parti Socialiste depuis deux ans, j'ai fait l'expérience de la difficulté d'être Socialiste, à l'heure actuelle, dans ce pays !
Je sais que les circonstances de l'époque étaient différentes, difficiles, mais alors ceux qui avancent cette excuse, qu'ils considèrent d'ailleurs comme une justification, avouent que 1971 n'est pas 1947, ni 1953 ni 1958, il importe avant tout, pour nous Socialistes, de garder le contact avec la situation présente.
Nos rapports avec le Parti Communiste sont bien au centre de nos débats. Un grand pas a été accompli après la publication du bilan de décembre 1970. Devons-nous poursuivre notre marche en avant, marquer le pas ou reculer ?
Je ne parlerai même pas de ceux qui regrettent déjà d'avoir franchi seulement le seuil de la vieille maison. Leur attachement est fort compréhensible, mais la nostalgie et le vague à l'âme ne sont pas de mise quand l'avenir du Socialisme est en jeu.

Ce pas que nous avons fait, pour certains représente déjà une longue course, et je conçois qu'ils soient fatigués, essoufflés et qu'une pause leur semble nécessaire. mais quel prétexte trouver pour se ménager un moment de détente ? Dans une course, un point de côte serait le bienvenu et dans cette circonstance... un point de côte à gauche est possible ?
Enfin, nous l'avons trouvé ce prétexte, nous allons poser au Parti Communiste la grande question des garanties démocratiques et nous souhaitons que la réponse tarde le plus possible, car sinon nous serions dans l'obligation de reprendre aussitôt la marche en avant.
Comprenez bien, mes camarades, qu'entre la station debout et l'arrêt, la station assise comme certains l'envisagent ou encore prêts à nous coucher si on nous le demande par ailleurs, nous n'ayons pas hésité et nous avons choisi le marche, même si elle est difficile.
Notre expérience de savoyards, dans ces circonstances, nous est utile, car nous savons que dans une ascension, lorsqu'on s'arrête, ça coupe les jambes et on n'a pas tellement envie de repartir.
(Applaudissements)
Si je limitais mon propos à cette attitude, je n'aurais pas répondu complètement à la question.
Lorsque je considère la motion Savary notamment, la partie qui, dans cette motion, est réservée aux radicaux et aux républicains de progrès, je m'inquiète, et avec moi tous ceux pour qui le Socialisme est un idéal, qui sont ces gens à qui on propose déjà d'établir un programme de gouvernement ? Comment se fait-il qu'ils ne nous demandent aucune garantie et que nous même ayons si peu de méfiance à leur égard ? Somme-nous si proches que nous soyons prêts à nous rassembler ? Mais dans quel but ? Pour construire quel Socialisme ?
Je pose la question, car je ne vois pas très bien pourquoi le Parti Radical, tel qu'il est, avec ses méthodes et ses liens avec le capitalisme libéral serait notre allié naturel, même s'il l'a été dans le passé ?
Je ne rejette pourtant pas l'idée d'une collaboration avec le Parti Radical, elle est nécessaire, mais dans le cadre de l'union de la Gauche tout entière, et avec la certitude que nous en soyons le ciment, l'élément principal au sens étymologique du terme.
Là où je m'inquiète vraiment, c'est quand on parle de républicains de progrès qui condamnent certains aspects du capitalisme, etc. Dans ce cas, je dis : non. Franchement, camarades, où va-t-on avec de tels principes ?
Alors, le premier qui passe et qui semble correspondre à nos intérêts du moment nous l'invitons à passer un instant avec nous ?
Cela m'a tout l'air de ressembler à quelque chose de bien éloigné des principes du Socialisme !
Républicains de progrès, le terme est suffisamment accueillant pour nous permettre un jour de faire des faveurs à MM. Lecanuet, Abelin, Pisani, et pourquoi pas à Edgar Faure, il a déjà été cité ici... d'ici 1973, les choses ont le temps de changer !
On nous répète de tous côtés dans ce Parti que nous devons être d'abord nous-mêmes, je suis bien de cet avis, mais cela implique que nous nous définissions

aussi bien par rapport à la Droite que par rapport à la Gauche. Un plan d'action Socialiste, un contrat Socialiste ne sont pas suffisants. La meilleure définition, nous ne la trouverons que dans l'action, dans la mise en pratique quotidienne de nos principes, dans la marche en avant que j'évoquais tout à l'heure ; c'est dans les entreprises, dans les quartiers et les villages, dans les universités, dans les lycées, dans tout ce qui fait la vie du peuple que commence la construction du Socialisme, non dans des Comités, dans des communiqués de presse que personne ne lit.
Ils sont des dizaines de milliers, ceux qui attendent la fin de notre attitude velléitaire. Allons-nous les décevoir une fois de plus et les rejeter, de peur d'être submergés dans les bras du Parti Communistes ou du PSU ?
La responsabilité de ce Congrès est immense ; et il est curieux de voir ceux qui en ont la plus grande conscience être traités d'irresponsables.
L'élément moteur de la construction du Socialisme passe nécessairement par un programme, par l'adoption du principe de la discussion d'un programme de gouvernement avec le Parti Communiste. Et notre force viendra de notre dynamique. Ceux qui nous attendent sur ce terrain, les adhérents qui sont prêts à nous rejoindre à l'extérieur du Parti Socialiste, et qui ne sont pas encore ici, nous permettront d'arracher toutes les garanties que nous espérons.
Et, avant de terminer, puisque j'arrive au bout de mon temps de parole, je livrerai à votre réflexion cette phrase de La Rochefoucauld, si je ne me trompe, qui s'applique très bien à la situation présente et qu'on aurait pu mettre en exergue à ce Congrès : "Les cœurs pusillanimes qui, par crainte d'échouer, n'osent rien entreprendre."
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Batut, pour la motion L.

Batut
Les journaux, hier, publiaient les derniers résultats des votes sur les motions, avant le Congrès d'aujourd'hui, et un certain nombre de suffrages se reportaient sur chacune d'elles. Même les nouveaux adhérents étaient gratifiés d'un total de 1 500. J'ignorais que les nouveaux adhérents votaient tous sur une même motion mise au point, par qui et au nom de qui ?
Mais il ne faut pas croire les journaux, qui d'ailleurs s'empressaient de dire : "on ne peut rien conclure pour l'instant". Et j'espère bien qu'il en sera ainsi jusqu'au rapport final de la Commission des résolutions, sinon on accuserait ce Congrès d'être préfabriqués, et avouons que pour un Congrès de l'unité c'est un lourd handicap.
Je ne conteste pas le vote indicatif, mais ce vote ne peut être qu'indicatif, compte tenu que les motions départementales sur lesquelles nous avons voté, pour certains, étaient très différentes de la motion nationale rédigée depuis plusieurs semaines, sur laquelle vont se reporter les suffrages.
C'est à la Commission des résolutions de travailler pour que se réalise une synthèse à gauche, sur laquelle pourrait se rallier une majorité la plus large

Fondation Jean Jaurès

possible. Les nouveaux adhérents de la Nièvre ont demandé cela dans une courte motion, publiée sous le titre "N".
C'est ainsi que le Congrès départemental de la Nièvre a eu à se prononcer sur la motion Mermaz, amendée en trois points concernant en particulier la définition de la base sociologique du parti, l'affirmation nette d'un front de classe pour le Parti, le rejet de toute stratégie de troisième force.
Est-ce faire preuve d'angélisme politique que de vouloir qu'en un Congrès de l'unité soient affirmées fortement et publiquement les convergences ?
Par-là même nous pensons que seraient mises en lumière les divergences sur lesquelles, en fonction de mandats dont ils sont porteurs, pourraient s'exprimer les délégués.
Je pense en particulier aux différences de procédures envisagées pour mener le dialogue avec le Parti Communiste.
Nouveaux adhérents, nous avons un peu l'impression d'entrer dans une maison déjà occupée. Chacun a planté son drapeau à la fenêtre. Nous essayons d'entrer, je dois le dire, sur la pointe des pieds. Quel escalier prendre pour aboutir à quel étage ? Nous qui n'avons voulu choisir entre l'une ou l'autre des organisations auparavant, on nous demande de choisir entre des motions, sur des orientations antérieures et traditionnelles. Et quand on nous dit : "pas de nouveau Bondy", on veut bien, mais cela fait référence à un appareil, à une bataille que nous n'avons pas menés et où nous n'avons pas eu à nous prononcer par un vote.
Quelque chose, nous en sommes sûrs, est en train de changer. Même si on vous demande quelle est votre orientation, on sous-entend : "Derrières quels leaders êtes-vous ?". Même si l'on doit se déguiser en professeur de droit politique comparé, compte tenu de l'hermétisme du langage de beaucoup de textes de motions, pour situer auprès de simples adhérents la ligne de force essentielle.
Quelque chose est en train de changer, et il faut le dire, à l'extérieur est démontré très nettement qu'il y a interpénétration entre les idées, au sein d'un même parti. Pousser aussi loin que possible la synthèse serait l'affirmation qu'en même temps que se réforment les structures se fait un effort pour éviter que s'effritent plus fortement encore les structures internes cloisonnant, suivant des tendances strictes, une fédération, qui, si elle veut recruter, doit agir.
Il faut convaincre. Si nous ne faisons pas cet effort nous risquons encore longtemps, enfermés dans nos tendances diverses, derrière nos leaders, de continuer à célébrer, en nous jetant des mots au visage, nos cultes particuliers, dans nos chapelles respectives.
(Applaudissements)

Le président - Est-ce que Jacques Piette veut prendre la parole maintenant ?... Il est à la Commission des structures.
Christian Pineau accepte de prendre la parole maintenant ; nous l'en remercions.
(Applaudissements)
La parole est à Christian Pineau.

Christian Pineau

Mes Chers camarades, le grand thème de ce Congrès, celui dont ont discuté les fédérations, et qui sera débattu devant la Commission des résolutions, est celui de nos rapports avec le Parti Communiste. Il apparaît donc un peu présomptueux de ma part de vouloir soulever aujourd'hui un problème assez différent, mais pas sans rapport avec le premier.

La plupart des motions ont en effet admis que le succès de nos relations - je dis bien "le succès", comme Denis Cépède - avec le Parti Communiste, serait conditionné par le rapport des forces qui s'établira entre celui-ci et nous-mêmes.

D'où la nécessité, reconnue par tous, et qui justifie ce Congrès d'unité, de voir notre parti prendre dans la Gauche française l'importance qui devrait lui revenir.

Mais ce ne sont ni des motions, ni des discours qui suffiront à créer le mouvement que nous souhaitons tous. Notre orientation étant définie, ce sont les actes que nous accomplirons demain, les solutions que nous proposerons à l'opinion publique, aux problèmes qui l'intéressent, la crédibilité de nos réponses, qui détermineront notre audience et par conséquent notre force.

Les Comités d'études du parti ont beaucoup travaillé depuis deux ans. Des organisations associées, telles l'OURS ou le CERES, se sont livrées à des travaux d'un intérêt évident, nous faisant disposer ainsi d'un bagage parfaitement utilisable.

Mais, ce qui me frappe, c'est que la grande majorité de ces études ont porté sur des solutions à long terme, concernant notamment la prise du pouvoir, notre définition de la démocratie, nos conceptions de la propriété et de la production dans une société Socialiste. C'était naturel et nécessaire. Il fallait montrer le bout du chemin sur lequel nous entendons demander au pays de s'engager avec nous.

Il semble toutefois, et c'est là le regret que je voudrais exprimer aujourd'hui, que nous ayons négligé un certain nombre de problèmes qui concernent l'adaptation de nos doctrines aux nouvelles démarches de la sciences et de la technique.

Il ne s'agit pas ici de terminologie. Je vous ai entendu réclamer dans nos Congrès un renouvellement du vocabulaire Socialiste. J'avoue que si ledit renouvellement consiste à formuler de manière plus compliquée ou plus technologique des idées exprimées jusqu'ici de manière simple, je n'en vois pas l'intérêt. Le seul vocabulaire valable est celui qui est compris de tous.

Mon propos vise seulement à nous attaquer à des problèmes qui passionnent de plus en plus l'opinion et auxquels nous n'avons pas donné de réponses Socialistes. Ils entrent dans le cadre de l'action nouvelle à laquelle Alain Savary faisait allusion ce matin.

Prenons, si vous le voulez bien, quelques exemples, et ils ne sont, bien entendu, pas limitatifs.

En premier lieu, celui de l'éducation nationale.

Nous avons pris position, sans que j'ai à y revenir, sur les relations entre l'enseignement public et l'enseignement privé. Nous avons déposé des projets concernant l'organisation de l'enseignement à tous les degrés, proposé des solutions différentes de celles préconisées par le pouvoir sur la formation des

maîtres, la structure des établissements scolaires, l'apprentissage, la formation professionnelle.
Mais nous n'avons pas réexaminé au fond les problèmes du contenu de l'enseignement en fonction des récentes études médicales sur la formation de l'enfant dès son plus jeune âge, sur sa réceptivité, à certaines formes de pédagogie, sur le traitement des inadaptés. Nous savons bien que les programmes actuels, depuis l'école maternelle jusqu'aux plus hauts degrés de l'enseignement supérieur, sont à transformer radicalement.
Mais nous n'avons pas déterminé les bases scientifiques sur lesquelles il nous sera possible de formuler des propositions modernes.
Or, je crois qu'il ne manque pas de spécialistes, enseignants, psychologues, médecins, pour nous aider dans une tâche que le pouvoir a jusqu'ici négligé.
Si, en effet, le cadre de la réforme Edgar Faure peut paraître à certain révolutionnaire, le tableau reste conservateur.
Mon deuxième exemple portera sur les conséquences morales et matérielles, sur la vie des travailleurs, du développement du machinisme et de l'automation.
Il a été admis pendant longtemps que la machine était l'un des moyens de libérer l'homme de la servitude du travail. Or, il me semble qu'il n'en soit pas ainsi. L'expérience montre que l'homme, attelé à une machine dont il est obligé de suivre le rythme, en devient peu à peu l'esclave.
J'ai eu l'occasion d'examiner au fond, et cela ne vous surprendra pas, les circonstances de la grève des usines Renault, au Mans. En dehors des problèmes syndicaux et politiques qui se greffent presque toujours sur un conflit social d'importance nationale, se sont posées des questions qui relèvent de la vie quotidienne des travailleurs, et dont la presse parle peu parce qu'elle les connait mal.
Dans le système compliqué mis au point par la Régie Renault, dans un souci de rendement, j'ai été frappé par le fait que les ouvriers spécialisés étaient payés, non point en fonction de leurs aptitudes ou de leur consciences professionnelle, mais de la machine sur laquelle ils servaient. Vienne un changement de machine, et l'ouvrier spécialisé intéressé verra son salaire modifié, voire diminué, même si le travail qu'il devra accomplir est plus pénible matériellement ou psychologiquement.
Ainsi, nous arrivons à ce résultat sur lequel je vous demande de méditer : que la machine et l'ordinateur sont en train, peu à peu, de déterminer le salaire de l'ouvrier.
Si nous examinons d'autres établissements, notamment ceux qui travaillent pour l'électronique, et ceux-là emploient un grand nombre de femmes, nous nous apercevons que le travail à la chaîne devient chaque jour plus pénible et a des conséquences inquiétantes sur la santé physique et morale des travailleurs.
Les relations entre l'homme et la machine, voilà un des sujets dont nous devrons nous préoccuper sans attendre l'avènement d'une société Socialiste. En tout cas les syndicats ont pris conscience de son importance sociale.
Mon troisième exemple sera sans doute de nature à faire sourire certains d'entre vous, en tout cas pas les femmes, il s'agit des problèmes concernant le planning familial, l'avortement thérapeutique, la liberté de la procréation.

Collection Jean Jaurès

Ce ne sont pas seulement des tabous qu'il faut renverser, des morales qu'il faut modifier, c'est toute une conception de la science médicale, enfin débarrassée de ses préjugés séculaires qu'il faut revoir en tenant compte des problèmes concernant la liberté, la santé physique, l'équilibre psychique du corps humain.
C'est enfin la prise de conscience des menaces que fait peser sur notre planète toute entière une surnatalité galopante, à laquelle correspondra de moins en moins, au fur et à mesure que la population du globe s'accroîtra, une augmentation des ressources naturelles, particulièrement des ressources alimentaires.
Il faut d'ailleurs poser ce dernier problème, non point au plan national, comme le ferait un Michel Debré, mais au plan mondial. Ne me dites pas qu'il ne concerne pas le Socialisme.
Enfin, mon quatrième et dernier exemple est plus abstrait et difficile à exposer, car il concerne des découvertes scientifiques nouvelles dans le domaine de la biologie.
Certains d'entre vous ont sans doute lu le livre de Jacques Monod, prix Nobel, intitulé "Le hasard et la nécessité", ils se seront sans doute rendu compte comme nous que les théories qui y sont exposées, basées sur des recherches et des expériences d'une haute probité scientifique, sont susceptibles de remettre en cause de nombreuses doctrines, en particulier le christianisme et le marxisme léniniste.
Résumer la thèse de Jacques Monod, de la part de quelqu'un, comme moi, dont les connaissances en chimie molléculaire sont infimes, risquerait de la trahir. Je me garderai à la fois de les contester ou de les faire mienne, je me contenterai simplement d'indiquer l'une des conclusions, et pour cela je citerai l'auteur lui-même.
A la question "pourquoi la génétique classique est-elle foncièrement incompatible avec le matérialisme dialectique, c'est-à-dire avec le marxisme léniniste ?" Jacques Monod répond "que le matérialisme dialectique est une philosophie du changement de l'évolution, fondée sur la contradiction, de philosophies qui refusent de reconnaître dans la nature et surtout dans la nature vivante, l'existence de structure invariable."
"Or la théorie du gêne est une théorie de l'invariable, elle suppose une substance héréditaire dont la structure est aujourd'hui, non seulement à l'égard du milieu où se trouve l'organisme, mais même à l'égard du milieu interne de la cellule."
Cette invariance trouvée par la science moderne remet en cause, au moins partiellement, pour diverses religions, l'influence de libre arbitre, pour les marxistes, celle de la société sur le comportement humain.
Il faut noter que les théologiens ont vigoureusement réagi à ces thèses, dont ils ont perçu le danger, et proposé des réponses. Les Communistes, qui les avaient combattues depuis 1948, c'est-à-dire avant que leur confirmation scientifique ait été indubitable, se sont tus.
Serait-il honnête que nous en fassions autant ?
Bien sûr, la discussion d'une telle question ne relève pas d'un Congrès politique, mais nous ne devons pas pour autant refuser de l'examiner parce qu'elle pourrait remettre en cause certaines de nos conceptions doctrinales.

Je souhaite, pour ma part, qu'un certain nombre de camarades, aidés de chercheurs qualifiés, examinent les thèses des Jacques Monod et des chercheurs de l'école biologique française moderne, et en tirent, s'il y a lieu, des conclusions. Je suis convaincu que celles-ci n'iront pas à l'encontre de nos conceptions fondamentales du Socialisme démocratique.
Vous m'excuserez, mes chers camarades, d'avoir soulevé aujourd'hui des questions et d'être sorti du sujet sur lequel nous nous sommes presque exclusivement penchés jusqu'à présent. Cela ne répond guère à vos préoccupations immédiates, mais il n'est jamais mauvais de prendre un peu d'avance sur l'événement. Puisque nous fondons aujourd'hui un nouveau Parti, nous ne pouvons que le servir en lui donnant des thèmes de discussions, de travail et de propagande, qui correspondent aux préoccupations du monde moderne.
(Applaudissements).

Le président - Je remercie Christian Pineau, dont l'intervention me paraît fournir une très remarquable conclusion à notre débat de ce soir. En effet, je pense qu'il n'est pas possible de le continuer, les orateurs inscrits sur l'ensemble des motions qui devraient maintenant prendre la parole sont ou bien absents ou bien pris par la Commission des structures. Donc, nous allons nous arrêter et nous renvoyer à demain matin, 9h30, et je demande maintenant à ceux qui le souhaitent de déposer maintenant leur demande d'intervention pour le débat de demain matin, suite au rapport de la Commission sur les structures.
Bonsoir mes camarades.

Coll. Fondation Jean-Jaurès